

PATRIMOINE MONDIAL



LES PERSONNES QUI PROTÈGENT LE PATRIMOINE MONDIAL

Gestionnaires de sites
Jeunesse
Communautés



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Convention
du patrimoine
mondial

ISSN 1020-4520



3 059630 102971

Parc national du Simien

Un paysage spectaculaire en Éthiopie



Dans le magnifique parc national des montagnes du Simien, les changements météorologiques sont aussi spectaculaires qu'impressionnants. Un instant vous vous retrouvez au cœur d'un nuage, le brouillard recouvre tout et vous empêche de voir autour de vous, et l'instant d'après, c'est le soleil qui fait irruption pour mettre fin à cette morosité ambiante.

Les pics montagneux se bousculent pour se frayer un chemin au beau milieu des nuages et sont la toile de fond idéale pour admirer les chutes d'eau tandis que les vallées profondes sont recouvertes de prairies qui de temps à autre cèdent la place à des parterres luxuriants de fleurs sauvages. La beauté des paysages s'étale à perte de vue. Aussi, pour toutes ces raisons, le Simien est un paradis pour les randonneurs.

Mais le parc a bien d'autres bijoux à offrir. Il abrite de nombreuses espèces menacées endémiques à cette région : le bouquetin Walia, le loup d'Éthiopie et le babouin Gelada. La plupart des visiteurs vous diront que s'ils ont énormément apprécié l'importante réserve d'oiseaux et le panorama, l'observation de l'un de ces trois animaux emblématiques est le point fort de la visite.

Le parc attire 25 000 visiteurs chaque année (2018-2019), mais avec la pandémie de COVID-19 et l'interruption conséquente des voyages internationaux, les touristes se sont faits plus rares. Cela a eu des répercussions sur les revenus du parc et a également menacé les moyens de subsistance des communautés dépendantes du tourisme vivant à la périphérie du parc.



L'African Wildlife Foundation s'est associée à l'Ethiopian Wildlife Conservation Authority (Autorité éthiopienne de conservation de la faune et de la flore sauvages – EWCA –) et à l'UNESCO pour mettre en place un programme de travail rémunéré au profit de la communauté locale. Dans le cadre de ce programme, des membres de la communauté locale ont été payés pour nettoyer et entretenir les chemins de trekking du parc afin que tout soit prêt pour le retour des touristes. Avec 60 % de l'ensemble des contrats signés, les femmes ont été les principales bénéficiaires de cette initiative.

Lorsque vous pourrez voyager à nouveau, n'oubliez pas d'inscrire le parc national du Simien sur votre liste. Les richesses du parc vous émerveilleront, et vous contribuerez directement à la conservation et au bien-être des communautés qui travaillent sans relâche pour conserver le parc en parfait état.



Valeur universelle exceptionnelle

Une érosion massive au cours des ans a formé sur le plateau éthiopien un des paysages les plus spectaculaires du monde, avec des pics, des vallées, et des précipices atteignant jusqu'à 1 500 m de profondeur. Le parc est le refuge d'animaux extrêmement rares, comme le babouin *gelada*, le renard du Simien ou *Walia ibex*, sorte de chèvre qu'on ne trouve nulle part ailleurs. Le parc national du Simien a été inscrit sur la base des critères (vii) et (x)

◆ Critère (vii)

Le paysage représente des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles ;

◆ Critère (x)

Le site contient les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation *in situ* de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

www.awf.org





UNESCO

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

Courriel : publishing.promotion@unesco.org

L'Ingénierie au service du développement durable



- Le rapport souligne le rôle crucial de l'ingénierie dans la réalisation de chacun des 17 ODD. Il montre combien l'égalité des chances pour tous est essentielle pour garantir une profession inclusive et équilibrée en termes de genre, qui puisse mieux répondre à la pénurie d'ingénieurs dans la mise en œuvre des ODD.
- Il donne un aperçu des innovations en ingénierie qui façonnent notre monde, en particulier les technologies émergentes telles que les mégadonnées et l'IA, qui sont essentielles pour relever les défis urgents auxquels l'humanité et la planète sont confrontées. Il analyse la transformation de l'enseignement de l'ingénierie et le renforcement des capacités à l'aube de la 4^e révolution industrielle. Enfin, il souligne l'effort mondial nécessaire pour remédier aux disparités régionales, tout en résumant les tendances de l'ingénierie dans les différentes régions du monde.

Éditions UNESCO/ICEE/CCTP

ISBN 978-92-3-100437-7 (en anglais)

Résumé en français, 24 pages, 215 x 280 mm, PDF

Disponible sur unesdoc.unesco.org



Couverture : Projet des Volontaires du patrimoine mondial à la Forteresse de Suomenlinna (Finlande), organisé par le Conseil d'administration de Suomenlinna, gestionnaire du site du patrimoine mondial, en 2018.

La Convention du patrimoine mondial a été créée en 1972 – il y a près d'un demi-siècle – en tant qu'instrument juridique visant à protéger nos sites culturels et naturels les plus remarquables du monde. Elle a depuis été adoptée par 194 pays, tendant vers l'universalité. Concrètement, la Convention du patrimoine mondial est mise en œuvre de multiples façons, grandes et petites, par les populations du monde entier.

Dans ce numéro, nous vous présentons de nombreuses personnes qui consacrent leur carrière – voire leur vie – à prendre soin de ces sites précieux et fragiles. Il s'agit notamment de gestionnaires de sites sur le terrain, de jeunes gens qui dirigent des projets de conservation du patrimoine ou de sensibilisation pour sauver des sites, et de militants de la société civile qui protègent des sites et les personnes qui vivent à proximité dans des conditions difficiles.

Nous rencontrons Tania Zaven au Liban, qui pilote le site archéologique de Byblos, l'une des plus anciennes villes du monde continuellement habitées, à travers la crise économique et celle de COVID-19. Bantou Lukambo nous parle de l'association qu'il a contribué à créer pour soutenir les familles du parc national des Virunga (République démocratique du Congo) dans une situation d'insécurité, avec des activités génératrices de revenus comme l'élevage de lapins. Dans le village de Kasuga, qui fait partie des sites chrétiens cachés de la région de Nagasaki au Japon, les conteurs de la communauté accueillent les visiteurs et partagent leur histoire de culte en secret dans des lieux sacrés.

Les jeunes générations sont également très actives. Face aux défis actuels du changement climatique, aux menaces spécifiques qui pèsent sur les sites du patrimoine ou à la perte de biodiversité, ces jeunes travaillent pour un avenir meilleur, malgré la pandémie de COVID-19. Parmi eux figurent Jeremy Ragain, qui a codirigé le projet de nettoyage d'Aldabra aux Seychelles, et des jeunes de la région arabe qui créent des projets de préservation du patrimoine et de consolidation de la paix, notamment des applications mobiles promouvant des sites en Tunisie et une base de données géodésiques numériques pour les sites irakiens.

Ces histoires et d'autres encore offrent un aperçu des contributions multiples et diverses que les gens du monde entier apportent chaque jour à la protection de notre extraordinaire patrimoine mondial. Elles nous rappellent que nous avons tous un rôle à jouer dans la création d'un monde meilleur.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Centre du
patrimoine
mondial

Mechtild Rössler

Directrice du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

Magazine trimestriel publié en français, anglais et espagnol conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris, France, et par Publishing for Development Ltd., Londres, Royaume-Uni.

Directrice éditoriale

Mechtild Rössler
Directrice du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

Éditrice

Gina Doubleday

Coordinateur de production

Richard Forster

Éditrice de production

Caroline Fort

Correction de copie

Cathy Nolan (anglais), Bérangère Chevallier (français), Luisa Futoransky (espagnol)

Conseil éditorial

ICCROM : Joseph King,
ICOMOS: Regina Durighello,
IUCN : Peter Shadie, Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO : Frédérique Aubert, Alessandro Balsamo, Guy Debonnet, Jyoti Hosagrahar, Feng Jing, Muhammad Juma Muhammad, Mauro Rosi, May Shaer, Isabelle Anatole Gabriel Vinson, UNESCO Publishing : Ian Denison

Publicité

Efrén Calatrava, Peter Warren

Couverture

Photo : WHV 2018 ©The Governing Body of Suomenlinna
Design original : Recto Verso

Rédaction

Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO
7, place de Fontenoy, 75007 Paris
Tél. (33.1) 45 68 16 60 – Fax. (33.1) 45 68 55 70
E-mail : g.doubleday@unesco.org
INTERNET : <http://whc.unesco.org>

Publicité, production

Publishing for Development
Chester House - Fulham Green
81-83 Fulham High Street - Londres SW6 3JA
Tél : +44 2032 866610 - Fax : +44 2075 262173
E-mail : pwarren@pfdmedia.com

Abonnements

DL SERVICES sprl - Jean De Lannoy
c/o Entrepôts Michot - Bergense steenweg 77
B 1600 St Pieters Leeuw - Belgique
Tél : +32 477 455 329 -
E-mail : subscriptions@dl-servi.com

Sommaire



Dossier Les personnes qui protègent le patrimoine mondial 10



Dossier

8

Jeunesse et patrimoine mondial

8

Mobiliser les jeunes en faveur de la protection et de la préservation du patrimoine est essentiel pour construire des sociétés inclusives, durables et pacifiques.

ONG et militants

16

- Au cours des 27 dernières années, Greenpeace Russie, en coopération avec des dizaines d'organisations environnementales et scientifiques russes, a réalisé des progrès significatifs pour protéger le patrimoine naturel du pays.

- Bantu Lukambo, directeur de l'ONG congolaise Innovation pour le développement et la protection de l'environnement (IDPE), s'est engagé dans la protection du parc national des Virunga depuis plus de deux décennies.

Communautés

26

- Dans la région japonaise de Nagasaki, les chrétiens ont pratiqué en secret leur foi interdite pendant plus de deux siècles. Aujourd'hui, les communautés partagent l'histoire.

- Joel Johnsson a été nommé premier Directeur pour la résilience de la Côte de Ningaloo, en Australie, l'un des cinq sites du patrimoine mondial de l'UNESCO qui pilotent l'Initiative des Récifs Résilients pour un avenir plus équitable et plus durable.



Gestionnaires de sites

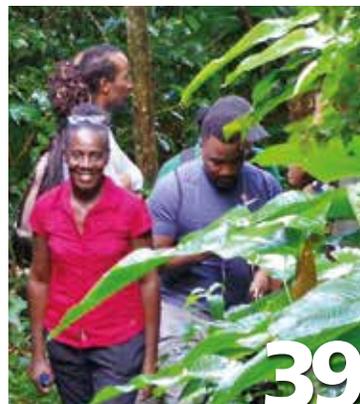
38

- Parc national de Morne Trois Pitons

Jacqueline Andre, cheffe de l'unité des parcs nationaux au sein de la division des forêts, de la faune et des parcs du Commonwealth de la Dominique.

- Ecosystème et paysage culturel relique de Lopé-Okanda

Prosper-Prost Ntoutoume Mba, conservateur adjoint chargé du patrimoine mondial et du tourisme au parc national de Lopé-Okanda au Gabon.



39

Les idées et opinions exprimées dans les articles sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Publié par Publishing for Development Ltd., Londres, Royaume-Uni.
ISSN : 1020-4520. © UNESCO – Publishing for Development Ltd. (2021)
Tous droits de reproduction réservés

Focus 44

Byblos et la COVID-19

Tania Zaven, responsable du site archéologique de Byblos au Liban, parle de la fermeture du bien pendant la pandémie COVID-19.



44

Forum 49

Entretiens 50

- **Jeremy Raguain**, Atoll d'Aldabra et Vallée de Mai (Seychelles) ;
- **Christina Sinclair**, La Vieille et la Nouvelle ville d'Édimbourg (Royaume-Uni) ;
- **George Tauika**, Rennell Est (Îles Salomon) ;
- **Beverly Wade**, Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize (Belize).

Organisations consultatives 58

ICCROM – Renforcement des capacités : aider les gens à protéger le patrimoine.

Conventions 62

Laissez parler l'art : ResiliArt donne la parole aux artistes en crise.



51



56

Nouvelles 67

Préservation 68-69

Soutien à la surveillance des animaux dans les parcs nationaux de la Pendjari et du W (Bénin) ; Notification précoce de l'effondrement de la maison des Merveilles à Zanzibar.

Sites en péril 71

L'UNESCO condamne la nouvelle attaque meurtrière au Parc national des Virunga, en République démocratique du Congo.



58

Promotion 72-73

Cinq projets menés par des jeunes associent patrimoine et consolidation de la paix dans la région des États arabes.



62



68

Édition et multimédia 74

Calendrier 75

Bulletin d'abonnement 77

Prochain numéro 79



Jeunesse et patrimoine mondial

Inès Yousfi
Pravali Vangeti
Programme UNESCO d'éducation des jeunes au patrimoine mondial



Forum arabe des jeunes professionnels du patrimoine mondial à Tunis (du 2 au 6 décembre 2019).

© UNESCO



Who?
When?
What?
Why?

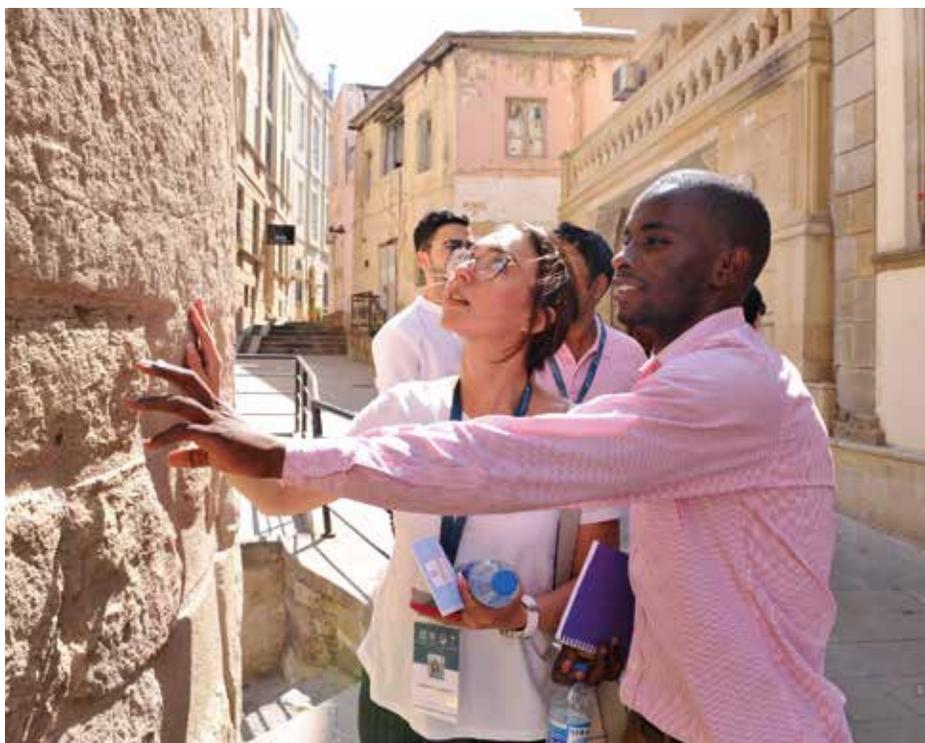
How?
Virtual Reality Travelling

En 2019, il y avait environ 1,2 milliard de jeunes – âgés de 15 à 24 ans – dans le monde, soit près de 16 % de la population mondiale.

L'UNESCO travaille depuis longtemps avec la conviction que la voix des jeunes est importante pour façonner un meilleur avenir pour notre patrimoine, en particulier à un moment où nous devons repenser radicalement la façon dont nous traitons notre patrimoine aux multiples facettes et ses défis.

Sur la base de ce principe, et en réponse à l'article 27 de la Convention de 1972, qui souligne l'importance d'impliquer les jeunes générations dans la protection du patrimoine mondial, le Programme UNESCO d'éducation des jeunes au patrimoine mondial a été lancé en 1994. Il vise à donner aux jeunes une chance d'exprimer leurs préoccupations et de s'impliquer dans la protection de notre patrimoine culturel et naturel commun. Il cherche à encourager et à permettre aux décideurs de demain de participer à la conservation du patrimoine et de répondre aux menaces permanentes.

Le Centre du patrimoine mondial, par le biais du programme d'éducation au patrimoine mondial, a mené une série



Participants lors du Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial 2019, Azerbaïdjan.

© UNESCO

d'activités et d'initiatives diverses (y compris des forums de jeunes, des campagnes de volontariat international, des kits éducatifs et des formations et ateliers de

renforcement des capacités) fournissant aux jeunes les connaissances, les compétences, le réseau et l'engagement nécessaires pour s'impliquer dans la protection et la conservation du patrimoine, du niveau local au niveau mondial.

Le Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial

Activités phares, les Forums des jeunes professionnels du patrimoine mondial se tiennent depuis 2004 pour favoriser l'apprentissage et les échanges interculturels en réunissant des jeunes de différentes régions du monde. Les forums offrent une plate-forme de dialogue interculturel et permettent aux participants d'approfondir les concepts liés au patrimoine mondial.

Au niveau international, les Forums des jeunes professionnels du patrimoine mondial se tiennent en marge des sessions du Comité du patrimoine mondial, et avec le soutien des pays hôtes. Les participants engagent des discussions, assistent à des conférences et effectuent des visites de sites dirigées par des experts du domaine, ce qui les incite à réfléchir à divers thèmes liés à la protection et à la conservation du patrimoine. Ils consolident ce qu'ils ont



Le Forum européen des jeunes professionnels du patrimoine s'est tenu du 20 au 24 mai 2019 à Zadar (Croatie).

© UNESCO

appris dans une déclaration, qui est ensuite présentée aux États parties lors de la réunion du Comité du patrimoine mondial.

Les forums sont également organisés au niveau régional, en s'inspirant des contextes socioculturels spécifiques et en orientant la conversation vers les besoins du patrimoine dans ces régions. Deux de ces forums ont été organisés en 2019.

Le Forum européen des jeunes professionnels du patrimoine

Le Forum européen des jeunes professionnels du patrimoine a été organisé dans le cadre d'un projet conjoint UNESCO-UE « l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 : mobiliser les jeunes pour une Europe inclusive et durable ». Accueilli à Zadar, en Croatie, du 20 au 24 mai 2019 par la Commission croate pour l'UNESCO et le Ministère croate de la culture, il a été organisé en coopération avec l'ONG Diadrasis.

Le Forum a rassemblé 28 jeunes professionnels ; un représentant de chacun des États membres de l'UE. Il a proposé une approche innovante en abordant le patrimoine culturel matériel et immatériel en tandem et en explorant les synergies et les défis de la sauvegarde dans le contexte européen. Élaboré par le Centre du patrimoine mondial en collaboration avec l'Entité Patrimoine vivant, il représentait un exemple réussi de collaboration intra-sectorielle au sein du secteur de la culture de l'UNESCO.

La Convention du patrimoine mondial de 1972 et la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 ont fourni les cadres permettant de mettre en contraste les différentes approches du patrimoine et des communautés et de souligner leur complémentarité. Deux études de cas locales de Zadar – sur l'art de la construction en pierre sèche et les ouvrages de défense vénitiens – ont offert une excellente occasion de vivre cette comparaison de manière directe et concrète.

Le Forum a été un grand succès en créant un réseau de professionnels du patrimoine qui peuvent agir en tant que messagers du patrimoine culturel dans leurs propres pays et communautés et faire connaître le fort potentiel du patrimoine pour entraîner un changement social positif.



« Se réunir avec d'autres jeunes professionnels travaillant dans le domaine du patrimoine m'a permis d'avoir une vision plus claire sur celui-ci. Le patrimoine culturel immatériel et matériel devraient être également pris en compte pour pouvoir avoir des échanges authentiques sur la société. »

Aleksandar Yordanov, Bulgarie

TOGETHER FOR HERITAGE
European Young Heritage Professionals Forum
November 19 - 20, 2019

© UNESCO



TOGETHER FOR HERITAGE
European Young Heritage Professionals Forum
November 19 - 20, 2019

© UNESCO

En utilisant des techniques de narration et de conception émotionnelle, les 28 jeunes messagers du patrimoine culturel ont conçu des activités de sensibilisation interactives autour de chacune des deux études de cas locales. Organisés en quatre équipes, les participants ont travaillé en étroite collaboration avec les étudiants locaux afin d'adapter leurs stratégies de communication au contexte. Équipés de cartes et d'accessoires créatifs, ils sont allés dans les rues de Zadar pour interagir avec les habitants et découvrir ce que l'art du mur en pierre sèche et les ouvrages de défense vénitiens signifient pour eux. La participation a dépassé toutes les attentes. En deux heures environ, plus de 300 personnes ont pris part à cet exercice. Les passants se sont arrêtés et ont ouvert leur cœur : des histoires d'amour, de perte et d'appartenance étaient liées à la présence de ces trésors locaux dans leur ville natale, la ville de Zadar. Le patrimoine n'appartient pas au passé, mais à eux, en tant que partie intégrante de leur identité.

Le Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial arabe

Le Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial arabe a eu lieu à Tunis, en Tunisie, du 2 au 6 décembre 2019. Il a été organisé dans le cadre du projet UNESCO/BLT sur la prévention de l'extrémisme violent par l'autonomisation des jeunes en Jordanie, en Libye, au Maroc et en Tunisie, cofinancé par le Canada. Le Forum s'est tenu en collaboration avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science et l'Institut national du patrimoine (INP). Il a également représenté une initiative conjointe du secteur de la culture de l'UNESCO et de son secteur des sciences sociales et humaines, ouvrant la voie à de futures collaborations intersectorielles pour le patrimoine mondial.

Trente-deux jeunes professionnels de 17 pays de la région des États arabes se sont réunis pour participer au Forum et mieux définir leur rôle essentiel en tant que citoyens du monde construisant la paix par la protection, la préservation et la promotion du patrimoine mondial. Pendant cinq jours, ils ont exploré le concept d'extrémisme violent et ses manifestations sur les sites du patrimoine, puis ont étudié les processus de récupération et de réconciliation et le rôle essentiel que les jeunes et la société dans son ensemble peuvent y jouer. En tant que jeunes professionnels de terrain, ils



© UNESCO

ont travaillé à forger une vision commune pour un avenir de paix dans la région et ont discuté de la manière dont la culture peut être mise à profit pour y contribuer.

Après avoir visité deux sites patrimoniaux en Tunisie, et en s'inspirant de la résilience des communautés environnantes, les participants ont utilisé l'approche du design émotionnel pour créer des plans de communication convaincants afin de mettre le patrimoine au service de la consolidation de la paix et de la réconciliation. Ils ont ensuite présenté leurs idées aux organisations de la société

civile tunisienne travaillant dans le domaine du patrimoine.

Consolidant ce qu'ils avaient appris du Forum et les uns des autres, les jeunes professionnels ont élaboré un plan d'action. Il comprenait une série de recommandations à l'intention des multiples parties prenantes dans la région des États arabes, afin de construire la paix dans la région par la protection, la préservation et la promotion du patrimoine mondial.

Compte tenu de l'intérêt des participants au Forum à poursuivre leurs efforts pour promouvoir le patrimoine et la consolidation de la paix dans leurs communautés, un suivi a été lancé (voir page 72) pour soutenir et financer des projets menés par les participants et devant être réalisés dans la région. Une première dans l'histoire du Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial, le suivi a permis aux participants de tirer les leçons du forum et de diffuser les connaissances au sein de leurs communautés.

Les participants ont conçu et lancé avec succès des projets allant des edit-a-thons en ligne à des concours de photographie, des bases de données géographiques, des publications liées au patrimoine, des sites web et des jeux virtuels, destinés à intéresser les jeunes et les communautés au patrimoine et à la consolidation de la paix dans la région. Les projets étaient principalement virtuels, s'adaptant aux contraintes de la pandémie de COVID-19.



Trente-deux jeunes professionnels de 17 pays de la région des États arabes se sont réunis à Tunis (Tunisie) du 2 au 6 décembre 2019 pour participer au Forum arabe des jeunes professionnels du patrimoine mondial.

© UNESCO

Initiative des volontaires du patrimoine mondial

Lancée en 2008, l'Initiative des volontaires du patrimoine mondial encourage les organisations et les institutions à entreprendre des camps d'action sur les sites du patrimoine mondial, en coopération avec de multiples parties prenantes et partenaires. Elle mobilise des volontaires nationaux et internationaux, ainsi que des communautés locales, par des activités concrètes de préservation et des campagnes de sensibilisation, en faveur de la protection et de la préservation de notre patrimoine culturel et naturel commun.

Les projets des camps d'action permettent aux jeunes volontaires d'accroître leurs connaissances et leurs compétences grâce à des techniques d'éducation non formelle et d'étendre leurs réseaux. Les participants acquièrent une expérience pratique des techniques de base en matière de préservation et de conservation des biens du patrimoine mondial et des sites figurant sur les listes indicatives. Les camps ont également une influence positive sur le développement personnel des jeunes volontaires, ce qui se traduit par un impact profond et durable au niveau individuel, sociétal et patrimonial.

En 12 années d'expérience fructueuse, plus de 7 000 volontaires ont participé à 424 projets de camps d'action organisés dans 68 pays du monde entier par 134 organisations et institutions. Ils ont voyagé de Tombouctou à Angkor, de Chichen-Itzá à Pompéi, explorant la diversité du patrimoine culturel et naturel qui nous entoure, et s'informant sur la conservation de ces lieux exceptionnels, à travers des activités allant du nettoyage du site et de la plantation de jeunes arbres aux

Les projets des volontaires du patrimoine mondial à travers le monde

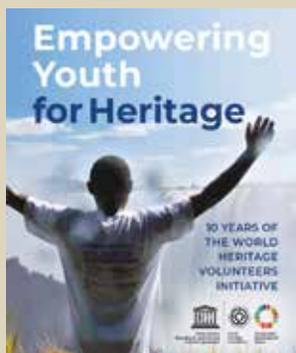


© UNESCO



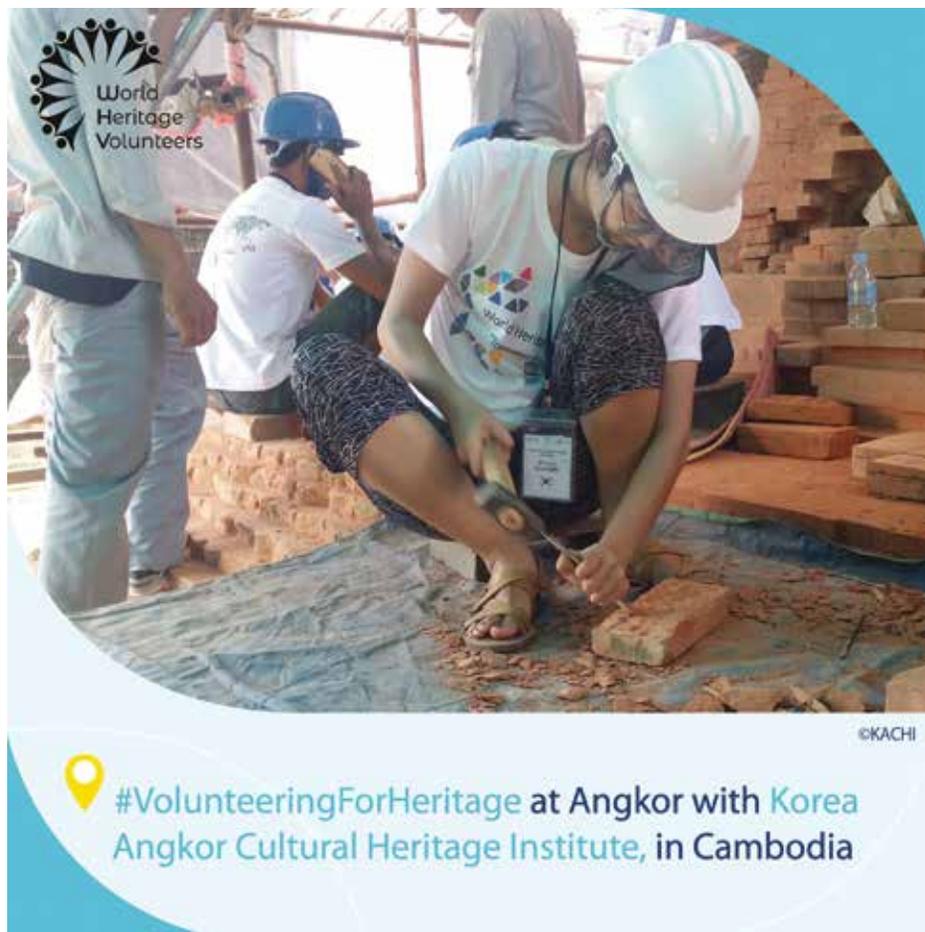
Jeunes volontaires à la Ville sacrée de Caral-Supe (Pérou).

© Brigada De Voluntarios Bolivarianos Del Perú



Célébrant les réalisations exceptionnelles de l'initiative WHV, l'engagement et la participation des organisations, des partenaires de coordination, des institutions et des bénévoles à la préservation de notre patrimoine au-delà des territoires et des frontières, une publication intitulée *Empowering Youth for Heritage – 10 years of the World Heritage volunteers initiative* (Donner aux jeunes les moyens d'agir pour le patrimoine – 10 ans d'Initiative du volontariat pour le patrimoine mondial) a été lancée en mai 2020.

Cette publication retrace le parcours de l'initiative, depuis ses humbles débuts en 2008 jusqu'à l'entreprise riche et diversifiée qu'elle est devenue, tout en soulignant les défis rencontrés par les organisations et les meilleures pratiques de chaque région.



fouilles archéologiques et aux travaux de restauration.

Bien que la campagne annuelle WHV ait dû être reportée en 2020 en raison de la pandémie, les organisations sont revenues à l'initiative avec un enthousiasme renouvelé, pour mettre en œuvre WHV 2020-2021, leur première campagne commune, en 2021. Cinquante-cinq projets de camps de formation seront mis en œuvre de février à décembre 2021 sur 55 biens du patrimoine mondial et sites figurant sur les listes indicatives, par 49 organisations dans 32 pays du monde entier.

Le Centre du patrimoine mondial, ainsi que les coordinateurs du WHV (CCIVS, Volontariat du patrimoine européen et Better World) se réjouissent de l'engagement significatif des organisations ainsi que de la participation plus large des bénévoles, au cours de l'année à venir.

L'initiative ne se contente pas seulement de créer et de favoriser la préservation et la valorisation du patrimoine mondial. Avec chaque projet, elle fournit également le cadre d'expériences interculturelles et d'apprentissage uniques. Elle expose les volontaires à une multitude d'opportunités d'apprentissage, les engageant et les inspirant, faisant d'eux des citoyens du monde équipés pour assurer la protection et la conservation futures du patrimoine dans un monde en constante évolution.

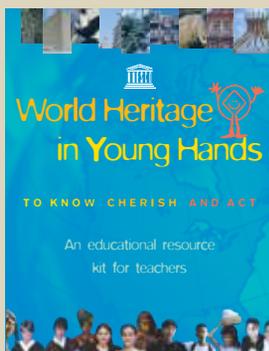
La participation active et l'engagement en faveur du patrimoine offrent aux jeunes la possibilité d'élargir leurs horizons en mettant en lumière des histoires et des expériences communes. Les mobiliser en faveur de la protection et de la préservation du patrimoine est donc essentiel pour construire des sociétés inclusives, durables et pacifiques.

Les organisations et les jeunes sont invités à se joindre à cette passionnante expérience de volontariat chaque année ! 🌍

Plus d'informations sur <https://whc.unesco.org/fr/pmvolontariat/>

Enfants et patrimoine mondial

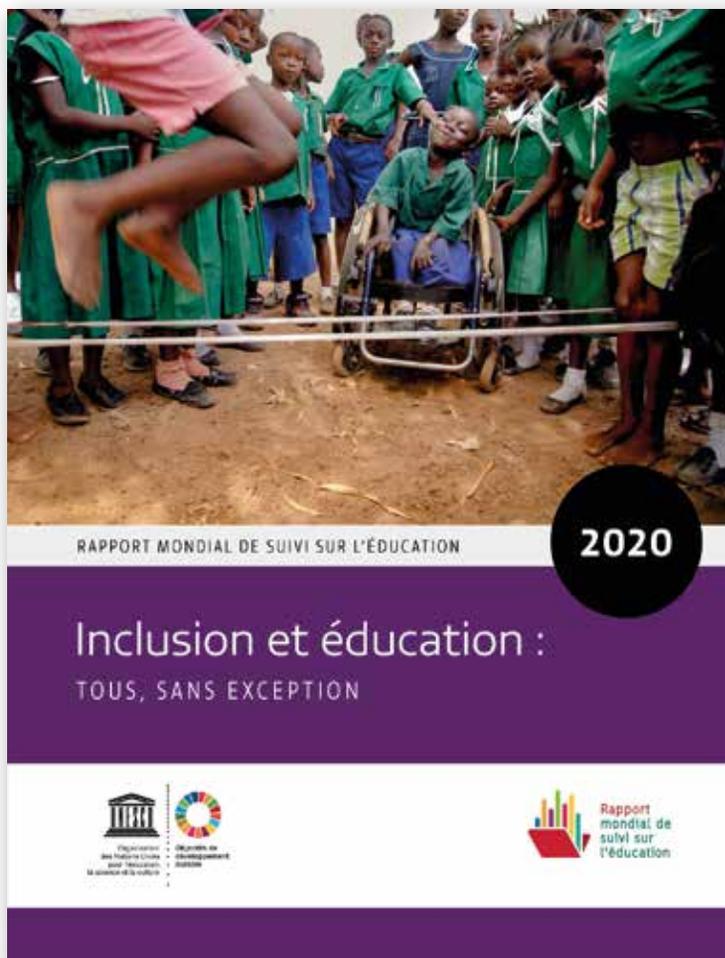
Les aventures de Patrimonto et le Patrimoine mondial est une série de dessins animés développée par le Programme d'éducation au patrimoine mondial, qui vise à sensibiliser les jeunes à l'importance de la préservation du patrimoine de manière interactive, grâce à une approche par les jeunes, pour les jeunes, en les invitant à transmettre le message de la préservation du patrimoine mondial à leurs pairs en participant à des concours internationaux de story-board. À ce jour, 14 épisodes des *Aventures de Patrimonto sur le Patrimoine mondial* ont été produits.



Le kit « Le patrimoine mondial aux mains des jeunes » est une ressource éducative pour les éducateurs qui cherche à intégrer le patrimoine mondial dans le programme scolaire, comme un moyen d'enseigner les matières principales et les thèmes transversaux en classe ainsi que par le biais d'activités extrascolaires. Il encourage les apprenants à connaître, à chérir et à agir en faveur de la protection du patrimoine. Le kit existe actuellement en 40 versions linguistiques nationales.

Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020

Inclusion et éducation : tous, sans exception



■ L'édition 2020 du Rapport mondial de suivi sur l'éducation examine les mécanismes sociaux, économiques et culturels qui discriminent les enfants, les jeunes et les adultes défavorisés, les tenant à l'écart de l'éducation ou les marginalisant en son sein.

■ Encouragés par leur engagement à réaliser le droit à l'éducation inclusive, les pays élargissent leur vision de l'inclusion dans l'éducation afin de placer la diversité au cœur de leurs systèmes. Pourtant, la mise en œuvre de lois et de politiques bien intentionnées échoue souvent.

■ Publié au début de la décennie d'action à l'horizon 2030, et en pleine crise de COVID-19 qui a exacerbé les inégalités existantes, rapport affirme que la résistance à la prise en compte des besoins de chaque apprenant constitue une menace réelle pour la réalisation des objectifs mondiaux d'éducation.

Éditions UNESCO

456 pages, 215 x 280 mm, broché

ISBN 978-92-3-200221-1 – 55 €

Pour commander **DL Services – C/O Michot**

Chaussée de Mons 77 Bergense steenweg

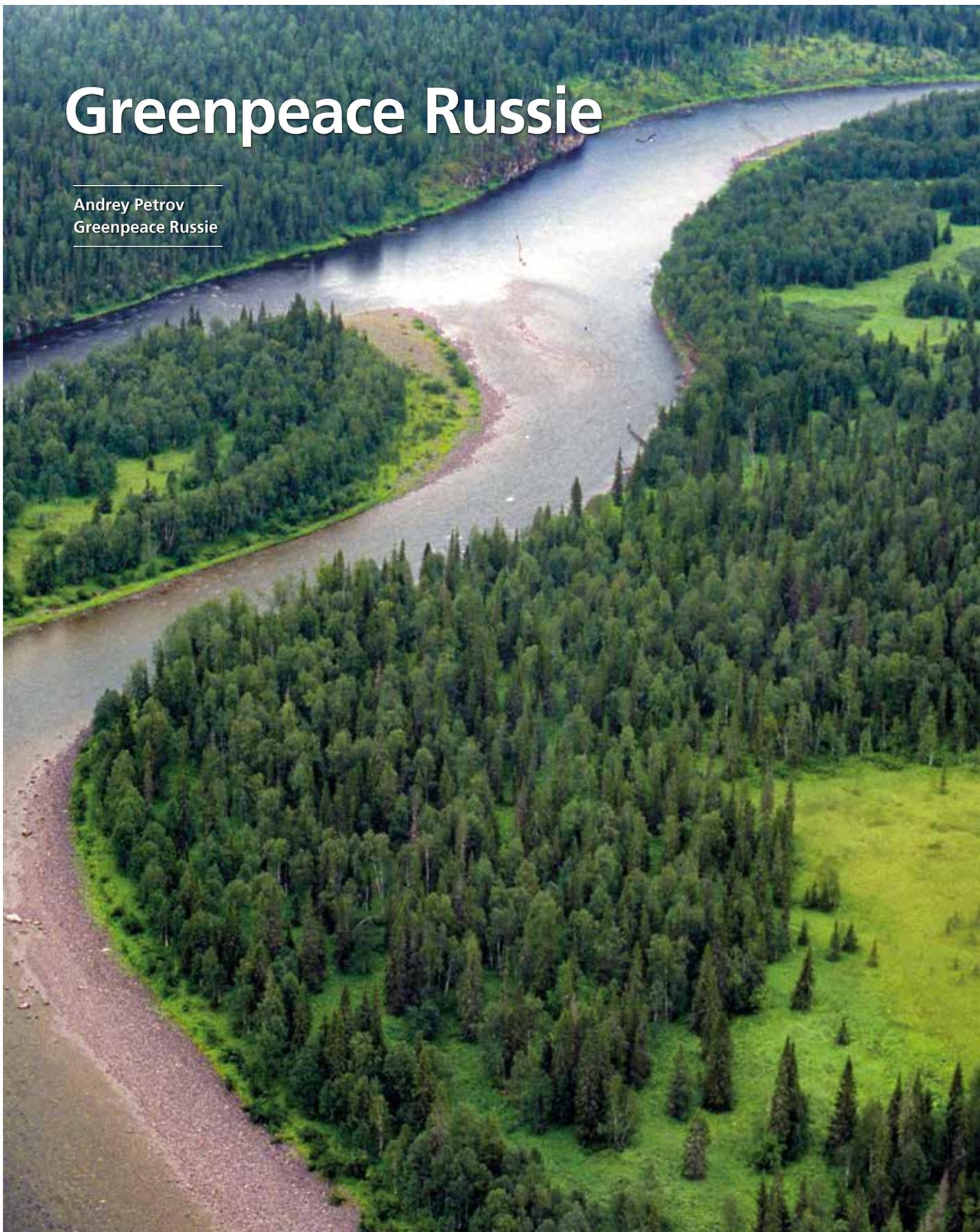
B 1600 Sint Pieters Leeuw, Belgique

Tél.: (+ 32) 477 455 329

<https://www.dl-servi.com/>

Greenpeace Russie

Andrey Petrov
Greenpeace Russie



Greenpeace Russie a aidé à coordonner l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial du premier site naturel russe en 1995, les Forêts vierges de Komi.

© www.grida.no/resources/4738

Jusqu'au milieu des années 1990, pas un seul espace naturel de la Fédération de Russie n'était inscrit sur la liste du patrimoine mondial.

En 1994, la division russe de Greenpeace est parvenue en un temps extrêmement court à organiser une expédition, à préparer les documents nécessaires et à coordonner la première inscription naturelle. L'année suivante, la candidature intitulée Forêts vierges de Komi a été acceptée avec enthousiasme lors de la session ordinaire du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO. À partir de ce jour, un nouveau chapitre de l'histoire des zones protégées de Russie a commencé. Il s'agit d'un chapitre consacré à la difficile lutte pour préserver les espaces naturels russes qui ont été reconnus comme patrimoine mondial.

Aujourd'hui, 11 biens représentent la Russie sur la liste du patrimoine naturel mondial. Le programme du patrimoine mondial est l'un des principaux programmes mis en œuvre par Greenpeace Russie au cours des 27 dernières années.

Greenpeace utilise presque toutes les méthodes de travail et les possibilités

qui sont disponibles : actions directes, travail analytique et juridique, recherche scientifique et de terrain avec l'utilisation des technologies et des inspections du système d'information géographique (SIG), et interaction étroite avec les entités et les autorités publiques.

Malgré le statut international le plus élevé, la plupart des biens russes du patrimoine naturel mondial continuent d'être menacés par l'impact anthropique et la dégradation possible résultant de la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures.

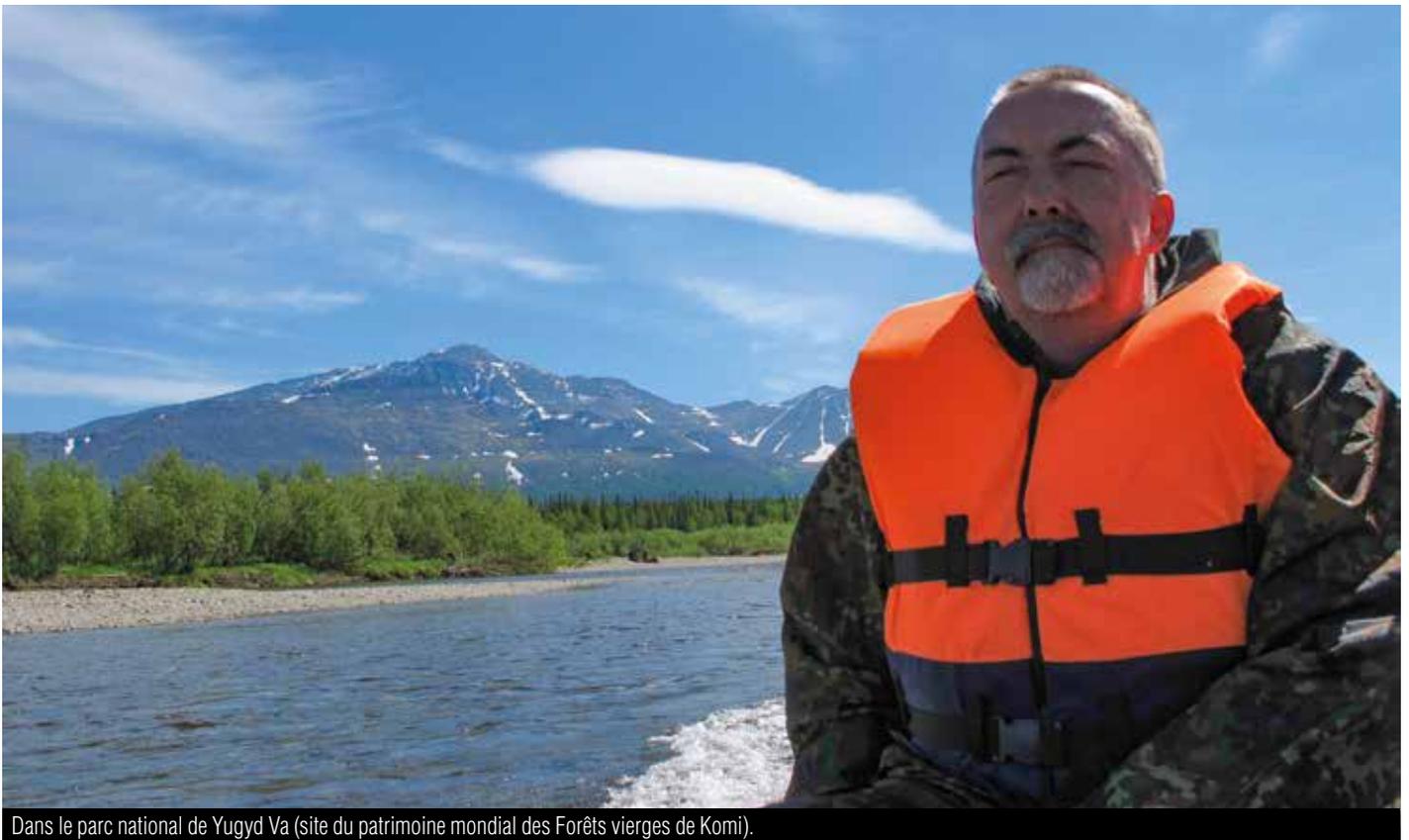
En général, le travail de Greenpeace peut être illustré en prenant l'exemple des zones les plus problématiques, qui subissent une pression constante : le lac Baïkal, le Caucase de l'Ouest, les montagnes dorées de l'Altai et les forêts vierges de Komi. Au cours des deux dernières décennies, il est difficile de se souvenir d'une seule session du Comité du patrimoine mondial au cours de laquelle leur état de conservation n'a pas été abordé.

L'une de nos victoires les plus éclatantes a été de sauver le lac Baïkal de la construction de l'oléoduc sur ses rives. Le projet de construire l'oléoduc vers la Chine sur le bord même du lac a fait l'objet d'une grande

attention nationale et internationale. À l'initiative de Greenpeace, la coalition d'ONG « Pour le Baïkal » a été créée. Elle a réuni plus de 50 organisations de tout le pays. Pendant plusieurs années, elles ont organisé des actions de protestation civile, allant de simples manifestations à des rassemblements de plusieurs milliers de personnes. La campagne a été un succès et le tracé du pipeline a été réaligné à des centaines de kilomètres du lac Baïkal.

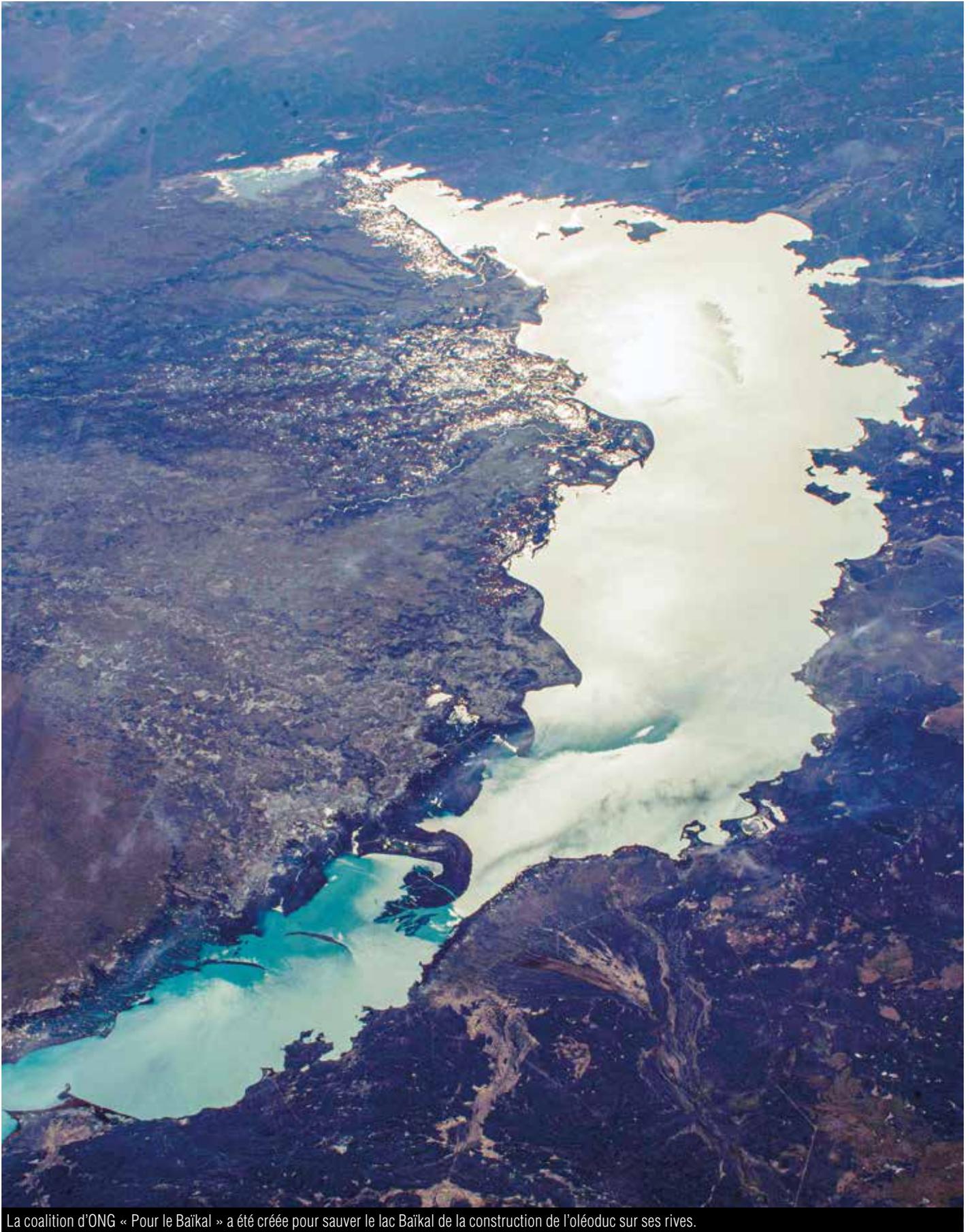
Un autre succès notable a été enregistré à la suite d'actions menées contre la construction prévue des structures olympiques, entre autres, près de la limite du bien du patrimoine mondial du Caucase de l'Ouest. Ces actions s'adressaient non seulement au public et aux autorités russes, mais aussi au Comité international olympique, à l'UNESCO et à d'autres organisations. Soutenues par un travail analytique et juridique, elles ont aidé à convaincre les autorités russes à prendre une décision cruciale concernant les Jeux olympiques d'hiver à Sotchi : déplacer ses structures loin du bien du patrimoine mondial.

Le travail scientifique – la collecte et l'analyse des données – constitue la base de



Dans le parc national de Yugyd Va (site du patrimoine mondial des Forêts vierges de Komi).

© Anna Komarova/Greenpeace



La coalition d'ONG « Pour le Baïkal » a été créée pour sauver le lac Baïkal de la construction de l'oléoduc sur ses rives.

© Nasa

l'activité de Greenpeace. En effet, lorsque nous exigeons qu'un problème soit résolu, nous devons en même temps proposer les moyens les plus appropriés pour le résoudre, ce qui nécessite un travail scientifique et d'expertise sérieux.

Depuis longtemps, Greenpeace Russie utilise avec succès les principales méthodes scientifiques d'évaluation environnementale.

Le travail scientifique est important, mais il n'a qu'un impact limité en soi si ses conclusions ne sont pas compréhensibles ou si elles ne sont pas acceptées par la société, y compris par les autorités. C'est pourquoi une tâche distincte et plutôt compliquée consiste à transmettre au public les informations obtenues auprès des spécialistes.

Outre la préservation physique des zones de valeur, le programme Greenpeace du patrimoine mondial a eu dès le début une tâche supplémentaire : montrer aux citoyens russes que nous avons un patrimoine dont nous pouvons être fiers et que nous devons protéger. Malheureusement, jusqu'à présent, seule une petite minorité de nos concitoyens valorise le caractère unique de la nature russe et réalise à quel point elle est vulnérable. Il en va de même pour de nombreuses personnes au pouvoir qui ne savent pas apprécier la valeur de notre

patrimoine naturel. L'état de conservation ou la destruction de l'un ou l'autre espace dépendent souvent de leurs décisions.

Cette situation peut être améliorée par le biais de différentes méthodes. Certaines d'entre elles impliquent un appel direct à la population. Greenpeace publie des albums photos, des cartes, des vidéos et des écrans de veille sur le sujet. Le thème du patrimoine naturel est constamment présenté sur le site web de Greenpeace, sa chaîne vidéo et ses réseaux sociaux. Les publications de ce type sont très bien accueillies et contribuent à faire comprendre la nécessité de protéger des lieux sacrés tels que le lac Baïkal.

Il est évident que plus les citoyens russes comprendront la nécessité de préserver leur patrimoine naturel, plus il sera facile de le protéger. Cependant, dans les conditions actuelles de la Russie moderne, beaucoup dépend des décisions prises par le Gouvernement et les entités commerciales. C'est pourquoi celles-ci restent un public cible important pour Greenpeace.

Malheureusement, le gouvernement et les entités commerciales privilégient de plus en plus le développement économique avant la conservation du patrimoine. Nous voyons de plus en plus souvent des projets d'exploitation minière, d'infrastructures

touristiques, d'activités récréatives ou de projets scientifiques à l'intérieur ou à proximité des sites du patrimoine mondial.

Greenpeace Russie fait tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir l'annulation des projets qu'elle considère comme une menace pour le patrimoine mondial en sensibilisant non seulement les autorités fédérales et locales et la direction des entreprises impliquées dans les projets mais aussi les différentes organisations internationales. Pour y parvenir, Greenpeace prépare des documents juridiques, destinés aux organismes publics et étatiques, des appels au bureau du procureur, des procès pour les tribunaux, etc. Ces efforts ont souvent abouti à des résultats positifs.

Au cours des 27 dernières années, Greenpeace Russie, en coopération avec des dizaines d'organisations environnementales et scientifiques russes, a fait des progrès significatifs pour protéger le patrimoine naturel de la Russie. Plus de 32 millions d'hectares de zones naturelles russes uniques ont reçu le statut de patrimoine mondial de l'UNESCO. Ils bénéficient d'une protection internationale supplémentaire grâce à la Convention et ont maintenant la chance d'être préservés pour les générations futures. ♻️

Le patrimoine mondial et les ONG

Les ONG et la société civile ont toujours participé à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial depuis sa création dans le cadre de la Conférence de Stockholm de 1972. Depuis 2005, l'approche du rôle des ONG a évolué dans la Convention du patrimoine mondial, avec des changements majeurs dans les Orientations, en termes de propositions d'inscription, de gestion et de suivi. Ces changements sont documentés dans la section I.I « Partenaires dans la protection du patrimoine mondial ». Le paragraphe 40 indique : « Les partenaires pour la protection du patrimoine mondial sont les particuliers et autres parties prenantes - spécialement les populations locales, les peuples autochtones, et les organisations gouvernementales, non gouvernementales et privées ainsi que les propriétaires qui s'intéressent et participent à la gestion d'un bien du patrimoine mondial. »

Ce rôle important a été reconnu dans plusieurs décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial ces dernières années, comme en 2018 lors de sa 42^e session (décision 42 COM 7) :

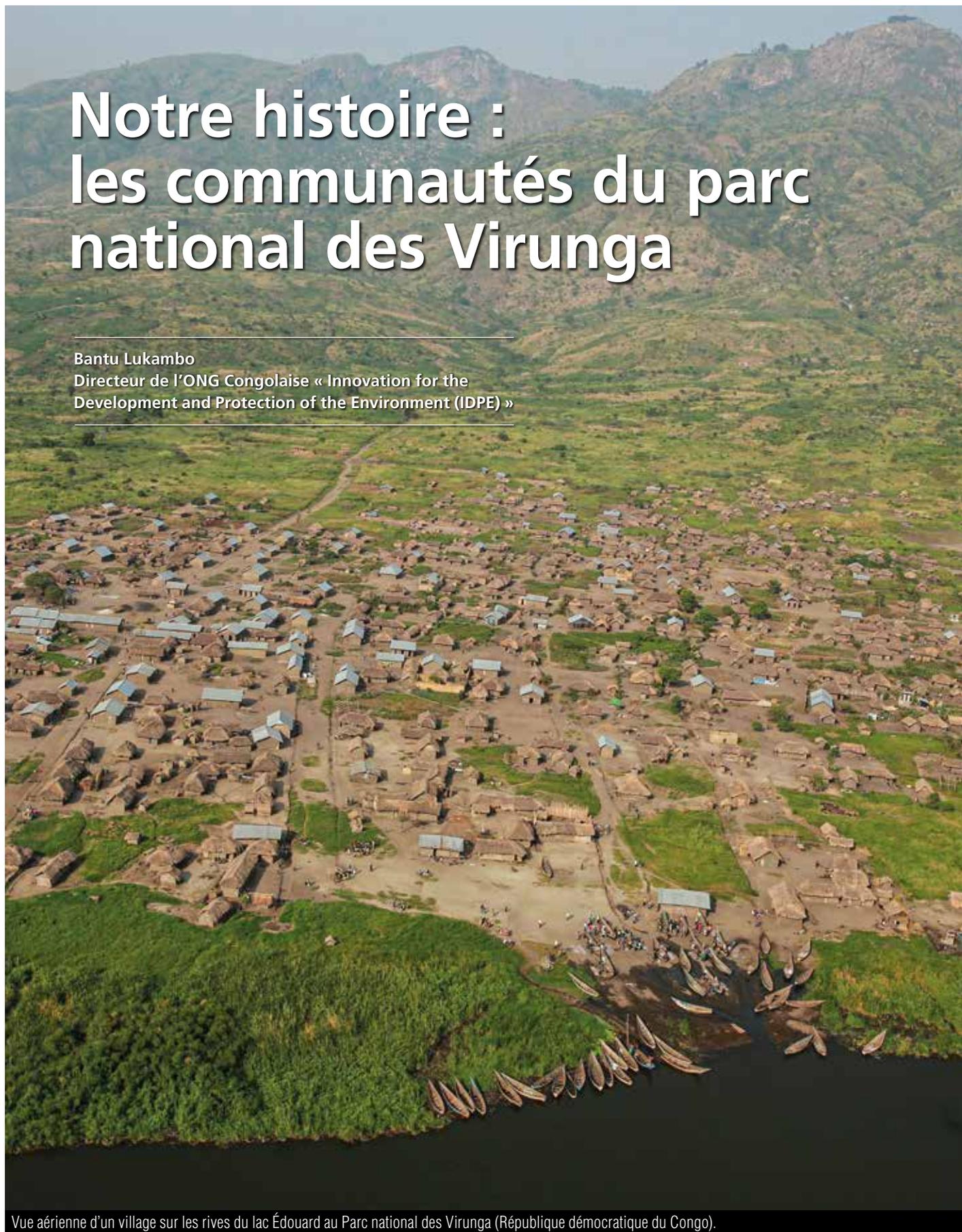
« Accueille avec satisfaction l'intérêt soutenu des organisations de la société civile pour la *Convention*, reconnaissant l'importante contribution qui peut être apportée à la promotion et la conservation du patrimoine sur le terrain et au renforcement des capacités ;

Encourage à nouveau les États parties et les organisations de la société civile à continuer d'étudier les pistes par lesquelles la société civile pourrait renforcer son engagement dans la Convention, tant en participant à une conservation améliorée du patrimoine aux niveaux national et des sites qu'en contribuant de façon pertinente au débat sur le patrimoine au niveau mondial. »

Le Centre du patrimoine mondial reçoit quotidiennement des informations de tiers, notamment sur l'état de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, mais aussi des réflexions et des contributions aux débats mondiaux, tels que le développement durable ou le changement climatique. Le 50^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial, qui sera célébré en 2022, est l'occasion d'un débat enrichissant entre tous les acteurs et les différentes parties prenantes du système du patrimoine mondial, les États parties, les membres du Comité, les organisations consultatives, les gestionnaires de sites, les communautés, les ONG internationales et locales, la société civile et le secrétariat de l'UNESCO.

Notre histoire : les communautés du parc national des Virunga

Bantu Lukambo
Directeur de l'ONG Congolaise « Innovation for the
Development and Protection of the Environment (IDPE) »



Vue aérienne d'un village sur les rives du lac Édouard au Parc national des Virunga (République démocratique du Congo).

© MONUSCO/Abel Kavanagh



Pêcheurs sur les rives du lac Édouard.

© Joseph Tsongo

Nous sommes nés et avons grandi au bord du lac Édouard à l'intérieur du parc national des Virunga. Mon père était pêcheur et ma mère sage-femme. L'association dénommée « Innovation for the Development and Protection of the Environment (IDPE) » (Innovation pour le développement et la protection de l'environnement) est née en 1996 de notre initiative, pour le bien des filles et fils des riverains du parc national des Virunga. En effet, cette période correspond au début de la dégradation du climat sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo suite aux conflits armés après l'afflux massif des réfugiés rwandais fuyant la guerre dans leur pays.

Cette situation a affecté non seulement la vie socio-économique des communautés riveraines du parc national des Virunga, mais aussi l'intégrité et la biodiversité de cette aire protégée désormais proclamée « site du patrimoine mondial en péril ». Notons que pour nous et notre communauté toute entière, ce parc, au-delà de son rôle écologique et socio-économique à travers les pêcheries du Lac Édouard, revêt aussi

un intérêt culturel de par notre tradition. Tous ces facteurs nous ont amenés à créer cette structure qui a pour mission principale de contribuer avec d'autres partenaires à la survie de ce patrimoine commun pour le bien-être des générations présentes et futures. Cette association est l'outil qui nous sert à véhiculer notre message. L'IDPE œuvre pour les communautés riveraines, et conjointement avec elles, dans les agglomérations riveraines du parc national des Virunga dans le but d'inciter les riverains à s'approprier de sa conservation. Pour atteindre cet objectif, nous organisons des activités que nous décrivons ci-après.

Les activités de l'IDPE

Pour faire passer le message, nous organisons des campagnes de sensibilisation. Nous avons mis en place une station regroupant les radios communautaires œuvrant en faveur de l'éducation environnementale des communautés et nous organisons des séminaires et ateliers de formation avec pour cible : les jeunes, les dirigeants locaux, etc.

Nous avons entamé divers projets en faveur des communautés à travers des

activités génératrices de revenus pour réduire la pression sur les ressources naturelles. L'une d'entre elles est la cuniculture, qui fonctionne autour d'un clapier communautaire à Kanyabayonga où nous formons tous les trois mois environ 50 personnes identifiées par le comité des gestions des riverains, et chaque personne choisie reçoit trois géniteurs (deux femelles et un mâle). Après la première mise bas, le bénéficiaire doit remettre un couple de lapereaux auprès du comité pour préparer d'autres distributions.

Un autre projet est la myciculture. Avec notre Laboratoire mycologique communautaire (construit et équipé avec des fonds de l'Ambassade des Pays-Bas au Rwanda et l'Union internationale pour la conservation de la nature, Pays-Bas – UICN, NL →), nous formons les riverains à la culture de champignons. Auparavant, les champignons étaient cueillis dans le parc national des Virunga par les femmes et les enfants qui s'exposaient au risque d'être violés, kidnappés ou enrôlés de force par les groupes armés. Pour le moment, certains foyers de riverains gagnent de l'argent avec cette activité.

Nous donnons les moyens aux riverains pour qu'ils puissent mener des activités de pisciculture. Nous disposons d'un étang piscicole à Kanyabayonga qui nous aide à ravitailler les communautés en alevins. Notre principale préoccupation est la concurrence que constitue la pêche illicite et, pour mener à bien notre activité, nous voulons disposer d'un alevinage et ainsi apaiser les inquiétudes des riverains.

Pour appuyer l'apiculture, nous formons les riverains à la fabrication de ruches et à la méthode traditionnelle de captage des abeilles. Une autre activité traditionnelle que nous encourageons est le tissage : nous encadrons les femmes et mères célibataires dans le domaine de la vannerie, qui contribuait avant à la destruction de la flore, car des feuilles des faux palmiers étaient utilisées pour fabriquer leurs créations telles que des nattes, des paniers, des chapeaux, etc. C'est ainsi qu'avec le financement de l'Alliance Virunga et l'Institut congolais pour la conservation de la nature, nous avons construit un hangar et acheté des fibres synthétiques que ces dernières utilisent à la place des faux palmiers.

Des crédits rotatifs soutiennent ces activités.

Difficultés rencontrées

L'IDPE lutte contre le braconnage et le trafic illicite des animaux sauvages. Nous assurons la récupération des bébés gorilles détenus illégalement et luttons aussi contre les trafiquants de viande de gibier. Nous dénonçons les réseaux impliqués dans le trafic des spécimens et trophées (ivoires, perroquets).



L'IDPE s'emploie également à protéger et à préserver la faune et la flore des Virunga contre le braconnage et le trafic illégal d'espèces sauvages.

© IDPE



La zoonose est un problème potentiel. Notre crainte était de voir la faune du parc national des Virunga être décimée en une journée par une épidémie provenant des animaux domestiques des riverains qui, chaque jour, côtoient ces derniers dans et autour du parc national des Virunga. C'est ainsi que nous avons mis en place (avec les fonds de la Fondation SUSY de Suisse) une clinique mobile vétérinaire autour du parc qui nous aide à soigner les animaux des riverains dans le but de couper la chaîne de transmission.

Notre activité phare est le lobbying et plaidoyer contre le projet d'exploitation du pétrole dans le bloc V, accompagnée de la dénonciation de contrats d'exploitation accordés par l'État à la multinationale SOCO International. Après une résistance aux tentatives de corruption et aux intimidations en découlant, nous sommes la cible de nos autorités, favorables au pétrole et à l'entreprise. Dans le cadre de nos sensibilisations sur l'impact négatif de l'exploitation pétrolière dans le parc, nous avons organisé (avec le fond

d'UICN-NL) des voyages avec les dirigeants locaux à Moanda (RDC), dans le delta du Niger, en Équateur et aux États-Unis.

Créer des synergies

Cette longue lutte s'est accompagnée de plusieurs tentatives visant à nous décourager jusqu'à porter atteinte à notre intégrité physique telles que l'emprisonnement accompagné de torture et l'exil forcé, deux fois vers l'Ouganda.

Pour limiter cette sensation de vulnérabilité, nous avons pensé à créer des plateformes et des synergies plutôt que de travailler seuls dans l'association IDPE. Cette stratégie nous aide beaucoup pour le moment.

Nous sommes déterminés à poursuivre notre mission malgré les difficultés susmentionnées. Notre souhait le plus ardent est de militer avec les autres pour qu'un tribunal international se chargeant des crimes environnementaux soit mis sur pied à l'instar du Tribunal pénal international qui s'occupe des crimes de guerre et des droits humains. ☺



Les femmes utilisent désormais des fibres synthétiques pour la vannerie.

© IDPE



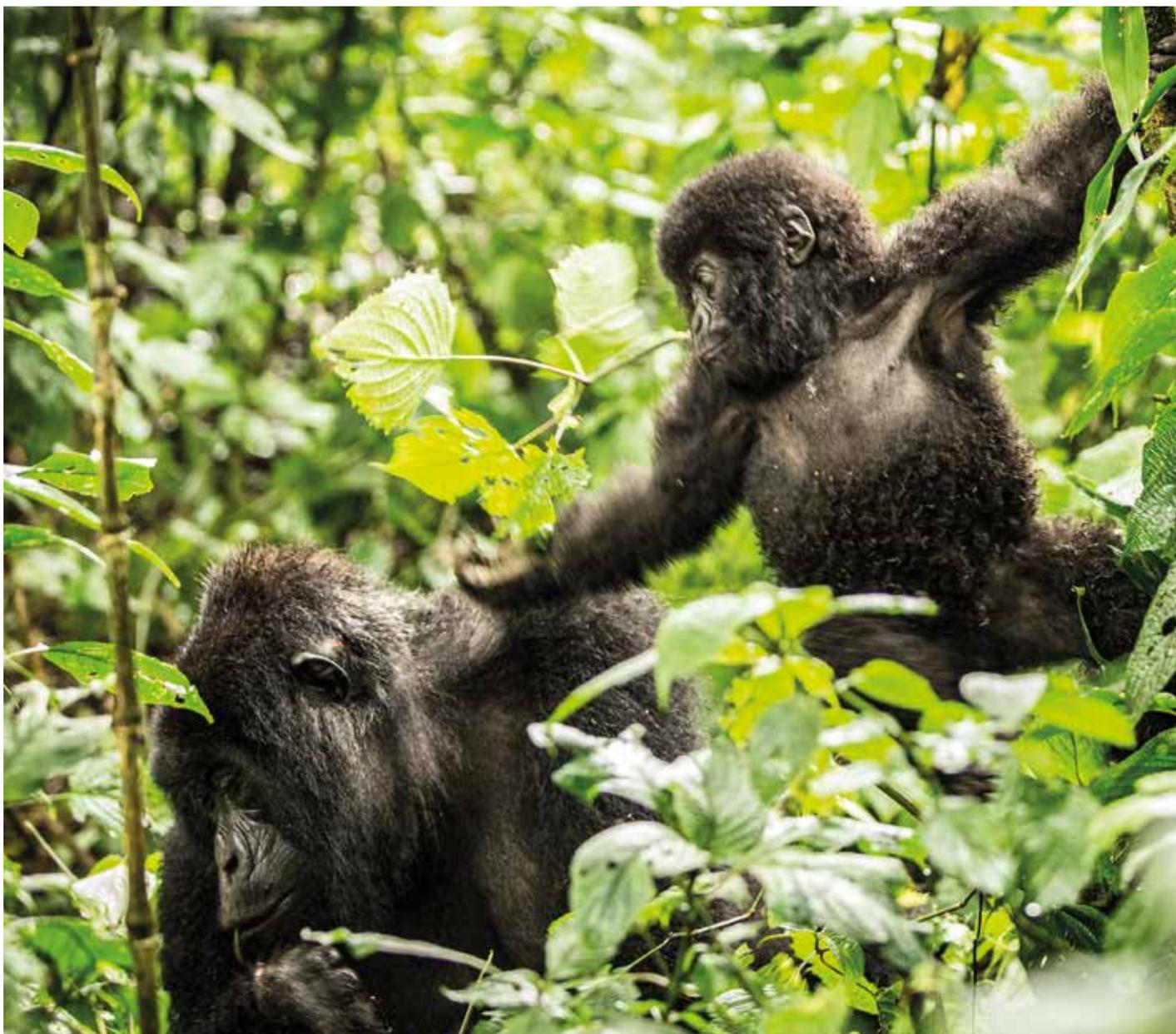
Campagne de vaccination pour la communauté locale.

© IDPE



Le prix Héros du patrimoine de l'UICN ont récompensé Bantu Lukambo et Josué Kambasu Mukura pour leur travail dans la protection du parc national des Virunga.

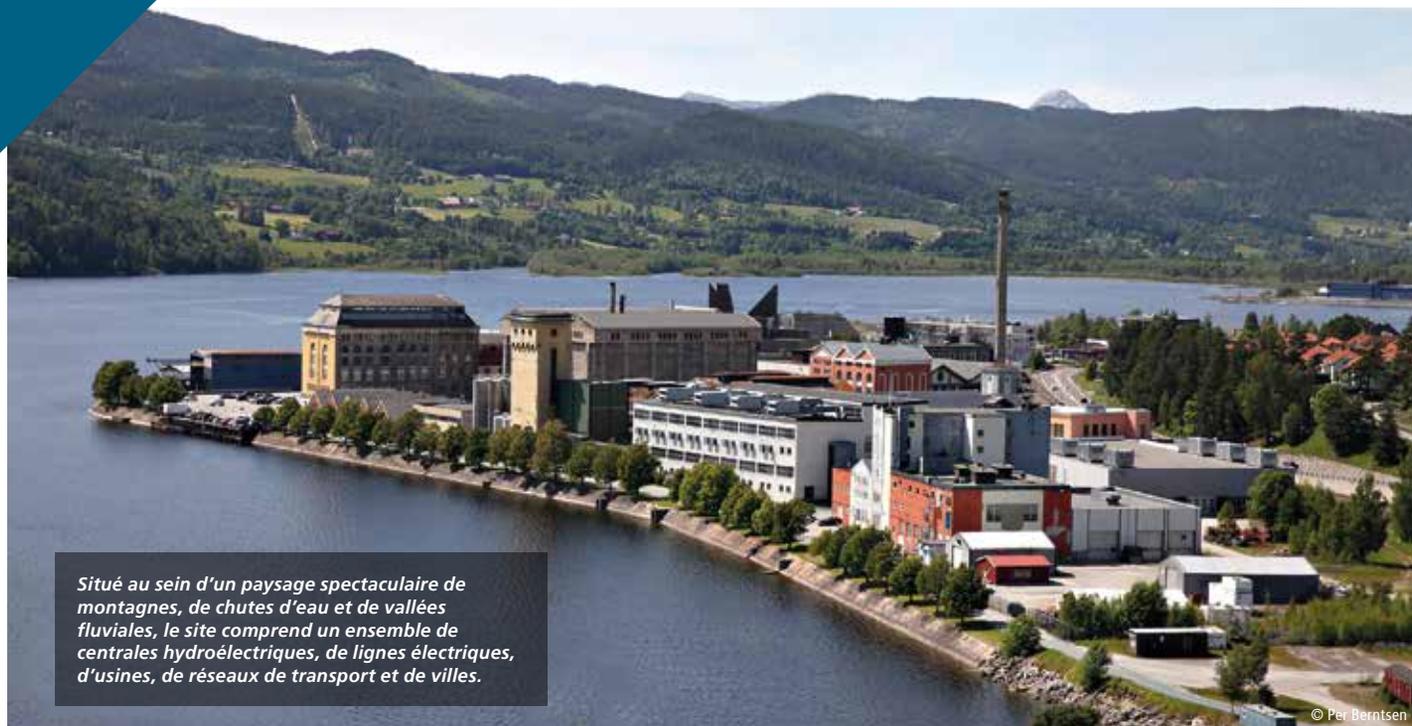
© IDPE



L'association IDPE œuvre pour la protection du parc national des Virunga, qui est exposé à de nombreuses menaces, notamment les activités extractives, le braconnage et les conflits armés.

© Joseph King

SITE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DE RJUKAN-NOTODDEN



Situé au sein d'un paysage spectaculaire de montagnes, de chutes d'eau et de vallées fluviales, le site comprend un ensemble de centrales hydroélectriques, de lignes électriques, d'usines, de réseaux de transport et de villes.

© Per Berntsen

Rjukan-Notodden a été inscrit en 2015 au patrimoine mondial. C'est la dernière et la plus complexe des huit inscriptions des sites du patrimoine mondial norvégiens.

La nature, la science et les hommes

Cette aventure industrielle a commencé au début du XIX^e siècle lorsque la production à grande échelle est devenue possible grâce aux progrès des machines, des chemins de fer et de l'électrification. La population mondiale avait augmenté et la pénurie de nourriture était devenue la préoccupation numéro 1 dans le monde à l'époque. Selon le chimiste britannique, William Crookes, le monde pouvait être sauvé de la famine en ajoutant de l'azote au sol. La tâche consistait à trouver comment produire de grandes quantités à un coût raisonnable.

En Norvège, le professeur Kristian Birkeland et l'entrepreneur Sam Eyde ont trouvé la solution. Même si la Norvège n'était ni un pays moderne ni un pays connu, elle disposait des conditions géographiques idéales pour produire de l'énergie accessible, et ce, à l'infini. Les riches chutes d'eau de Telemark étaient, et sont toujours, une source importante de ce que nous appelons aujourd'hui « l'énergie renouvelable ».

Bâtir l'avenir

Rjukan a été la première ville de Norvège à être conçue uniquement comme une ville d'entreprise avec les méthodes d'urbanisme les plus modernes. La conception était volontairement utopique, basée sur le concept britannique de ville-jardin avec des structures urbaines organiques, des jardins en façade et des bureaux paysagers. Les prestations des logements équipés en eau chaude, électricité et autres infrastructures était un gage de qualité de vie pour les travailleurs.

La conception de Rjukan et de certaines parties de Notodden est le reflet d'une architecture unique, adaptée au paysage local. Ses usines, ses centrales électriques et son système de transport sont le témoignage d'avancées importantes pour la Norvège mais aussi pour le monde entier.

Les centrales hydroélectriques sont devenues des références au niveau international. Lors de son inauguration, la centrale de Svelgfoss (1907) était la deuxième plus grande au monde après celle d'Ontario, à Niagara. De plus, la construction de Rjukanfossen, la réserve de la chute d'eau, a atteint une hauteur de 238 m avec une chute libre de 104 m, faisant ainsi de Rjukanfossen la première de cette taille-là.

L'architecture de ces bâtiments est surprenante. La position dominante de Vermork a exigé une conception monumentale qui est le fruit du jeune architecte Olaf Nordhagen. Il a réutilisé les motifs du projet gagnant pour la bibliothèque de Bergen. Svelgfoss I, de Henning Kloumann, est l'un des premiers bâtiments en béton armé du pays et s'insère de façon impressionnante au fond de la gorge. Sâheim, de Thorvald Astrup og Olaf Nordhagen, est si imposante qu'elle est encore appelée « l'Opéra ».

Le lac Møsvatn est le principal barrage de régulation naturel du cours d'eau. L'ancien barrage de Møsvatn (1906) a fait monter la surface de l'eau de 10 m. Il était considéré comme le plus grand barrage d'Europe et le premier grand barrage en béton de Norvège.

Même si la régulation du Møsvatn a apporté une certaine stabilité à la production d'électricité, elle a entraîné une instabilité sociale dans les zones rurales. Les malentendus concernant l'indemnisation des agriculteurs pour la perte de leurs terres ont débouché sur des litiges et des procès, et il a fallu travailler de nombreuses années pour trouver une solution.

L'industrie

Le site est principalement constitué de bâtiments qui font office de liaison avec le processus industriel de fabrication d'engrais artificiel, le principal produit de Hydro. Les bâtiments sont le reflet des étapes du développement industriel jusqu'au moment où Hydro a cessé ses activités et où les zones industrielles sont devenues des « parcs industriels ».

C'est à Notodden, dans les bâtiments de Hydroparken, que la première production industrielle d'engrais artificiel est née à partir de l'azote de l'air. Le parc industriel de Hydro dispose de bâtiments avec deux lignes de production

pouvant être lancées à deux périodes différentes. La position des bâtiments l'un par rapport à l'autre permet de documenter la séquence fonctionnelle dans les processus industriels.

Certains bâtiments de Hydroparken à Rjukan sont utilisés pour la production industrielle de salpêtre à grande échelle. Certains bâtiments fonctionnent à la fois avec la méthode de l'arc électrique et la méthode de l'ammoniac.



Le travail

Pour construire et exploiter une nouvelle industrie mondiale dotée d'installations de production et d'énergie aussi importantes ainsi que de logements et de structures sociales, il fallait importer des matériaux et des biens et exporter la production. Le système de transport se composait de deux voies ferroviaires, la ligne Rjukan et la ligne Tinnos, reliées par un ferry traversant le lac Tinnsjøen. Le système avait une longueur totale d'environ 80 km. Environ 1 400 ouvriers ont travaillé à sa construction. La plupart d'entre eux étaient des travailleurs itinérants de la construction, appelés terrassiers, des « vagabonds honnêtes » - le titre d'honneur donné aux travailleurs, prêts à prendre des risques, économes, fiers et épris de liberté. Selon les photographies d'archives, le chemin de fer le plus moderne de Norvège, Rjukan, a été achevé en deux ans, de 1907 à 1909, sans l'utilisation de machines lourdes, grâce au travail des terrassiers.

Vestfjorddalsbane, le nom d'origine du système complet incluant la ligne de Rjukan, la ligne de chemin de fer et la ligne Tinnos, était un système de transport révolutionnaire qui a eu un grand impact sur le développement des infrastructures de transport nationales et européennes.

Le 31 mai 1970, le trafic de passagers a cessé et le transport de marchandises a été interrompu en 1991. Pendant son exploitation, environ 30 millions de tonnes de marchandises ont été transportées. La survie et le maintien du système de transport sont dus à la passion et à l'engagement des bénévoles.

Certains des éléments mobiles les plus importants de ce système de transport ont été conservés : la première locomotive électrique RjB.1 est conservée au Musée ferroviaire norvégien de Hamar. Deux trains de Tinnsjø, Ammonia, Storegut, et une partie de la ligne Rjukan sont maintenant la propriété du Musée des travailleurs norvégiens. Storegut navigue toujours sur le lac tout en racontant l'histoire de cette industrie et permettant aux visiteurs de découvrir le magnifique paysage.

Sur la Liste du patrimoine mondial

Le lien étroit entre les capacités humaines et les échanges avec le paysage naturel justifie l'inscription sur la base des critères (ii) et (iv).

La valeur universelle exceptionnelle est construite sur 4 éléments : la production d'énergie, les usines, le système de transport et les deux villes-entreprises. Au total, 97 objets importants sont représentatifs de l'ensemble du système.

Avec 390 km² de surface totale inscrite, le périmètre comprend une zone centrale de 92 km de long qui s'étend du lac Møsvatn, la source d'eau, à Heddalsvatnet, le lieu d'exportation.



Une valeur universelle exceptionnelle et un but

La culture industrielle est le résultat de la dynamique créée entre la production et le cadre social local. C'est l'empreinte d'un lieu qui doit rester unique. C'est là que les actifs matériels et immatériels fusionnent pour donner naissance à une personnalité culturelle, fruit de l'environnement naturel, de la créativité, de l'esprit d'entreprise et de la détermination. Ranimer l'esprit culturel des communautés industrielles locales du site du patrimoine mondial de Rjukan-Notodden a pour objectif de stimuler le développement durable.

La vision de la proposition est claire :

Le caractère distinctif, les valeurs du patrimoine culturel et les traditions des municipalités de Vinje, Tinn et Notodden pour le patrimoine industriel de Rjukan-Notodden sont la base du développement durable des entreprises, du développement communautaire, de la construction de l'identité et de bonnes conditions de vie, en accord avec les objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies. Le site du patrimoine mondial a préservé le paysage et les monuments culturels montrant pourquoi la société industrielle a été fondée, quel impact elle a eu sur l'ancienne société rurale et comment l'industrialisation s'est développée et a fonctionné.

Pour mettre en œuvre cette vision, les autorités de gestion du site, en collaboration avec les parties prenantes et les communautés locales, ont créé un système de gestion exemplaire. Il assure la sauvegarde de la valeur universelle exceptionnelle, la coopération interdisciplinaire entre toutes les parties prenantes et la démocratisation du patrimoine mondial.

Coordonnées
Responsable du site, Juliana Strogan
juliana.strogan@vtfk.no
(+47) 98 15 32 22



Vestfold and Telemark
COUNTY COUNCIL



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Site du patrimoine industriel de Rjukan-Notodden
Inscrit sur la Liste du
patrimoine mondial
en 2015

Des communautés partageant l'histoire

Dr Chihei Suzuki
Agence pour les affaires culturelles
Gouvernement du Japon

Pavé de pierre au mont sacré Yasuman-dake.

© Hirado City



Le village de Kasuga.

© Hirado City

Jusqu'à présent, le patrimoine culturel n'appartenait qu'à un petit nombre de personnes.

Le terme « patrimoine culturel » a été utilisé pour reconnaître la valeur du patrimoine ancien, monumental ou créé par les puissants et les riches, et dont les parties prenantes se limitent pour l'essentiel aux propriétaires, aux gouvernements et aux experts.

Il est certain que ces catégories de patrimoine ne perdront jamais leur importance, tout comme leur protection future restera vitale pour les experts. Mais en même temps, nous avons assisté ces dernières années à la reconnaissance d'un patrimoine qui exprime des paysages culturels, une culture rituelle vernaculaire et les cultures des peuples indigènes. Par rapport au passé, les époques et les catégories qui constituent le patrimoine à reconnaître et à protéger se sont élargies pour englober une culture plus

contemporaine, étroitement liée à la vie quotidienne et cultivée par les peuples.

En ce qui concerne le patrimoine étroitement lié à la vie quotidienne, l'agent principal de la protection du patrimoine du point de vue de la préservation de l'environnement vivant, de la visite responsable et du partage des informations est la communauté locale. Bien entendu, dans la mesure où la communauté locale est responsable de la conservation du patrimoine, elle devrait également être le premier bénéficiaire des avantages reçus au titre du patrimoine mondial.

Sites chrétiens secrets

Les sites chrétiens cachés de la région de Nagasaki ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial en 2018 parce qu'ils « apportent un témoignage unique sur la tradition culturelle particulière nourrie par les chrétiens cachés de la région de Nagasaki, qui transmettent secrètement leur foi chrétienne pendant la période d'interdiction,

du XVII^e au XIX^e siècle », comme l'explique le site web du Centre du patrimoine mondial. Ces chrétiens cachés, qui ont établi de petits villages dans les zones côtières et les îles au large à l'extrême ouest de l'archipel japonais, ont migré vers des terres non développées et ont transmis leur foi chrétienne tout en semblant observer la tradition vernaculaire.

Dans l'une des composantes, le village de Kasuga et les lieux sacrés de Hirado, les chrétiens ont pratiqué leur foi en se rendant dans des montagnes sacrées qui étaient vénérées par les bouddhistes et les ascètes des montagnes avant l'introduction du christianisme. Après la levée de l'interdiction, ces pratiquants ne sont pas revenus au catholicisme mais ont plutôt préservé leur foi forgée lors de l'époque de l'interdiction. Le contour des villages figurant sur les cartes dessinées au milieu du XIX^e siècle, y compris les zones résidentielles, les terres agricoles et les routes, correspond aux villages actuels, tandis que les objets en pierre des sites

sacrés, les modes d'utilisation des terres dans les villages, les vestiges des cimetières et autres reflètent les traditions religieuses des chrétiens cachés qui ont continué à vénérer les sites sacrés et les lieux de martyre en secret pendant l'interdiction.

Partager l'histoire

Au village de Kasuga, les grandes rizières en terrasse de l'époque de la prohibition sont encore cultivées aujourd'hui. Bien qu'il reste 22 ménages vivant dans le village, certaines maisons ne sont plus occupées. En 2018, une de ces maisons a été rénovée et réouverte sous le nom de « Katarina », une installation locale permettant d'exposer et d'expliquer la valeur du village de Kasuga. Les méthodes de construction traditionnelles de la région ont été utilisées pour la rénovation, et l'intérieur a été rendu plus fonctionnel. Dans une partie de la maison principale, des étagères ont été construites pour exposer des matériaux, des panneaux ont été installés pour expliquer l'histoire du village de Kasuga et sa valeur en tant que patrimoine mondial, et un espace de vente a été créé. Dans la maison de repos adjacente, les résidents du village de Kasuga sont toujours présents pour raconter des histoires aux visiteurs, les accueillant avec des rafraîchissements alors qu'ils parlent librement de ce qu'était la vie dans le village autrefois.

Au moment de l'ouverture de Katarina en 2018, il y avait cinq conteurs, dont trois avaient plus de 90 ans. Aujourd'hui, quatre des conteurs, dont ces trois-là, ont pris leur retraite et ont été remplacés par quatre autres personnes. Cela a permis de maintenir un total de cinq personnes qui continuent à accueillir les visiteurs de manière naturelle, en partageant des légumes marinés et du thé faits maison tout en parlant des coutumes et des traditions du village. Les visiteurs ont fait l'éloge de ces femmes pour l'accueil qu'elles leur ont réservé, tandis que les femmes elles-mêmes, qui pensaient autrefois que leur région était banale et ennuyeuse, rapportent un plus grand sentiment de fierté pour leur village, fierté qui vient du fait qu'elles parlent de leur vie quotidienne et de l'histoire de la région et de la reconnaissance qu'elles reçoivent des visiteurs. D'abord nerveuses à l'idée d'accueillir des gens, les femmes disent maintenant qu'elles apprécient leurs interactions avec les visiteurs au centre d'information.



Village et lieux sacrés à Hirado.

© HIGURASHI Yuichi

Affirmer la valeur du patrimoine

Lorsque la conservation du patrimoine permet aux gens de reconnaître les qualités attrayantes du lieu où ils vivent et de trouver un sens à leur vie en partageant les attributs de la région avec les autres en tant que membre de cette communauté, même dans la vieillesse, elle sert à affirmer d'autant plus vivement qu'il était bon d'y avoir vécu. Au village de Kasuga, les efforts déployés pour poursuivre l'agriculture, raconter l'histoire et soutenir le village conduisent directement à la protection du patrimoine. Lorsque ces efforts donnent un sens à la vie des villageois, cela sert de motivation pour les activités futures. De fait, ces personnes ont lancé un groupe d'étude au centre civique où elles se réunissent après une journée entière de travail pour échanger sur la valeur de leur village ; elles ont réussi à accroître le nombre de leurs soutiens potentiels grâce à des partenariats avec des universités, et à générer des revenus en organisant des programmes de tourisme culturel.

Lorsque le lieu où les gens vivent leur vie quotidienne est le patrimoine, la durabilité de celui-ci et celle du village forment presque une seule et même entité. Les diverses activités qui servent à maintenir la communauté – tourisme culturel, produits locaux à haute valeur ajoutée, consolidation des soutiens, lutte contre le dépeuplement, éducation, bien-être des personnes âgées – sont les mêmes qui contribuent à la conservation du patrimoine.

Implication personnelle

Dans cet article, nous avons examiné le cadre dans lequel diverses activités visant à soutenir le patrimoine culturel contribuent à la durabilité de la région en renforçant les communautés, en utilisant comme exemple l'une des composantes du site du patrimoine mondial « Sites chrétiens cachés de la région de Nagasaki ». Nous avons pu constater que les habitants sont davantage impliqués dans une gestion régionale indépendante que dans des activités de préservation participatives. C'est précisément le cas décrit ici, puisque la vie des habitants dépend de la durabilité de la région, et si on parvient à celle-ci en conservant le patrimoine, les résidents prendront bien sûr cet effort personnellement. À mesure que la catégorie du patrimoine culturel s'élargit, passant d'un caractère nostalgique et monumental à la culture de la vie quotidienne, les acteurs du patrimoine passent d'un éventail limité de propriétaires, de spécialistes et de fonctionnaires à des particuliers, des résidents locaux et des visiteurs. Les résidents qui deviennent des parties prenantes sont alors responsables de la conservation du patrimoine, et sont également en mesure de profiter des avantages apportés par celle-ci. Si la conservation du patrimoine conduit à l'amélioration de l'environnement de la vie quotidienne des gens, il est tout à fait approprié que les résidents locaux développent des activités de conservation du patrimoine de manière indépendante. ☞



Coopération avec l'université.

© Hirado City



Visiteurs et conteurs au centre d'information « Katarina ».

© Hirado City

Rendre une communauté de récifs résiliente



D'une superficie de 604 500 hectares avec des caractéristiques marines et terrestres, la Côte de Ningaloo, située sur le littoral reculé d'Australie occidentale, comprend un des plus longs récifs de bordure de rivage du monde.

© DBCA / Alex Kydd

L'avenir des systèmes écologiques et humains mondiaux étant si étroitement liés, protéger la nature signifie protéger les personnes. Les défis à relever pour préserver la valeur universelle exceptionnelle des sites de récifs coralliens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO dans un océan en mutation rapide sont énormes. L'initiative novatrice « Récifs Résilients » vise à relever ces défis en soutenant les récifs coralliens et les communautés qui en dépendent pour qu'ils s'adaptent au changement climatique et à d'autres menaces locales. Au cœur de l'initiative, les responsables de la résilience au niveau local, dont le rôle est d'œuvrer avec les communautés locales, les entreprises, les chercheurs, les propriétaires traditionnels et les organismes de gestion afin d'élaborer une stratégie visant à renforcer la résilience des écosystèmes, des systèmes de gouvernance et de la communauté locale, puis de permettre sa mise en œuvre pratique sur le terrain.

En novembre 2019, Joel Johnsson a été nommé premier Directeur pour la résilience de la Côte de Ningaloo, en Australie, l'un des cinq sites du patrimoine mondial de l'UNESCO qui pilotent l'Initiative Récifs Résilients pour un avenir plus équitable et plus durable.

Que signifie le renforcement de la résilience pour Ningaloo ?

Joel Johnsson (JJ) : La résilience est la capacité de l'écosystème du récif corallien, et de la communauté qui en dépend, à se rétablir et à s'adapter au changement. Le changement climatique est l'un des défis les plus pressants pour les systèmes récifaux du monde entier, mais les gestionnaires doivent également faire face aux pressions locales comme la pollution et la gestion des visiteurs, ainsi qu'à l'évolution de la démographie et des paysages politiques. En termes écologiques, la résilience consiste à maintenir les valeurs fondamentales et la fonctionnalité des écosystèmes récifaux, côtiers et marins, même si ces systèmes peuvent changer de structure et de composition à l'avenir en fonction de l'évolution des conditions environnementales. Mais des récifs sains dépendent des êtres humains, et ceux-ci dépendent de récifs sains. Un élément



Joel Johnsson, directeur pour la résilience de la Côte de Ningaloo.

© DBCA

crucial de la résilience consiste également à aider la communauté locale, les entreprises, les propriétaires traditionnels et les organismes de gestion à faire face aux stress et aux chocs et à s'en remettre, ainsi qu'à s'adapter et à évoluer activement au fil du temps. En nous engageant avec ces diverses parties prenantes, nous cherchons à examiner ensemble un aspect essentiel de la pression exercée sur les récifs, à développer des moyens innovants et collaboratifs pour gérer les pressions, et à engager et responsabiliser les résidents locaux et les propriétaires traditionnels en tant que gestionnaires.

Qu'est-ce qui vous a attiré dans ce projet ?

JJ : J'ai toujours été intéressé par l'interface stimulante entre les systèmes sociaux et environnementaux, qui est la partie qui manque souvent lors de la planification de la gestion. L'Initiative Récifs Résilients vise à déterminer comment gérer de manière collaborative, globale et adaptative un système socio-écologique complexe face à des défis multiples (souvent incertains), dans un contexte pratique et réel, et je pense que c'est un espace vraiment passionnant.

En quoi la résilience des récifs est-elle différente des autres projets auxquels vous avez participé ?

JJ : Avant cela, je travaillais en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique à l'élaboration de stratégies de lutte contre le changement climatique, mais souvent les problèmes immédiats auxquels les communautés étaient confrontées, la surpêche ou la pollution par exemple, ne s'inscrivaient pas dans le processus de planification du changement climatique. Beaucoup de synergies et d'opportunités venaient donc à manquer pour pouvoir construire des sociétés locales durables et prospères, aujourd'hui comme à l'avenir, parce que nous n'avions pas de vision globale. Le projet Récifs Résilients intègre la planification des menaces et des vulnérabilités, quelles qu'elles soient. Il existe ainsi des moyens de renforcer ces systèmes (qu'il s'agisse d'un système communautaire ou d'un écosystème) pour s'adapter au changement, qu'il s'agisse d'une pandémie, du blanchiment des coraux ou de l'évolution démographique. Si nous disposons d'une communauté locale engagée et éduquée qui est habilitée à agir, si nous avons des objectifs communs pour l'avenir de la zone et des mécanismes de collaboration pour les atteindre, si nos systèmes de gestion sont adaptables et flexibles, alors ce système sera prêt à répondre à tout ce que l'avenir lui réserve, et sera capable de survivre, de s'adapter et d'en sortir plus fort de l'autre côté. C'est extrêmement séduisant, tant du point de vue de la planification et de la stratégie qu'en tant que membre de la communauté qui s'intéresse à l'avenir de la Côte de Ningaloo.

Quels sont les défis pour Ningaloo ?

JJ : Ningaloo est, comparativement, l'un des systèmes récifaux les plus intacts au monde. Le récif bénéficie d'un niveau élevé de protection et de gestion, son développement est limité sur toute sa longueur, et il a largement échappé aux événements de blanchissement massif qui ont affecté d'autres récifs dans le monde. Cependant, au niveau mondial, nous avons perdu la moitié de notre couverture de récifs coralliens tropicaux au cours des deux dernières décennies, et environ 70 % des récifs d'Australie occidentale sont maintenant à leur niveau le plus bas de couverture corallienne, ou presque. Ningaloo



Vue aérienne de la Côte de Ningaloo.

© DBCA

est actuellement confronté à des pressions dues au nombre élevé de visiteurs, mais le changement climatique sera la plus grande menace posée à la santé des récifs coralliens à l'avenir. D'ici 2041, les meilleures données scientifiques disponibles nous indiquent que Ningaloo connaîtra un blanchissement deux fois par décennie (ce qui est supérieur au taux naturel de récupération du récif), et d'ici 2049, nous prévoyons des blanchissements annuels. Cela ne représente que deux décennies. Il est probable que la génération qui naît et grandit aujourd'hui sera l'une des dernières à voir des récifs de même caractère, diversité et abondance que ceux dont nous jouissons actuellement.

Est-il possible pour Ningaloo de s'adapter ?

JJ : Ces coraux sont des organismes extrêmement adaptables et résistants, et les récifs ont, dans le passé, réussi à résister à des changements importants du niveau de la mer et de la température de l'eau. Cependant, dans le passé, ces changements se sont produits sur des centaines, voire

des milliers d'années, ce qui a donné à ces coraux à croissance lente le temps d'évoluer et de se déplacer physiquement en fonction des fluctuations du niveau de la mer. Le rythme des changements que nous observons avec le changement climatique anthropique est fortement accéléré – des changements qui ont pris des milliers d'années sont maintenant prévus de se produire en quelques décennies, ce qui fait craindre aux scientifiques que les coraux n'aient pas suffisamment de temps pour évoluer et se déplacer. Nous nous attendons donc à ce que deux choses commencent à se produire : les récifs pourraient migrer progressivement vers des eaux plus fraîches, et nous constatons déjà à l'échelle mondiale un déplacement vers les pôles d'espèces et de populations clés dans certaines régions ; ou bien ils pourraient changer de caractère, les espèces naturellement résistantes devenant plus courantes ou les macroalgues se multipliant là où se trouvaient les coraux auparavant. Mais nous ne savons pas encore à quelle vitesse ces changements se produisent, ni si le potentiel d'évolution du

récif est suffisamment rapide pour suivre les changements que nous observons. Heureusement, un effort très important est actuellement en cours dans le monde entier pour trouver des moyens de soutenir les récifs afin qu'ils se rétablissent et s'adaptent plus rapidement ; notamment, 150 millions de dollars ont été récemment annoncés pour le programme de restauration et d'adaptation des récifs afin de faire progresser la compréhension scientifique de l'adaptation et de développer des interventions pratiques sur les récifs de la Grande Barrière. Grâce à l'Initiative Récifs Résilients, les scientifiques et les gestionnaires des récifs de la Grande Barrière ont été en contact étroit avec nous à Ningaloo pour partager leurs connaissances.

L'économie locale repose sur le tourisme de récif. La ville peut-elle s'adapter ?

JJ : Absolument. Beaucoup disent qu'il s'agit d'une « ville touristique », mais il existe de nombreuses façons d'élargir son attrait pour utiliser les autres attributs étonnants de la région. Cela pourrait certainement



Soutenir le développement d'options terrestres comme la faune, le tourisme culturel ou basé sur des activités permet de réduire la pression sur le récif et de créer des sources de revenus alternatives.

© DBCA / Sam Lawrence

impliquer une diversification au sein de l'industrie du tourisme ; par exemple, en soutenant le développement d'options terrestres comme les espèces sauvages, le tourisme culturel ou basé sur des activités, afin de réduire la dépendance du récif pour attirer les visiteurs. L'économie locale serait ainsi moins vulnérable à la perte soudaine de visiteurs due à des événements périodiques de blanchissement, et la pression sur le récif diminuerait grâce à différentes sources de revenu. Les moyens de subsistance à travers d'autres industries et l'innovation dans la manière de procéder pourraient être ainsi diversifiés. Par exemple, plutôt que de s'appuyer sur un seul grand développement industriel ou une station écologique qui pourrait fournir 70 emplois, le développement d'un incubateur de petites entreprises pourrait générer 70 entreprises individuelles qui servent différentes parties de la communauté, dépensent et emploient localement. La communauté souhaite notamment disposer de davantage de possibilités d'emploi qui soient en accord avec les valeurs communautaires

et environnementales ; par exemple, de meilleurs services de gestion des déchets, qui créent des emplois locaux tout en minimisant notre empreinte plastique. Enfin, il existe des moyens de soutenir les opérateurs existants basés sur les récifs, en leur offrant une formation à la résilience commerciale, en travaillant avec eux pour améliorer l'éducation et l'autonomisation des visiteurs sur des questions comme le changement climatique, et pour créer des offres touristiques alignées. L'un des moyens déjà proposés est un circuit de restauration du corail, où les visiteurs peuvent s'informer sur le récif, avoir la possibilité de planter leur propre morceau de corail et contribuer à la préservation du récif de Ningaloo pour les générations futures. L'un de mes rôles consiste à donner à la communauté les moyens d'agir dans un environnement souvent très défavorable. La réflexion sur le changement climatique est souvent écrasante pour les citoyens, et mon rôle est de leur donner la possibilité de s'exprimer sur ce qu'ils veulent pour l'avenir et de s'impliquer concrètement dans les solutions locales.

Quel est votre horizon temporel ?

JJ : Notre calendrier pour la stratégie de résilience, qui doit être publiée plus tard cette année, est d'environ vingt ans – c'est à ce moment-là que nous allons commencer à ressentir les principaux effets du blanchissement – mais nous visons à adopter une approche de gestion adaptative, en définissant des aspirations et des objectifs clairs à long terme qui sont étayés par des plans d'action de deux ans. Cette approche itérative assure l'évaluation constante de nos actions de gestion en fonction des nouvelles connaissances et données scientifiques, de l'évolution des conditions environnementales et des priorités changeantes des organismes de gestion et de la communauté.

Par où commencer ?

JJ : Développer la résilience signifie décider ce à quoi nous, en tant que communauté, sommes réellement attachés, ce que nous voulons pour l'avenir de la Côte de Ningaloo, parce que ces valeurs déterminent notre approche de la gestion. Le changement est

inévitables, l'objectif n'est pas d'y résister, mais plutôt de pouvoir s'y adapter tout en préservant les valeurs communautaires et les fonctions écologiques fondamentales qui en sont venues à définir la Côte de Ningaloo. L'engagement des parties prenantes au cours des huit derniers mois a permis de définir les valeurs et les priorités de la région ainsi qu'un ensemble ambitieux d'objectifs et d'actions. Bien qu'encore à l'état de projet, la stratégie de résilience pour la Côte de Ningaloo a déjà été reconnue par les experts techniques mondiaux comme une approche de gestion de premier plan fondée sur la résilience, et l'Initiative Récifs Résilients a déjà engagé un financement allant jusqu'à 1 million de dollars pour la mise en œuvre d'actions de résilience.

Ningaloo est un site du patrimoine mondial de l'UNESCO, ce qui s'accompagne du devoir de protéger sa valeur universelle exceptionnelle pour les générations actuelles et futures. Comment pouvez-vous le garantir dans le contexte du changement climatique mondial ?

JJ : C'est une question vraiment intéressante. Je pense que si nous nous projetons assez loin dans l'avenir, les assemblages d'espèces et

probablement certaines des caractéristiques structurelles du récif vont changer, en raison de la hausse des températures, de l'évolution des courants océaniques et d'impacts comme l'acidification. Notre devoir n'est cependant pas de maintenir un système statique, mais de conserver cette valeur universelle exceptionnelle de beauté naturelle et de biodiversité unique. Une approche basée sur la résilience accepte que des changements se produisent et met l'accent sur la capacité à s'adapter à ces conditions changeantes tout en conservant les caractéristiques fonctionnelles clés et les valeurs fondamentales. Dans l'ensemble, Ningaloo conservera sa beauté naturelle, les paysages désertiques arides et la colonne vertébrale accidentée de Cape Range rejoignant le lagon côtier turquoise, mais nous devons adopter une approche proactive et adaptative pour gérer la biodiversité à l'avenir, notamment en comprenant mieux les schémas de connectivité et la manière dont les changements environnementaux auront un impact sur les relations fonctionnelles importantes qui sont cruciales pour la santé des récifs. En tant qu'êtres humains, nous avons un impact sur ces écosystèmes de

plusieurs manières directes et indirectes, et à un moment donné, nous devons commencer à intervenir activement pour les préserver ou les maintenir de manière appropriée, d'où les conversations que nous avons actuellement sur l'identification des valeurs clés du système que nous voulons conserver.

Votre rôle consiste à coordonner tout cela, quelle a été la réaction ?

JJ : La réaction de la communauté a été dès le début tout à fait positive, ce qui m'a surpris, car je m'attendais à ce qu'elle soit plus réticente. Je pense que cela se doit à l'approche collaborative et à la conception globale du programme. Tout d'abord, nous avons décidé très tôt que nous nous engagerions de manière aussi ouverte et transparente que possible avec la communauté, en comprenant que nous aurions besoin de son soutien et de son aide pour atteindre ces objectifs généraux. Plutôt que d'élaborer un plan à huis clos et de demander ensuite des commentaires, nous avons eu une discussion productive avec la communauté sur ce qu'elle valorisait, sur ses priorités pour l'avenir et sur la manière

© DBCA / Sam Lawrence

Une baignade avec les raies Manta dans la baie de corail.



dont nous pourrions concevoir des actions pour renforcer le récif et la communauté. Grâce à ces ateliers, la population s'est sentie responsabilisée et engagée simplement en étant incluse dans ces conversations, et en ayant la possibilité de discuter ouvertement de ses expériences avec les gestionnaires du parc marin. La deuxième raison pour laquelle le projet a suscité l'intérêt d'un large public est qu'il va bien au-delà de la simple conservation ; par exemple, nous abordons également la diversification des moyens de subsistance, afin de pouvoir soutenir les opérateurs touristiques locaux et d'autres entreprises pendant les périodes de blanchissement du récif, tout en offrant des possibilités de collaboration accrue dans la gestion de la zone. Cette démarche crée des synergies avec les organismes qui étaient traditionnellement très distincts d'une agence de gestion des récifs, comme les conseils locaux et les organisations de développement commercial, et nous obtenons des interactions au niveau stratégique qui peuvent renforcer la résilience pour l'avenir. Mon travail consiste à rassembler ces actions pour soutenir à la fois le récif et la communauté d'une manière globale.

**Comment pouvez-vous rendre une communauté de récifs résiliente dans une telle incertitude ?
Comment faire en sorte que tout le monde soit d'accord ?**

JJ : La résilience ne considère pas l'incertitude comme un obstacle à l'action, plutôt que d'attendre de savoir exactement ce que l'avenir nous réserve et d'y réagir, nous développons de manière proactive notre capacité à faire face et à s'adapter à tout changement. Ce n'est bien sûr pas une tâche facile, et il y aura toujours des divergences d'opinion ; il est impossible de parvenir à un consensus total et ce n'est pas le but. Notre objectif est la transparence et l'équité, en veillant à ce que chacun ait le sentiment d'avoir été entendu et inclus dans le processus. Mon rôle est d'aider les différentes parties prenantes à définir l'avenir qu'elles veulent atteindre, un avenir dans lequel la nature et ses habitants peuvent s'épanouir, et, ce faisant, de les aider à comprendre les divers points de vue et perspectives des autres membres de la communauté. Dans de nombreux cas, les valeurs fondamentales de la région (la faune incroyable, le style de vie décontracté,

la communauté sûre et sécurisée) sont communes à tous. Nous pouvons ne pas être d'accord sur la meilleure façon de préserver ces valeurs, mais plus nous collaborons et trouvons des terrains d'entente sur lesquels nous pouvons collaborer, plus le système sera résilient.

L'Initiative Récifs Résilients est un partenariat avec des communautés de cinq sites de récifs du patrimoine mondial pour faire face au changement climatique et aux menaces locales. Créé par la Fondation de la Great Barrier Reef Foundation, ce programme prévoyant 14 millions de dollars australiens sur 6 ans est une collaboration avec le Programme marin du patrimoine mondial de l'UNESCO, le réseau Reef Resilience Network de The Nature Conservancy, le Center for Resilient Cities and Landscapes (Centre pour les villes et paysages résilients) de l'Université de Columbia, Resilient Cities Catalyst et AECOM. Le programme est financé par la Fondation BHP et est mis en œuvre à Ningaloo par le Département de la biodiversité, de la conservation et des attractions. 🌍

© DBCA / Dominic Ruetenacht

Campement de Kurrajong.



be unesco be .brussels

Cette année, cela fait 20 ans que quatre habitations majeures bruxelloises de l'architecte **Victor Horta** ont été inscrites sur la liste du **patrimoine mondial de l'UNESCO**.



L'Hôtel Tassel, l'Hôtel Solvay, l'Hôtel van Eetvelde et la maison et l'atelier de Horta font partie des œuvres d'architecture novatrices les plus remarquables de la fin du XIXe siècle.

ENEZ LES DÉCOUVRIR !

<http://visit.brussels/fr/article/sites-unesco-de-bruxelles>



L'OMMEGANG,
reconnu par l'Unesco en
2019, C'EST :

un concours de tir à l'arbalète, une cérémonie à l'église du Sablon, 2 kilomètres de cortège dans les rues de Bruxelles accessible à tous, un spectacle (payant en tribune) de deux heures sur la Grand-Place, mettant en scène 1400 figurants et 47 groupes folkloriques, un « village Renaissance » qui vous plonge dans l'ambiance du 16e siècle pendant 4 jours !



discover with us

Bien ancré dans les esprits bruxellois, l'**Ommegang** fait aujourd'hui partie des organisations incontournables de la saison estivale à Bruxelles.

Prenant place chaque année à la fin du mois de juin ou au tout début du mois de juillet, il consiste principalement en un défilé et un spectacle inspiré d'un événement ancien : l'Ommegang que la Ville organise en 1549, occasion offerte à notre souverain Charles Quint de présenter son fils et successeur Philippe (futur Philippe II).

Littéralement, « ommegang » signifie « tour », et désigne à l'origine une procession du clergé qui fait le tour de sa paroisse pour montrer ses reliques et autres objets de dévotion, avant de devenir un peu plus tard un cortège mondain et politique.

Après un déclin aux 18^e et 19^e siècle, l'Ommegang reprend pleinement vigueur le 15 juin 1930, sur l'initiative d'Albert Marinus.

www.ommegang.be



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Habitations majeures de l'architecte
Victor Horta (Bruxelles)
inscrites sur la Liste du
patrimoine mondial en 2000

visit.brussels

Parc national de Morne Trois Pitons

Jacqueline Andre
Cheffe de l'unité des parcs nationaux
au sein de la division des forêts, de la faune et des parcs
du Commonwealth de la Dominique

Chutes Middleham.

© Valentina Futac

En 2015, l'agente forestière Jacqueline Andre est devenue cheffe de l'unité des parcs nationaux au sein de la division des forêts, de la faune et des parcs du Commonwealth de la Dominique, qui comprend la responsabilité du site du patrimoine mondial du Parc national de Morne Trois Pitons.

Le Parc national de Morne Trois Pitons a été désigné comme site du patrimoine mondial en raison de ses caractéristiques géologiques uniques qui donnent un aperçu de la façon dont les îles des Caraïbes se sont formées. Il possède la biodiversité la plus riche des petites Antilles, et englobe 5 volcans actifs sur seulement 7 000 ha dans un pays qui possède la plus forte densité de volcans de la planète. Le parc assure également la protection de plusieurs espèces menacées dont les deux perroquets endémiques, une espèce endémique de grenouille arboricole, de reptiles et d'insectes, et de multiples types d'habitats. Des caractéristiques telles que le deuxième plus grand lac bouillonnant du monde, la vallée de la Désolation, les chutes de Middleham, la piscine Emerald Pool (le site le plus visité), deux lacs d'eau douce, de nombreux sentiers sont quelques-unes des principales attractions du parc.

La passion de Jacqueline pour la nature et l'environnement a commencé dès 1983, lorsqu'immédiatement après le lycée, elle a fait du bénévolat au sein de la Division sous la direction de M. Christopher Maximea. Son engagement a impressionné ses collègues, et un poste de stagiaire en foresterie lui a été offert. Peu de temps après, elle a poursuivi ses études à l'Institut d'agriculture et de sylviculture des Caraïbes orientales à Trinidad. Après quoi elle est retournée travailler dans plusieurs unités différentes de la division forestière à la Dominique. Elle a été sélectionnée pour suivre une formation spécifique en vidéo et communication pour le développement rural dans tout le pays. Elle a ensuite produit des vidéos sur divers aspects de la sylviculture, notamment une vidéo sur le site du patrimoine mondial du Parc national de Morne Trois Pitons pour la division des forêts. Son travail a englobé l'éducation environnementale et s'est étendu à diverses activités des parcs nationaux. En 2002, elle a décidé de poursuivre ses études et est partie aux États-Unis pour obtenir une licence en gestion des ressources naturelles et des loisirs à Virginia Tech.



Jacqueline Andre.

©Valentina Futac

Dans son rôle d'agente forestière, Jacqueline s'occupe de l'administration de tous les parcs nationaux, coordonne et contrôle la mise en œuvre des projets, supervise la vaste main-d'œuvre, gère le système de tarification pour les parcs nationaux et les sites écotouristiques et coordonne tout le développement et la gestion.

Une journée typique pour Jacqueline peut comprendre la communication d'informations sur les parcs aux visiteurs, la coordination des travailleurs, une visite sur l'un des sites éco-touristiques pour superviser les travaux d'entretien en cours et la collaboration avec les fonctionnaires liés aux parcs nationaux et au site du patrimoine mondial. Jacqueline élabore également une vision de la durabilité à long terme, de nouvelles activités et encourage l'engagement du parc en faveur des familles, des touristes et du grand public.

Jacqueline trouve que le manque de ressources financières et humaines constitue un défi pour sa profession. Son rôle le plus

difficile est de trouver un équilibre entre la santé et l'intégrité à long terme des parcs et ceux qui ont besoin d'un développement économique à court terme par le biais d'infrastructures de loisirs et d'une industrie destructrice de l'environnement. Son rôle est essentiel en tant que défenseuse et éducatrice dans la réalité de la fragilité des parcs. Elle s'attache avec passion à maintenir une vision à long terme pour la Dominique, à soutenir le tourisme durable et la stabilité financière à long terme au milieu de ceux qui font pression pour des gains financiers à court terme. De plus, les ouragans survenus récemment et qui sont de plus en plus fréquents ont fait peser un énorme fardeau financier sur les parcs. Maintenir la sécurité et l'attrait des parcs et des sentiers pour les visiteurs, compte tenu de ces changements environnementaux spectaculaires, est un défi de taille.

Jacqueline aime participer à la protection et au partage des trésors environnementaux riches et variés des parcs de la Dominique. Les possibilités de recherche, éducatives et relatives à l'écotourisme qu'offrent les parcs et le site du patrimoine mondial aux habitants et aux visiteurs l'enthousiasment.

C'est elle qui en parle mieux :

« Je ne peux pas m'imaginer faire autre chose de ma vie. C'est ma passion, c'est mon amour. J'aime être dehors et je me sens tellement engagée à protéger cette terre pour les générations futures. À quoi ressemblerait cette île si nous ne faisons pas ce travail ? Imaginez si nous avions détruit nos arbres ! D'où viendrait notre eau ? Comment serait-elle pour les générations à venir ? Que serait la vie sans les arbres, l'air frais ? J'espère simplement que les jeunes générations sentiront également cette passion, afin que nous puissions continuer à être "l'île naturelle" des Caraïbes ».



La Grande Soufrière ou Vallée de la Désolation.

©Valentina Futac

Écosystème et paysage culturel relique de Lopé-Okanda

Prosper-Prost Ntoutoume Mba
Conservateur adjoint chargé du patrimoine mondial
et du tourisme au parc national de Lopé-Okanda, Gabon



Vue sur le mont Brazza.

© jbdodane

Te m'appelle Prosper-Prost Ntoutoume Mba, actuellement conservateur adjoint chargé du patrimoine mondial et du tourisme au parc national de Lopé-Okanda au Gabon, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial sous le nom de « Écosystème et paysage culturel relique de Lopé-Okanda » en 2007. Il est qualifié de mixte (nature/culture) du fait de ses remarquables paysages de forêts-savanes illustrant des processus écologiques et biologiques d'adaptation des espèces et des habitats aux changements climatiques postglaciaires, ainsi que de ses nombreux vestiges de cultures passées. Il présente une interface inhabituelle avec une forêt tropicale bien conservée et un milieu de savane relique abritant un large éventail d'habitats et d'espèces, dont certains grands mammifères en voie de disparition (par exemples, les éléphants de forêt). Regroupant des sites datant du néolithique et de l'âge du fer et incluant des vestiges d'œuvres d'art rupestre, il est également le reflet d'un axe migratoire majeur qui a façonné le développement de toute l'Afrique subsaharienne.

Je suis titulaire d'un master en archéologie, d'un autre master en sciences environnementales et en gestion forestière.

Avant de travailler pour l'Agence nationale des parcs nationaux, j'avais le statut de consultant, œuvrant pour la valorisation du patrimoine archéologique dans les parcs nationaux, dans le but d'insérer les sites archéologiques d'importance dans les produits touristiques offerts.

J'ai débuté dans le parc national de Loango, à l'Ouest du pays, en août 2008. J'ai essentiellement travaillé à valoriser le site néolithique de Tassi qui a révélé détenir plusieurs poteries aux décors exceptionnels, ainsi que celui d'Izango, contenant des éléments de preuves des premiers contacts avec le monde occidental. Une vitrine contenant des vestiges les plus parlant de cette région a été créée et placée dans le hall principal du restaurant de Loango Lodge.

C'est grâce à l'Initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique centrale (CAWHFI), mise en œuvre par le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et financée par l'Union européenne, que j'intègre entièrement l'Agence nationale des parcs nationaux, en janvier 2017.



Prosper-Prost Ntoutoume Mba.

© Prosper-Prost Ntoutoume Mba

D'abord en qualité d'assistant technique de CAWHFI, puis quatre mois plus tard, en tant que conservateur adjoint chargé du patrimoine mondial et tourisme. Dans le cadre de ce projet, j'ai été amené à contribuer à diverses activités de recherche qui ont permis de dater des outils de pierre taillée. Les résultats préliminaires obtenus montrent que ces outils datent d'au moins 620 000 ans et au plus de 850 000 ans, représentant ainsi la plus vieille preuve de la présence humaine dans le bassin du Congo en Afrique centrale atlantique. Ces résultats attestent donc d'une formidable avancée dans notre connaissance de l'évolution de nos ancêtres qui pourraient non seulement bouleverser les modèles établis sur l'histoire de nos origines, mais également contribuer à une meilleure compréhension des changements climatiques anciens.

Valoriser le patrimoine culturel et archéologique du bien n'est pas une tâche facile. Réunir les différents acteurs et expliquer les objectifs et les exigences de la Convention du patrimoine mondial de 1972 a été la première activité à mener pour asseoir le projet. Le parc national de Lopé-Okanda a cette particularité d'englober des communautés villageoises fixes, une dizaine de villages localisés dans le parc ainsi que sa zone tampon. L'une des activités phares

du projet CAWHFI était la réhabilitation de l'éco-musée et la délimitation physique des ensembles historiques, zones à haute importance historique et archéologique. Mais certains des ensembles sont à proximité des zones villageoises. Dans certains cas, lesdits ensembles font partie des « terroirs villageois » (zones d'activités autorisées aux communautés). Il nous a fallu, dans un premier temps, organiser des discussions avec ces communautés sur le statut de ces zones protégées et des activités qui devaient désormais s'y mener. Une signalétique visuelle au moyen de panneaux et plaquettes allait être posée afin d'augmenter la visibilité du parc, ainsi que l'identification de ces zones protégées. Ces échanges ont permis à nos équipes de se mettre sur le terrain, après avoir donné assez d'explications sur les zones d'ombre existantes.

Le travail sur le terrain est très intéressant. La planification des activités se fait à titre indicatif, car les priorités exigées par les besoins sur le terrain, les urgences des communautés ou les impératifs de protection viennent souvent perturber le programme de travail établi. Sur un site comme le nôtre, nos sens sont toujours en éveil, car il y a beaucoup de trafic, avec la route nationale et la voie

ferrée qui le traversent. Il faut veiller à ce que les différents usagers n'impactent pas négativement la valeur universelle exceptionnelle. Les équipes sont envoyées en forêt pour des missions de patrouilles pédestres qui peuvent durer entre 15 et 21 jours. Elles vont collecter des données qui seront par la suite analysées pour mieux orienter les efforts de conservation et connaître les besoins de la communauté.

Les journées d'un gestionnaire ne se ressemblent pas, car chacune a ses propres défis. Mais généralement, la journée commence par le rassemblement des agents présents à la place d'armes. Levée des couleurs, rappelle de certaines consignes ou observations, répartition des tâches et communication du programme d'activités du jour. Ensuite, chacun s'active pour sa mission. Pour les gestionnaires, c'est le moment de vérifier les courriels, afin de traiter les messages urgents. Selon les situations, il s'ensuit une sortie sur le terrain pour les besoins pratiques, ou alors nous continuons de faire de l'administration. Sur le terrain, il peut s'agir de rencontrer certaines personnes des communautés pour échanger avec elles, établir des constats de dévastation, ou simplement faire de la sensibilisation auprès de certaines communautés, d'autres usagers ou des partenaires.



L'écoparc du parc national de la Lopé-Okanda a réouvert ses portes le 5 février 2021.

© ANPN / Richard Ostisly

Dans le cas du parc national de Lopé-Okanda, les difficultés ne manquent pas. En effet, les voies de communication ne le sont que de nom. Les pistes sont fortement dégradées par les érosions, créant ainsi de grandes ornières qui transforment la piste en véritable parcours du combattant. Ces ornières quant à elles, vont causer plus tard des bourbiers. Il s'agit de zones à risque pour la circulation. Ces bourbiers constituent de véritables cauchemars pour les usagers. La logistique, essentiellement les véhicules, ne résistent pas dans de telles conditions et les pannes sont récurrentes.

Les véhicules sont très sollicités, aussi bien dans les missions de sécurité du parc, mais également pour les besoins de la communauté à se rendre dans les champs ou autres besoins.

Cependant, la beauté des paysages, la proximité avec des espèces animales rend le travail moins pénible. Chaque journée est un nouvel apprentissage. Accompagner les communautés villageoises dans un processus de développement, tout en préservant les différents écosystèmes est une expérience extraordinaire. La sécurisation du parc et de ses occupants est une priorité. S'améliorer, adapter les stratégies aux réalités du terrain, considérer la place majeure que jouent les communautés et les peuples autochtones est une œuvre particulière. Valoriser les savoirs traditionnels et culturels de ces peuples afin d'affirmer leur identité est une mission importante. De même que continuer les recherches archéologiques, mettre au jour les preuves de présence humaine en ces lieux est capital et procure un sentiment de satisfaction. En mettant en avant les savoirs et les cultures locales, nous assurons la préservation de l'identité propre de ces peuples, car leurs descendants recevront un savoir à partir des efforts que nous déployons.

Lorsque la nuit tombe sur le parc, nous ne nous reposons pas, car nous savons qu'il peut y avoir une urgence de terrain et nous devons être en mesure d'y répondre. Toutefois, en arrivant au bout de nos activités de la journée, la phrase : « Demain est un autre jour » nous vient à l'esprit. 🌀



Dans le cadre du CAWHFI, le Centre du patrimoine mondial a soutenu diverses activités de sensibilisation auprès des communautés locales.

© Prosper-Prost Ntoutoume Mba



L'Ogooué est le principal fleuve du Gabon.

© jbdodane

Byblos et la COVID-19

Tania Zaven
Directrice régionale du nord du Mont Liban/Byblos
Ministère de la culture libanais/Direction générale des antiquités

Byblos (Liban) a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en 1984.

© Ministère de la culture/Direction générale des antiquités, Liban





Château médiéval de Byblos.

© G Travels

Fondée il y a quelque 8 900 ans, Byblos, au Liban, est l'une des plus anciennes villes au monde qui a été continuellement habitée.

Située à 40 km au nord de Beyrouth, au carrefour de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, Byblos est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1984.

La ville est directement et concrètement associée à des œuvres littéraires d'une importance universelle exceptionnelle. La plus ancienne et la plus complète inscription en écriture phénicienne, origine de l'alphabet occidental, a été découverte sur le sarcophage du roi Ahiaram de Byblos. Ce sarcophage, qui date du ^xe siècle avant J.-C., est exposé au Musée national de Beyrouth.

En réponse à la crise de COVID-19 et au cours des nombreux confinements qui ont eu lieu tout au long de l'année, la Direction générale des antiquités (DGA) a fermé tous les sites archéologiques et les musées, dont celui de Byblos, à l'accès du public. Les sites ont été surveillés en permanence par des gardiens.

Le premier confinement a commencé le 15 mars et a duré trois mois. Immédiatement, la nature a repris ses droits, entourant le château de Gibelet de fleurs sauvages et de marguerites. L'arrivée du printemps a fait renaître une magnifique flore locale en l'absence de toute pollution. Fin avril, cependant, la végétation a commencé à menacer le site archéologique, ce qui nous a fait craindre pour la sécurité des anciennes structures. En conséquence, les archéologues et les ouvriers ont alterné les équipes sur le site pour surveiller et désherber manuellement la végétation étendue. De plus, des travaux de réhabilitation essentiels ont été relancés avec un personnel limité. La mise en œuvre des mesures de sécurité requises n'a pas été une



Tania Zaven.

© Tania Zaven

tâche facile. Nous avons dû gérer avec soin les horaires individuels en fonction des calendriers officiels afin de maintenir le site pendant les périodes de fermeture et l'interruption des services réguliers. En outre, notre travail de base, qui comprend les inspections et la prévention des fouilles illicites, a continué à être interrompu.

Entre-temps, le projet de gestion de la végétation de Byblos, qui a été lancé en 2018 en collaboration avec le Centre de conservation de la nature (NCC) de l'Université américaine de Beyrouth (AUB), était toujours

en cours. L'aménagement paysager du site archéologique de Byblos est essentiel pour protéger le patrimoine botanique et culturel.

Pendant le confinement, les citoyens locaux n'étaient autorisés à entrer sur le site que tôt le matin. Byblos était considéré comme un refuge sûr pour la pratique du yoga, du jogging et de la méditation. Elle offrait également un certain réconfort face à la sinistre réalité libanaise, puisqu'en plus de la pandémie en cours, nous étions et sommes toujours confrontés à la pire crise économique que le pays n'ait jamais connue. L'inflation qui en a résulté a rendu impossible la reprise de tous les travaux de réhabilitation prévus sur place.

Le 22 juin, tous les sites archéologiques et les musées ont rouvert leurs portes. Les visiteurs de Byblos sont tenus de faire vérifier leur température à l'entrée du site, et la distanciation sociale et le port de masques sont obligatoires. Une solution hydroalcoolique est disponible dans le musée et à l'entrée du site.

Parmi les solutions innovantes proposées pour la reprise post-pandémique, de nombreuses activités ont été initiées, gratuitement, sur le site et dans la vieille ville. En collaboration avec la municipalité de Byblos, des cours de yoga sont proposés dans le vieux port, sur le front de mer, au lever et au coucher du soleil. Parmi les autres



Byblos a été fermé au public pendant les nombreux confinements. Aujourd'hui, les visites sur place sont réservées à de petits groupes.

© Pablo Gonzalez

activités, citons des expositions d'art et de la gymnastique sur la voie romaine, un cinéma en plein air dans le parking municipal à côté du mur d'enceinte médiéval de la ville, et la création d'une piste spéciale le long de la périphérie de la vieille ville avec des vélos publics mis à disposition. Fin juillet, un concert sans public dans le port historique a été diffusé en direct sur les chaînes de télévision locales. En outre, une application mobile, « Visit Byblos/Jbeil », a été créée en collaboration avec la municipalité de Byblos, le département de l'Aude en France et l'ONG locale Biladi. Elle est disponible en téléchargement, rendant la vieille ville historique et le site archéologique accessibles virtuellement aux visiteurs.

En raison de la fermeture prolongée de l'aéroport et de sa réouverture lente et limitée, notre objectif actuel est de promouvoir et d'encourager le tourisme local pour qu'il se tourne vers le patrimoine naturel, rural, culturel et immatériel.

Pendant les périodes de confinement, les archéologues travaillant avec les ingénieurs informatiques de la DGA ont créé des visites virtuelles de tous les sites et musées du Liban, en collaboration avec le bureau régional de l'UNESCO à Beyrouth. L'application, qui est encore en cours de réalisation, représente certainement une méthode qui peut être utilisée pour promouvoir le Liban et offrir une façon de découvrir le pays à travers les circuits culturels et archéologiques de tous les sites majeurs et secondaires. La DGA a collaboré avec le Centre de conservation de la nature de l'AUB pour développer une autre application appelée « Daskara », qui signifie « village authentique » en arabe. Il s'agit d'un guide qui permet de connaître et aussi d'apporter des informations sur tous les sites culturels et naturels, ainsi que sur les activités de chaque village, et de s'engager dans la conservation de la nature et la préservation du patrimoine. Autre nouveauté, un sentier a été créé dans l'arrière-pays de Byblos avec l'Association pour la protection de Jabal Moussa, appelé « Adonis Tour ». Le sentier longe la vallée de Nahr Ibrahim, en passant par de nombreux temples romains, des

maisons d'hôtes, des villages historiques et la réserve naturelle de biosphère de Jabal Moussa de l'UNESCO, jusqu'à la côte de Byblos et au site d'Afqa, à 1 250 m d'altitude.

La DGA travaille en outre en partenariat avec l'Université libano-américaine (LAU) sur un projet intitulé « I Heritage: ICT Mediterranean Platform for UNESCO Cultural Heritage » avec le programme ENI CBC Mediterranean Sea Basin, financé par l'Union européenne. Ce projet utilisera les dernières TIC innovantes, telles que la réalité augmentée et virtuelle, pour permettre de visiter Byblos autrement. Des excursions en réalité virtuelle, des reconstructions archéologiques virtuelles et des salles et cabines de réalité virtuelle sur site avec des images holographiques seront mises au point, ainsi qu'un inventaire du patrimoine culturel immatériel conformément à la Convention de l'UNESCO de 2003.

Les touristes qui ont visité le Liban dans le passé venaient principalement d'Europe. Aujourd'hui, les visites sur place sont réservées à de petits groupes. Notre concept traditionnel du tourisme doit changer face à la nouvelle réalité, que nous devons accepter et gérer.

Le tourisme virtuel va sans aucun doute être la nouvelle tendance. De nouveaux emplois finiront par être créés, principalement liés à la programmation et à la gestion du patrimoine. Les nouvelles activités culturelles innovantes au sein des sites archéologiques sont une occasion de promouvoir la culture et d'aider les communautés locales. Elles permettront également de soutenir les artistes et les artisans, le segment de l'industrie culturelle créative (ICC) du pays, le plus durement touché en ces temps difficiles, notamment après l'explosion désastreuse survenue à Beyrouth le 4 août dernier.

Au cours des siècles, Byblos et le Liban ont survécu à de nombreuses catastrophes. Il est maintenant de notre devoir de veiller à ce que ni la pandémie de COVID-19 ni les crises économiques et nationales ne détruisent notre patrimoine culturel. C'est le fondement essentiel sur lequel nous pouvons reconstruire notre pays. 🌱



Les Açores, désignées patrimoine mondial culturel de l'UNESCO et réserves de biosphère en raison de leurs contributions extrêmement importantes à l'humanité et de leur exemple de développement durable, se vantent de cinq siècles de riche culture atlantique, nourrie dans un environnement humain chaleureux et hospitalier.



La ville d'Angra do Heroísmo, deux fois la capitale du Portugal, a assumé un rôle important en tant que première ville atlantique européenne, développée pour élargir les horizons du pays à l'ère des grandes exploration. En 1983, la ville a été reconnue comme site du patrimoine mondial par l'UNESCO, compte tenu de la construction de la ville autour de sa baie et surtout de sa contribution à la découverte du Nouveau Monde. Angra do Heroísmo est directement et matériellement associée à un événement ayant une signification historique universelle : l'exploration maritime qui permet les échanges entre les grandes civilisations du monde.

Le Paysage viticole de l'île du Pico a également été inscrit comme site du patrimoine mondial en 2004. Il constitue un exemple remarquable de l'adaptation de pratiques agricoles au contexte difficile d'une région isolée. Des vignobles ont été plantés et continuent d'être plantés dans de petites parcelles sans sol (appelées localement *currais*), un vaste système de petits champs, ainsi que des bâtiments (manoirs, caves, entrepôts, maisons conventionnelles et églises), routes et puits, ports et les rampes, sont gérés sous un régime conçu pour assurer la viabilité économique et la durabilité, ainsi que pour maintenir les techniques agricoles traditionnelles. Le patrimoine des Açores nous ramène dans le temps, dans la mémoire et dans l'histoire, et a toujours laissé son empreinte sur le peuple des Açores.



Forum

Situé dans l'Océan Indien, l'Atoll d'Aldabra est un exemple exceptionnel d'atoll corallien. En raison des difficultés d'accès et de l'isolement, Aldabra a été préservé de l'influence humaine dans sa plus grande partie. Aldabra est l'un des plus grands atolls du monde et renferme l'un des habitats naturels les plus importants pour l'étude des processus écologiques et de l'évolution.

Jeremy Raguain partage son expérience sur le projet Aldabra Clean Up qui lutte contre le problème de la pollution plastique marine par l'action, l'éducation et la recherche.

Voir page **50**

Entretien

Page **50**

Organisations consultatives Page **58**

Conventions

Page **62**

Aldabra Atoll (Seychelles)

© Jeremy Raguain

Jeremy Raguain

Atoll d'Aldabra et Vallée de Mai (Seychelles)

Patrimoine Mondial : Que faites-vous ?

Jeremy Raguain (JR) : En tant que coordinateur de la communication et de la sensibilisation de la Fondation des îles Seychelles (Seychelles Islands Foundation, SIF), je protège principalement les sites du patrimoine mondial des Seychelles en mettant les personnes du quotidien en contact avec leur patrimoine naturel et notre travail de conservation. Enfin, je m'efforce de sensibiliser les gens aux valeurs universelles exceptionnelles d'Aldabra et de la Vallée de Mai par le biais de médias sociaux, de bulletins d'information, de communiqués de presse, de films et d'événements et activités en personne ou virtuels.

Les deux sites, en particulier Aldabra, étant si éloignés, il peut être difficile de faire en sorte que les gens s'y intéressent. C'est pourquoi il est essentiel d'informer le grand public, nos partisans et les parties prenantes concernées de notre travail de protection. En sensibilisant le public au braconnage, aux espèces envahissantes, à la pollution et à la crise climatique, j'aide SIF à s'attaquer aux problèmes qui touchent non seulement les sites qu'elle gère, mais aussi d'autres zones protégées aux Seychelles et des sites du patrimoine mondial dans le monde entier.

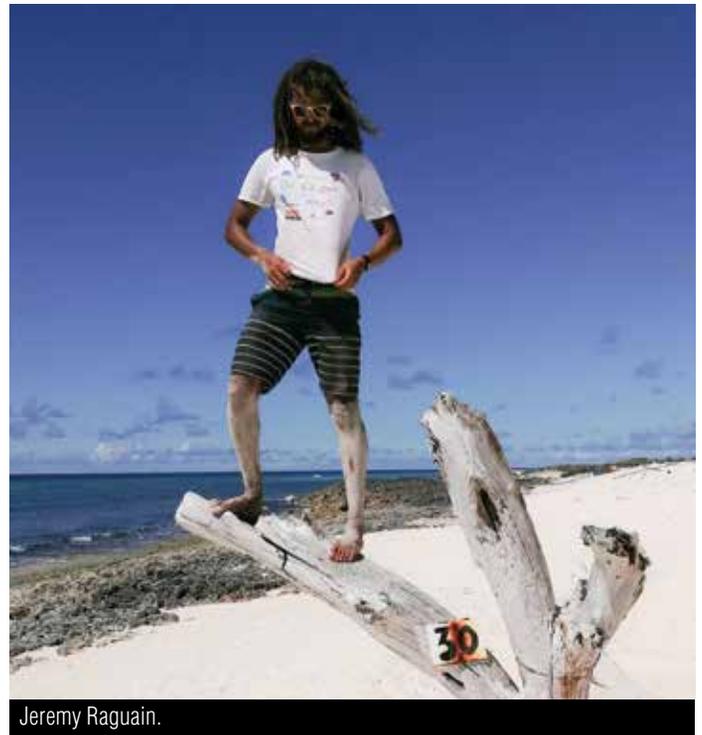
En plus de la communication, je participe aux décisions de gestion, à la coordination des projets et à la biosécurité.

Avant de prendre mes fonctions actuelles en juillet 2020, j'étais responsable du projet Inva'Ziles du SIF, qui a permis de mettre au point de nouvelles méthodes de contrôle des espèces envahissantes dans la Vallée de Mai, et du projet de nettoyage d'Aldabra, qui s'attaque à la pollution marine par le plastique sur l'atoll. En 2019, nous avons non seulement éliminé plus de 25 tonnes de pollution plastique, mais nous avons également fait des progrès importants dans la lutte contre ce problème mondial. Co-diriger le projet de nettoyage d'Aldabra a été l'une de mes plus grandes réalisations jusqu'à présent.

PM : Comment avez-vous été impliqué dans ce travail ?

JR : J'ai commencé à travailler avec SIF en 2013 en tant que stagiaire assistant de recherche sur le terrain, basé sur Aldabra pendant sept mois, après avoir terminé mon bac. Je me suis retrouvé à travailler sur un lieu que le temps avait oublié, et cela a changé ma vie pour toujours. J'ai poursuivi mes études en vue d'obtenir un double diplôme en relations internationales et en sciences de l'environnement, puis je suis revenue à SIF en tant que responsable de projet au siège de la Fondation pour les relations internationales. Mon parcours universitaire me sert bien. J'ai pu combiner ma passion pour ces deux domaines dans la protection du patrimoine mondial.

En prenant en charge le projet de nettoyage d'Aldabra en avril 2018, je me suis trouvé habilité à m'attaquer à un problème que je pensais insoluble. En 2013, j'avais vu de grandes quantités d'engins fantômes



Jeremy Raguain.

© Jeremy Raguain

(équipements de pêche rejetés et perdus : bouées, filets, cordes et dispositifs de concentration du poisson), d'articles de consommation tels que des tongs, des briquets, des bouteilles en PET et bien d'autres choses encore. En 2018, en formant une équipe d'étudiants bénévoles seychellois et d'Oxford, je n'aurais jamais pensé collecter plus de 200 000 dollars en moins d'un an, que nous toucherions des millions de personnes et que nous retraiterions une quantité importante des déchets collectés, tout en publiant des résultats scientifiques ayant des implications politiques pour Aldabra et la région.

PM : Pourquoi avez-vous choisi ce travail ?

JR : Le fait d'avoir eu cette chance rare et si tôt dans ma vie d'explorer Aldabra a eu un impact définitif sur ce que j'ai décidé comme étant important pour moi : vivre dans un monde stable, prospère et beau, uniquement possible avec un environnement qui peut non seulement survivre aux humains, mais aussi prospérer avec nous comme gardiens. En voyant ce qui se trouve sur Aldabra, vous savez ce qui manque ailleurs aux Seychelles et dans le reste du monde. Vous réalisez rapidement que vous avez le choix entre contribuer à sa protection ou poursuivre une « vie normale ». Je pense qu'en grandissant, en tant que fils d'agriculteur et d'artiste, en étant à l'extérieur et en aimant la nature, je m'engage à faire en sorte que d'autres aient la chance que j'ai eue de découvrir la faune et la flore.

PM : Qu'aimez-vous dans votre travail ?

JR : Apprendre le plus possible sur ces deux sites d'une valeur exceptionnelle est une formidable opportunité, et être lié à d'autres sites naturels du patrimoine mondial et à des zones protégées est extrêmement encourageant. Voir comment la société a besoin de



Équipe coupant les cordes de pêche à déplacer.

© Sam Ramkalawan

ces lieux et les services écosystémiques qu'ils fournissent est d'un grand intérêt pour moi. Par-dessus tout, j'aime travailler avec des gens qui ont la même passion et la même détermination. Faire partie d'une équipe qui s'étend sur plusieurs îles et dans une communauté mondiale plus large est merveilleux.

En pensant spécifiquement à codiriger le projet de nettoyage d'Aldabra, il n'est pas facile, physiquement ou mentalement, de continuer à collecter des déchets pendant cinq semaines sur ce qui devrait être un site vierge du patrimoine mondial, d'autant plus que la pollution s'étend sur le rivage et que les conditions sont difficiles. Mais avec une équipe qui veille les uns sur les autres, qui rit et qui trouve des moyens de s'adapter, tout est possible..

PM : Quelle est la partie la plus difficile de votre travail ?

JR : Contribuer à la protection de deux sites du patrimoine mondial tout en s'engageant activement pour faire progresser la conservation et la recherche aux Seychelles est exigeant. De nombreux problèmes menacent ces sites et le reste de l'environnement naturel. Il peut être très difficile de s'attaquer simultanément à plusieurs problèmes tout en conciliant des intérêts divergents et en trouvant les ressources et le soutien appropriés. Cette situation et les multiples menaces qui existent hors du contrôle des Seychelles, telles que la crise climatique, font qu'il est difficile de rester toujours optimiste.

PM : En quoi ce travail vous a-t-il surpris ?

JR : En travaillant avec SIF pour protéger le patrimoine mondial, j'ai été surpris par le soutien politique et public que l'on peut obtenir pour des questions clés. Vous pouvez voir que les gens prennent au sérieux la désignation d'un site du patrimoine mondial de l'UNESCO.

De tels endroits sont appréciés par ceux qui n'en ont visité qu'une seule fois ou qui n'en ont qu'entendu parler. C'est extraordinaire et encourageant. Le soutien apporté par la population, le secteur privé et le gouvernement des Seychelles ainsi que par les partenaires internationaux est essentiel pour le succès, mais il n'est pas garanti et il est extrêmement émouvant.

PM : Que voulez-vous faire connaître aux gens sur vos sites du patrimoine mondial ?

JR : L'atoll d'Aldabra et la Vallée de Mai ont tous deux un intérêt spécial et méritent d'être protégés à part entière. En outre, ils jouent un rôle énorme dans la prospérité et le bien-être de communautés entières et de la région. Je veux que les gens sachent que ces deux sites sont des cadeaux des Seychelles à l'humanité, des endroits que, en tant que petit État insulaire en développement avec de nombreuses priorités et pressions différentes, nous avons décidé de protéger au lieu de développer. Nous avons besoin que d'autres, en particulier les pays du Nord et les nouveaux États industrialisés, mettent en place des mesures juridiquement contraignantes pour atténuer les effets de la crise climatique et nous aider à nous adapter. Le problème mondial de la pollution marine par les plastiques montre de façon frappante et indéniable comment les moins responsables, comme Aldabra, sont les plus vulnérables aux actions de ces États beaucoup plus grands. Refuser les articles en plastique à usage unique, remettre en question votre gouvernement et faire pression sur vos entreprises pour qu'elles fassent mieux a un impact positif sur des endroits que vous ne visiterez peut-être jamais, mais dont vous avez besoin d'une manière que vous n'envisagez peut-être pas vraiment. ☺

Christina Sinclair

La Vieille et la Nouvelle ville d'Édimbourg (Royaume-Uni)

Patrimoine Mondial :

Que faites-vous pour protéger le patrimoine mondial ?

Christina Sinclair (CS) : Je suis la Directrice du patrimoine mondial d'Édimbourg et experte en environnement bâti au Design Council. Le « Edinburgh World Heritage » est une organisation caritative indépendante qui vise à garantir que le statut de patrimoine mondial de la ville profite à tous. Nous voulons que tout un chacun soit en contact avec son patrimoine dans tout ce que nous faisons : par la conservation des bâtiments et des espaces historiques, un travail d'engagement significatif, la fourniture de solutions à l'urgence climatique et l'intégration du patrimoine dans la bonne gestion de la ville. Pour ne citer que quelques exemples actuels, nous travaillons sur une série de projets traditionnels de conservation et de réparation, un projet de rénovation de l'efficacité énergétique, le soutien aux entreprises locales par la restauration de vitrines et le développement d'un projet visant à atteindre les communautés mal desservies par le secteur du patrimoine.

PM : Comment vous êtes-vous impliquée dans le travail sur le patrimoine ?

CS : J'ai étudié l'architecture à Édimbourg, et la beauté de ses couches d'histoire m'a inspiré à devenir une professionnelle du patrimoine. J'ai ensuite obtenu un master en conservation urbaine européenne et, depuis, je m'occupe de gérer positivement le changement dans l'environnement historique, dans les secteurs public, privé et caritatif. Boucler la boucle, revenir à la ville qui m'a inspirée au départ, est vraiment passionnant pour moi, tant sur le plan personnel que professionnel. En travaillant avec la fantastique équipe du patrimoine mondial d'Édimbourg, je me réjouis de pouvoir mettre au service de la ville mon expérience en matière d'architecture, de gestion du développement, de gestion de projets et de collaboration, axée sur le patrimoine.

PM : Pourquoi avez-vous choisi ce travail ?

CS : Je suis passionnée par la valeur du patrimoine. Une fois perdu, il est irremplaçable, et il a tant à nous offrir. Il peut nous aider à comprendre et à confronter nos histoires contestées, aider nos entreprises à prospérer et contribuer énormément à notre sentiment de bien-être et de connexion.

PM : Qu'est-ce que vous aimez dans votre travail ?

CS : La protection du patrimoine est un défi en soi, et toujours passionnant. Ce qui fait la spécificité de chaque site est unique, tout comme le contexte dans lequel il fonctionne : la solution doit donc toujours être adaptée. C'est pourquoi un bon résultat exige de l'engagement, de la créativité et du pragmatisme. Il est



Christina Sinclair.

© Edinburgh World Heritage

extrêmement gratifiant de pouvoir y parvenir au sein d'une équipe vraiment passionnée.

PM : Quelle est la partie la plus difficile de votre travail ?

CS : Il est très difficile de surmonter les idées préconçues erronées sur le patrimoine et les organisations patrimoniales. Beaucoup de gens pensent que « le patrimoine veille seul sur ses propres intérêts », ce qui n'est pas le cas. Sa gestion nécessite des ressources, des compétences et un effort concerté. Beaucoup pensent aussi qu'il appartient à « une niche » ou est sans intérêt, et n'apprécient pas à quel point il contribue à l'économie, à l'environnement et aux facteurs sociaux. Ces idées préconçues peuvent rendre la tâche difficile et limiter le potentiel du patrimoine à améliorer réellement la qualité de vie des gens. C'est pourquoi nous nous efforçons de faire tomber les barrières et d'apporter une plus grande valeur ajoutée au public dans tout ce que nous faisons. En ce moment, nous soutenons le conseil municipal d'Édimbourg dans l'intégration du patrimoine, en appuyant sa gestion stratégique de la ville historique et en le conseillant sur les principaux développements de la ville.

PM : En quoi ce travail vous a-t-il surpris ?

CS : J'occupe depuis quelques mois le poste de directrice du patrimoine mondial d'Édimbourg, et revenir dans la ville en tant que professionnelle expérimentée du patrimoine est intéressant en soi. Je découvre à quel point l'expérience que nous avons avec un lieu historique est influencée par la nature de notre engagement avec lui : notre rôle, nos responsabilités et nos expériences.



Vieille ville et Nouvelle ville d'Édimbourg (Royaume-Uni).

© Anthony Ashley from Pixabay

PM : Qu'aimeriez-vous que les gens sachent à propos de votre site du patrimoine mondial ?

CS : Le site du patrimoine mondial de la Vieille et de la Nouvelle ville d'Édimbourg est non seulement d'une beauté étonnante et d'une importance culturelle internationale, mais il est également

essentiel pour l'économie, le bien-être social et les aspirations environnementales de la ville. Et pour protéger et tirer le meilleur parti de ces nombreuses valeurs, le patrimoine mondial d'Édimbourg et ses partenaires ont besoin du financement, du soutien et de l'engagement de ceux qui apprécient ou bénéficient des avantages qu'offre cette ville fantastique. 🌐

George Tauika Rennell Est (Îles Salomon)

Patrimoine Mondial :

Que faites-vous ?

George Tauika (GT) : Mon travail en tant que président de l'Association du site du patrimoine mondial du lac Tegano est stipulé dans notre constitution, mais mon travail principal consiste essentiellement à veiller à ce que les habitants de Rennell Est soient heureux de s'occuper de notre valeur universelle exceptionnelle. Ensuite, il s'agit de renforcer notre partenariat de travail avec le gouvernement national et d'autres acteurs clés.

Le christianisme est arrivé sur notre île en 1938, et dans les années 1960, la plupart de nos habitants recevaient une éducation formelle. À l'époque, les navires atteignaient rarement notre île.

Nos ancêtres ont réalisé l'importance de dépendre de l'environnement pour survivre et ils ont veillé à l'environnement naturellement, sans connaître la valeur scientifique universelle exceptionnelle de Rennell Est.

Dans les années 1970, une compagnie minière a prospecté notre île et y a trouvé un important gisement de phosphates et de bauxite. Elle a essayé d'attirer le Conseil des chefs de Rennell Est pour qu'il s'implique dans ce développement, mais il a refusé et s'est fortement opposé à cette proposition. Rennell Ouest s'est effectivement impliqué dans les perspectives minières à l'époque. Les familles en ont bénéficié et de nouvelles routes ont été construites.

Avant que nous ne soyons inscrits au patrimoine mondial, notre conseil des chefs de Rennell Est et les dirigeants de la communauté ont établi des règles et des règlements pour protéger Rennell Est.

Le site du patrimoine mondial de Rennell Est est toujours intact, non pas grâce à la législation gouvernementale, mais grâce à nos normes traditionnelles qui protègent notre lieu d'un développement destructeur.

En tant que président, je travaille en étroite collaboration avec le conseil des chefs de Rennell Est, les dirigeants de la communauté, les jeunes et les femmes en organisant des réunions pour veiller à ce que les habitants de Rennell Est soient bien informés de tout développement dans notre site du patrimoine mondial.

PM : Comment avez-vous été impliqué dans ce travail ?

GT : Je suis enseignant de profession et je travaille bénévolement à l'organisation de réunions avec nos communautés et à l'harmonisation du travail des agents de coordination.

PM : Pourquoi avez-vous choisi ce travail ?

GT : En fait, je n'ai pas choisi ce travail, j'ai été élu par les communautés pour occuper ce poste. Malgré un minimum de soutien financier de la part de notre gouvernement national, je continue à dire à mes concitoyens de protéger notre site naturel du patrimoine mondial.



George Tauika.

© Lake Tegano World Heritage Site Association



Enfants à East Rennell (Îles Salomon).

© UNESCO

PM : Qu'est-ce que vous aimez dans votre travail ?

GT : Actuellement, les habitants de Rennell Est ont des idées mitigées sur le fait d'être un site du patrimoine mondial, car nous avons peu de soutien. C'est ma passion de m'occuper de notre site naturel. Avec peu de soutien, j'essaie toujours de faire en sorte que les habitants de Rennell Est bénéficient d'une aide concrète. Ils seront alors heureux de s'occuper de la valeur universelle exceptionnelle de Rennell Est.

PM : Quelle est la partie la plus difficile de votre travail ?

GT : Le plus difficile est d'obtenir un soutien suffisant de la part du gouvernement national et d'autres partenaires potentiels. Gérer le site du patrimoine mondial sans aucune ressource est très difficile. Maintenant, il est vraiment difficile de convaincre les gens de discuter de ce programme du patrimoine mondial avec peu de preuves de ses avantages. Ce n'est pas un travail rémunéré, nous n'avons pas de bureau, pas d'accès internet fiable, etc.

Les gens ont beaucoup de mal à gagner de l'argent pour payer les frais de scolarité et autres nécessités. Ils s'interrogent sur la protection du site sans soutien adéquat. Lors de nos réunions, ils me demandent : « Quel est l'intérêt de protéger ce site du patrimoine mondial ? »



Une des caractéristiques principales de l'île est le lac Tegano, ancien lagon de l'atoll.

© UNESCO / Robbert Casier

PM : En quoi ce travail vous a-t-il surpris ?

GT : Ce qui m'étonne, c'est que depuis 1998, date à laquelle nous avons obtenu le statut de patrimoine mondial, notre site reste intact, mais la vie est effectivement dure et la cause principale est le changement climatique.

PM : Qu'aimeriez-vous que les gens sachent à propos de votre site du patrimoine mondial ?

GT : Rennell Est est vraiment isolé du reste du monde et c'est le plus petit site du patrimoine mondial. Notre environnement est naturellement magnifique et nos ressources marines sont encore intactes. Notre peuple accueille toujours les visiteurs avec des noix de coco sucrées.

Le lac Tegano à Rennell Est est le plus grand lac du Pacifique insulaire et la subsistance des habitants de Rennell Est en dépend

fortement. Notre environnement est très vulnérable à tout développement comme l'exploitation forestière et minière, qui se déroule actuellement juste à la frontière de Rennell Est. Notre avenir est très important, c'est pourquoi Rennell Est doit être bien géré pour que nos enfants continuent à profiter de la vie que nous menons.

Si notre lac Tegano est pollué, alors nos futurs enfants seront à jamais pauvres et mendiants, ce qui est terrifiant à imaginer.

Nous sommes donc fiers d'être inscrits au patrimoine mondial, car cela nous relie au reste du monde. Tout ce que nous avons à faire, c'est de prendre soin de l'environnement et nous recevrons l'aide de la communauté internationale pour maintenir nos moyens de subsistance. L'exploitation forestière et minière de Rennell Ouest se termine maintenant, elle ne reçoit plus d'aide et les gens reprennent une vie normale, encore pire qu'avant.

Le financement de l'aide de la communauté internationale à Rennell Est n'est pas le problème. Ce qui importe, c'est que nous travaillions ensemble, et le renforcement de la bonne gouvernance est la clé. 🌀

Beverly Wade, Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize

Patrimoine Mondial :

Que faites-vous ?

Beverly Wade (BW) : Je suis l'Administratrice des pêches/point focal national pour le Département des pêches du Belize, Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize. La fonction principale du département de la pêche du Belize est de veiller à la gestion efficace du bien du patrimoine mondial. Cela permet de s'assurer que toutes les activités menées sur le site sont conformes à la législation sur la pêche, qui est axée sur la conservation et l'utilisation responsable de nos ressources marines. Deuxièmement, mon bureau joue un rôle important de coordination avec les parties prenantes et les autres organismes de réglementation pour s'assurer que les activités autres que la pêche sont menées d'une manière qui ne diminue pas la valeur universelle exceptionnelle du site.

Sur les sept groupes de sites qui constituent le bien du patrimoine mondial du Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize, quatre sont des réserves marines qui relèvent directement du mandat et de l'autorité du ministère de la pêche du Belize.

PM : Pourquoi avez-vous choisi ce travail ?

BW : J'ai toujours voué un grand amour à la mer et j'ai compris la nécessité d'une gestion efficace pour assurer la conservation et la viabilité à long terme de ses écosystèmes sensibles et de sa biodiversité. C'est un privilège de faire partie de l'équipe dont l'objectif est de veiller à ce que ce patrimoine soit préservé pour l'ensemble de l'humanité. L'une des plus grandes réalisations pour moi, tant sur le plan personnel que professionnel, a été de faire partie de l'équipe qui a réussi à mettre en place davantage de mesures pour aider à conserver la valeur universelle exceptionnelle de notre site, comme l'adoption de nouvelles réglementations pour la protection des mangroves et, globalement, le retrait de la propriété de la liste des sites en danger.

PM : Qu'est-ce que vous aimez dans votre travail ?

BW : J'aime avoir la possibilité de faire partie de l'équipe qui fait apprécier les caractéristiques spéciales et uniques de l'environnement marin du Belize. Et aussi la possibilité d'étendre la protection de notre système de barrière de corail du Belize. La récente expansion de la réserve marine de Sapodilla Cayes, l'une des désignations groupées au sein du bien du patrimoine mondial, a été une grande réussite pour le pays. Elle s'inscrit dans le cadre d'un engagement plus large du gouvernement du Belize visant à porter à 10 % le total des zones interdites à la pêche dans nos eaux territoriales, afin d'apporter la protection nécessaire à d'autres points chauds de la biodiversité et de renforcer la fonctionnalité et l'intégrité à long terme du système récifal.



Beverly Wade.

© BBRRS

PM : Quelle est la partie la plus difficile de votre travail ?

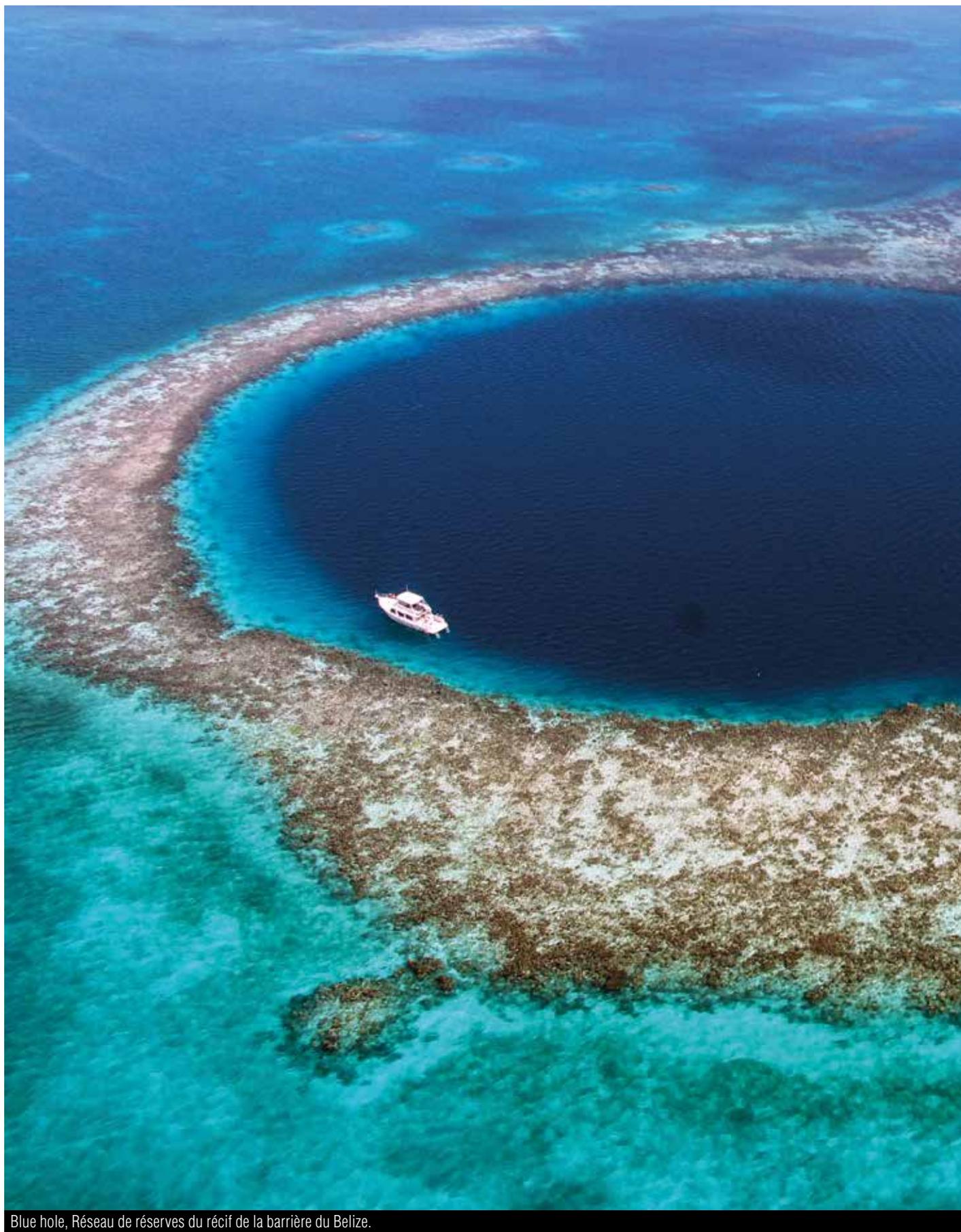
BW : Trouver un équilibre entre les besoins sociaux et les moyens de subsistance et la conservation.

PM : En quoi ce travail vous a-t-il surpris ?

BW : Une chose que ce travail m'a montré, c'est que malgré les conflits liés à l'utilisation des ressources sur les sites, il y a une appréciation générale et une volonté des parties prenantes de conserver l'intégrité naturelle des sites et de coexister.

PM : Que voudriez-vous que les gens sachent sur votre site du patrimoine mondial ?

BW : Malgré sa petite taille, le Belize abrite l'une des barrières coralliennes les plus complexes et uniques au monde. C'est un véritable patrimoine, non seulement pour son peuple mais pour toute l'humanité. 🌍



Blue hole, Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize.

© Seann McAuliffe

Renforcement des capacités : aider les gens à protéger le patrimoine

Eugene Jo
Responsable du Programme de leadership du patrimoine mondial
ICCROM, www.iccrom.org



Les gens créent le patrimoine, le valorisent et en prennent soin. Autant nous accordons de l'importance à la création du patrimoine et à l'identification de sa signification (les étapes qui mènent à l'inscription d'un site sur la Liste du patrimoine mondial), autant l'action de protection et de gestion d'un lieu patrimonial est véritablement le point central et l'objectif de la Convention du patrimoine mondial.

De nombreux rapports sur l'état de conservation sont produits et examinés chaque année par le Comité du patrimoine mondial. Ils révèlent que la grande majorité des facteurs qui affectent la conservation et la protection des sites du patrimoine mondial sont d'origine humaine, et que nombre d'entre eux découlent de problèmes de gestion. Il est donc crucial que les personnes qui agissent sur le patrimoine aient les connaissances et les capacités nécessaires

pour bien faire leur travail. Investir dans les personnes qui gèrent les lieux du patrimoine, afin de renforcer leurs capacités, est de loin le moyen le plus efficace et le plus durable de traiter la multitude de problèmes qui menacent la bonne conservation du patrimoine mondial dans le monde entier.

Le Programme de leadership du patrimoine mondial est un programme de renforcement des capacités découlant de cette reconnaissance, qui a débuté en 2016 et est mis en œuvre conjointement par l'ICCROM et l'UICN, en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et l'ICOMOS. Il s'agit d'un programme conçu pour agir sur la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités du patrimoine mondial adoptée par le Comité du patrimoine mondial en 2011. Les biens du patrimoine mondial étant des lieux protégés grâce aux efforts coordonnés de diverses personnes et

institutions impliquées dans un processus de collaboration, la stratégie souligne l'importance d'accroître et de renforcer les capacités des praticiens individuels, des organisations et des institutions, ainsi que des réseaux plus larges de communautés.

Le Programme de leadership vise à fournir des connaissances structurées pour la gestion du patrimoine, ainsi que des possibilités d'apprentissage, aux personnes de la communauté du patrimoine mondial. Il fonctionne selon le principe de changement de paradigme selon lequel la conservation du patrimoine est un processus participatif qui implique un large éventail de personnes, y compris des experts, des communautés locales et indigènes, des organismes nationaux et locaux et des praticiens de diverses disciplines qui peuvent contribuer à créer une compréhension plus holistique des complexités interdépendantes de la gestion d'un lieu.



Visite de la Ville ancienne de Sigiriya (Sri Lanka) lors du cours régional asiatique sur les personnes, la nature et la culture 2019 (PNC19).

© Felipe Echeverri



Melaka et George Town, villes historiques du détroit de Malacca (Malaisie).

© Eugene Jo

La nature et la culture comme inséparables

Il a déjà été reconnu que le patrimoine est le résultat du travail combiné de la nature et de la culture. Quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient, les éléments naturels et culturels d'un site sont indissociables et liés entre eux. Alors que dans le passé, les produits d'information et de connaissance concernant la gestion du patrimoine mondial étaient conçus séparément pour les domaines naturel et culturel, le programme sert désormais de pont pour relier les deux secteurs et établir une structure pour comprendre la gestion du patrimoine qui peut être applicable à des « lieux » qui ont des valeurs à la fois naturelles et culturelles, avec en toile de fond des contextes sociaux, environnementaux et économiques. L'engagement des gens reste un véritable défi dans de nombreux lieux patrimoniaux,

tandis que l'établissement d'un lien entre la nature et la culture se heurte à des obstacles réalistes, car les systèmes de protection institutionnelle et juridique ont souvent été mis en place séparément.

Le programme est spécifiquement axé sur la production d'un large éventail de produits de connaissance pour la gestion du patrimoine, sur la base de mises à jour des ressources existantes. Le premier de ces nouveaux produits est un manuel de gestion intégrée du patrimoine mondial, fusionnant les deux manuels de ressources existants, « Gérer le patrimoine mondial naturel » (2012) et « Gérer le patrimoine mondial culturel » (2013), qui ont été publiés séparément.

Le nouveau manuel exposera les bases de ce qui constitue un lieu patrimonial et soulignera l'importance de comprendre la relation entre le patrimoine et la société. Il

s'agit de s'assurer qu'un terrain d'entente est établi pour comprendre pourquoi le lieu est important et pour qui. De nombreux progrès ont été réalisés dans la compréhension des différentes modalités de gouvernance pour la gestion du patrimoine dans le secteur de la nature, et le manuel démontrera qu'un large éventail d'acteurs sont, et devraient être, impliqués dans la protection du patrimoine. Le manuel abordera également la question de la fixation d'objectifs appropriés pour aider à aligner le programme du patrimoine sur les objectifs de développement durable. Dans l'ensemble, un cadre de connaissances structurelles permettant de comprendre la composition et les mécanismes de fonctionnement de la gestion du patrimoine sera présenté comme l'épine dorsale du nouveau manuel.

Peser le succès de la gestion et les risques de catastrophe

Le programme vise également à aligner le contenu du manuel sur une version actualisée de la boîte à outils pour l'évaluation de l'efficacité de la gestion, la Trousse à outils « Amélioration de notre patrimoine ». Bien que le secteur ait progressé de manière significative dans l'évaluation de l'état de conservation du patrimoine lui-même, nous n'avons pas été aussi agiles dans le suivi et l'évaluation de notre propre succès opérationnel dans la gestion des sites. Depuis la publication en 2008 de la première Trousse à outils : Amélioration de notre patrimoine, destinée à évaluer la gestion des sites naturels du patrimoine mondial, nous savons qu'elle peut également être utilisée pour les sites culturels, même si certains détails doivent être adaptés. En utilisant les connaissances accumulées grâce à la pratique de connexion de l'UICN et de l'ICOMOS (2013-2016), qui a piloté et testé la manière dont la trousse à outils pourrait également être appliquée aux sites culturels et mixtes, le programme de leadership aligne la trousse à outils adaptée sur le manuel de gestion intégrée, afin que les deux puissent fonctionner comme des ressources interconnectées.

La mise à jour du manuel de ressources « Gérer les risques de catastrophes pour le patrimoine mondial » est le deuxième domaine de travail. Le manuel actuel a été publié en 2010, et il a ouvert la voie à une plus grande visibilité et à l'insistance sur l'importance de la gestion des risques de catastrophes pour le patrimoine. Il a attiré l'attention sur la nécessité d'un mécanisme de planification solide pour la préparation, la réponse et le rétablissement en cas de catastrophe. Depuis lors, le changement climatique est devenu une préoccupation majeure ; il augmente la fréquence et l'intensité des catastrophes, tout comme de nombreux autres risques naturels et humains catastrophiques et cumulatifs. Nous avons maintenant une meilleure compréhension du concept de résilience et de la manière dont il doit être appliqué à la gestion quotidienne des sites du patrimoine. Nous en savons également davantage sur le rôle positif que le patrimoine peut jouer pour la société dans son ensemble en réduisant le risque de catastrophes et en permettant de s'en remettre.



Formation sur la promotion des approches centrées sur les personnes (PCA18), Zambie.

© Sarah Court

Le travail de révision en cours intégrera ces dernières avancées réalisées dans le secteur. Comme les actions de la nature et de l'homme peuvent à la fois précipiter les catastrophes, mais aussi nous permettre de mieux nous préparer, réagir et nous rétablir, l'effort de rapprochement entre la culture et la nature est d'autant plus pertinent pour évaluer et gérer les risques de catastrophes. En outre, il est impératif que le secteur du patrimoine travaille en étroite collaboration avec les institutions et les agences qui s'occupent de la gestion des catastrophes, des interventions d'urgence et de la réhabilitation.

Évaluation de l'impact

Le troisième domaine de développement des ressources se concentre sur la réalisation d'une évaluation d'impact pour le patrimoine mondial. Dans un monde de développement continu, il est difficile de prévoir quelle action ou quel plan peut en fin de compte affecter un lieu du patrimoine, que ce soit de manière négative ou positive. Cela est particulièrement vrai parce que la Convention du patrimoine mondial est une convention fondée sur les valeurs, en vertu de laquelle tout impact doit être mesuré par rapport à la valeur universelle exceptionnelle (VUE) du site, et non pas seulement par rapport aux attributs physiques du lieu. Les mêmes facteurs qui

peuvent avoir un impact négatif sur un site peuvent être considérés comme des effets positifs pour un autre site, en fonction de la valeur universelle exceptionnelle.

Bien que la science et les méthodes d'évaluation d'impact sur l'environnement (EIE) soient établies depuis longtemps, il est difficile d'appliquer la méthodologie directement au patrimoine. Au cours des 10 dernières années, la communauté du patrimoine mondial a utilisé le « Guide pour les évaluations d'impact sur le patrimoine appliquées aux biens du patrimoine mondial » pour le patrimoine mondial culturel produit par l'ICOMOS en 2011, et la note d'orientation de l'UICN sur l'évaluation environnementale du patrimoine mondial de 2013. Toutefois, en réponse aux demandes croissantes du Comité du patrimoine mondial pour des études d'impact et aux demandes répétées des États parties pour plus de conseils et de soutien techniques, des travaux sont en cours pour produire un document d'orientation intégré sur la réalisation d'études d'impact pour le patrimoine mondial.

Public cible

Dans les trois domaines de travail, le programme s'adresse à un public cible principal composé des gestionnaires de sites et des praticiens opérant sur le terrain. Une grande partie de la contribution au processus de révision des produits de

connaissance provient des idées et des expériences partagées par les praticiens et les gestionnaires de sites, qui ont participé à divers cours et forums de renforcement des capacités organisés par le programme. Ces activités thématiques ont inclus un cours annuel sur la promotion d'approches de la conservation de la nature et de la culture centrées sur l'être humain, un cours sur la gestion du patrimoine pour renforcer la résilience des établissements vivants, un cours biennal sur le patrimoine mondial et l'évaluation d'impact, et un forum annuel des gestionnaires de sites organisé en marge des sessions du Comité du patrimoine mondial. Grâce à ces réunions, le réseau mondial des praticiens du patrimoine a discuté de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, et a indiqué les domaines qui nécessitent un travail plus approfondi.

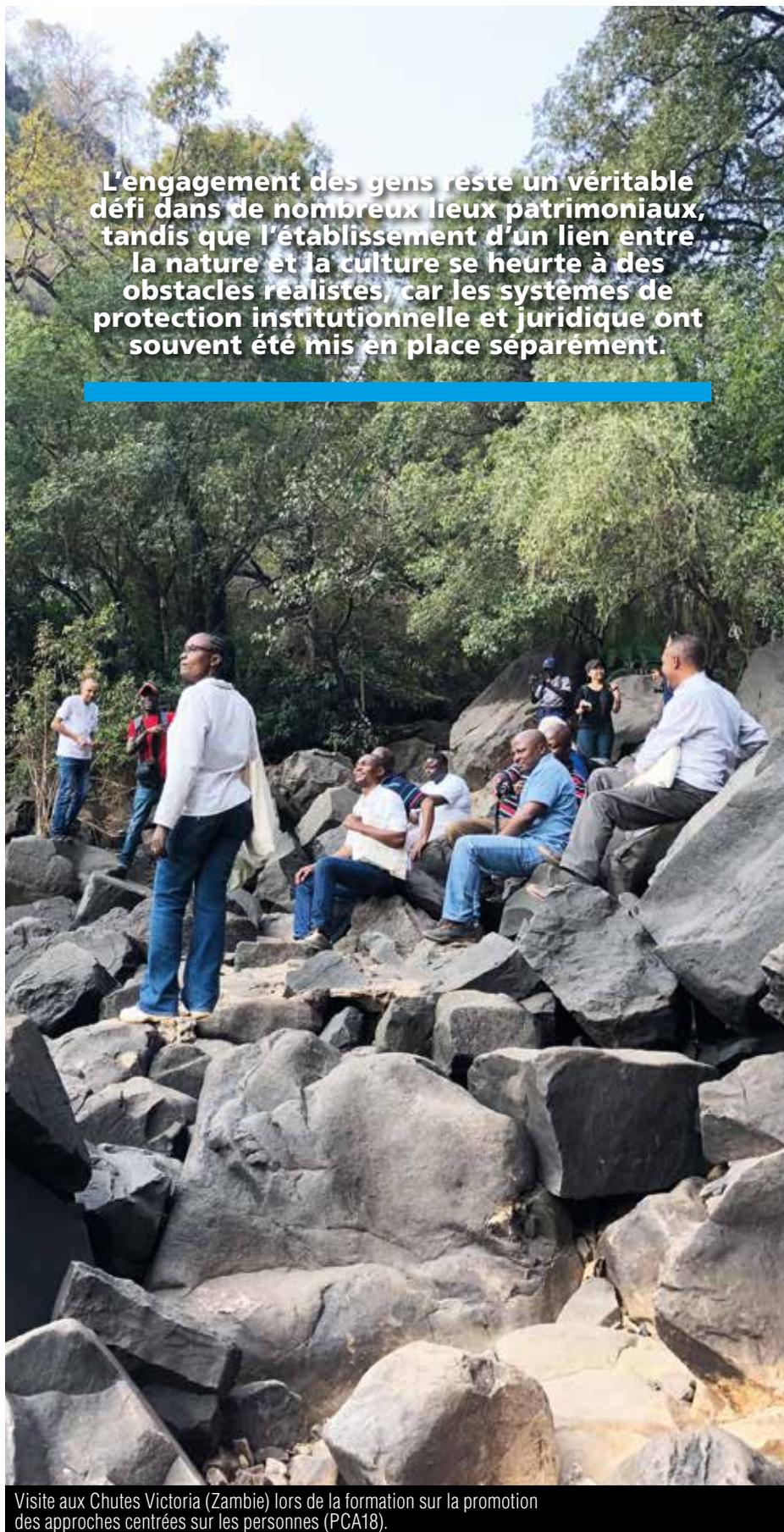
Le programme reconnaît que les pratiques et les systèmes de gestion peuvent varier selon les pays et les sites, et qu'il est important de respecter la diversité et les points forts en partageant ces exemples. Grâce à la communauté thématique Nature-Culture PANORAMA, créée en 2020 comme plateforme pour recueillir diverses études de cas de pratiques de gestion du monde entier, le programme aide le réseau mondial des sites du patrimoine mondial à être utiles les uns aux autres et à fournir à la famille du patrimoine mondial une base continue de réflexion et des exemples de bonnes pratiques.

La Convention du patrimoine mondial est un instrument de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel et naturel, qui est mis en œuvre par le nombre énorme et sans cesse croissant de personnes travaillant sur ces sites. Le programme continuera à s'engager et à établir des liens avec les personnes qui prennent soin des sites, contribuent à leur valeur et coexistent avec le patrimoine.

Le programme de leadership en matière de patrimoine mondial est soutenu par une contribution généreuse du ministère norvégien du climat et de l'environnement en tant que partenaire fondateur, ainsi que par l'administration coréenne du patrimoine culturel et l'Office fédéral suisse de l'environnement en tant que partenaires d'activité.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site <https://www.iccom.org/fr/section/leadership-du-patrimoine-mondial>.

L'engagement des gens reste un véritable défi dans de nombreux lieux patrimoniaux, tandis que l'établissement d'un lien entre la nature et la culture se heurte à des obstacles réalistes, car les systèmes de protection institutionnelle et juridique ont souvent été mis en place séparément.



Visite aux Chutes Victoria (Zambie) lors de la formation sur la promotion des approches centrées sur les personnes (PCA18).

© Ottavia Semerari.

Laissez parler l'art : ResiliArt donne la parole aux artistes en crise

Saori Matilda Machimura
Spécialiste de la communication
Diversité des expressions culturelles, Secteur de la culture, UNESCO

« Les artistes m'ont dit que c'était la fin de l'espoir. Avant la COVID-19, travailler en tant qu'artiste était déjà un défi. Mais soudain, la phrase qui est revenue, c'est "il n'y a plus d'espoir". Je ne l'oublierai jamais. », Juliana Akoryo, la commissaire à la culture et aux affaires familiales en Ouganda, appelle de son bureau à Kampala via Zoom, l'application de visioconférence. Elle repense au début de l'année 2020, lorsque la menace de la COVID-19 a commencé à se faire sentir dans le monde entier. « J'ai tout de suite su que les arts allaient être en difficulté. En Ouganda, les événements culturels se déroulent dans de grands espaces et attirent des foules immenses. »

Un an plus tard, l'impact dévastateur de la pandémie sur le secteur culturel est brutalement évident. L'industrie cinématographique mondiale a enregistré une perte de revenus de 7 milliards de dollars US. L'annulation de concerts, le report de festivals et la fermeture de salles ont entraîné la perte de moyens de subsistance pour les artistes, les équipes techniques et le personnel administratif. Pour aggraver la situation, leurs modalités de travail, souvent informelles et basées sur des projets, les ont rendus inéligibles aux filets de sécurité sociale ou économique sur lesquels les travailleurs d'autres secteurs comptaient pour leur survie.

Dans les situations de crise, la culture est souvent laissée pour compte, et la pandémie actuelle ne fait pas exception à la règle. Malgré le coup disproportionné qu'elle a subi, la culture a souvent été absente de la table des politiques, et les signaux SOS des artistes et des travailleurs créatifs ont été largement ignorés. Pourtant, l'art sait résister. De nombreux créateurs ont trouvé des solutions innovantes et originales, souvent en utilisant les outils numériques pour poursuivre leur travail et se relier au public.



© Ian Dooley

Une plateforme pour les artistes

C'est pour célébrer cette résilience et cette ingéniosité non découragées que ResiliArt a été conçu. Le 15 avril 2020, l'UNESCO a lancé un mouvement mondial qui met en lumière les profondes ramifications de la COVID-19 par le biais de discussions ouvertes et dirigées par des artistes. Il sert de plateforme aux artistes et aux professionnels de la culture pour se réunir afin de faire entendre leur voix, de partager leurs préoccupations et d'explorer des solutions. Au sein de ce mouvement dirigé par des artistes, l'UNESCO sert d'intermédiaire entre les praticiens et les décideurs. Lors du débat inaugural avec des artistes de renom, dont Angélique Kidjo et Jean-Michel Jarre, l'UNESCO a appelé tous les artistes, professionnels de la culture et institutions du monde entier à rejoindre le mouvement ResiliArt en organisant indépendamment leurs propres débats. Des

lignes directrices détaillées ont été publiées pour inspirer leurs programmes.

« L'idée de ResiliArt m'a tout de suite plu », explique Ben Hampe, directeur de projet à la Fondation de l'ASEAN. « J'ai découvert ResiliArt grâce à Alwin Reamillo, un artiste interdisciplinaire philippin qui a publié une vidéo de soutien au mouvement. C'était tellement réconfortant de savoir qu'une communauté mondiale se rassemblait pour réfléchir à l'avenir des industries culturelles et créatives. » Ben appelle de Brisbane, en Australie, son projet de visite de courte durée s'étant transformé en un séjour indéfini en raison des restrictions de voyage. Il coordonne KONNECT ASEAN, un projet basé à Jakarta et dédié aux échanges artistiques en Asie du Sud-Est. « En 2020, nous étions tous bloqués physiquement et professionnellement, notre programmation régulière étant suspendue. J'ai voulu utiliser ce temps à bon escient en réunissant des praticiens des arts et de la culture pour réfléchir à la "prochaine étape". »

C'est là que ResiliArt est entré en jeu, il a comblé le vide. Nous avons décidé de rejoindre le mouvement, de le ramener en Asie du Sud-Est. » Ben a organisé trois débats en 2020 sur la transformation numérique, l'impact social et la durabilité environnementale, qui ont suscité une réaction massive. « Au départ, nous attendions au mieux 30 spectateurs. Nous avons été surpris de voir plus de 600 inscriptions ».

« ResiliArt était un mécanisme par lequel nous pouvions apprendre des artistes et leur permettre de tirer des enseignements les uns des autres. Il a permis de sensibiliser les artistes aux défis, mais aussi aux opportunités, provoqués par la COVID-19. Il a également conduit à un partage d'informations aux niveaux national, régional et international », explique Juliana. Mon rôle était de faire savoir aux artistes que l'UNESCO avait lancé ce mouvement. J'ai contacté des institutions et des acteurs culturels dans tout le pays pour créer une liste de contact consolidée des parties prenantes, ce que nous n'avions pas auparavant ». Juliana a été la première organisatrice de ResiliArt. « J'ai organisé mon premier ResiliArt le lendemain du lancement du mouvement. Depuis lors, j'ai organisé un débat par semaine, pendant six semaines. La série s'est terminée le 21 mai, Journée mondiale de la culture, avec un grand succès. Pendant nos débats, la culture est devenue un mot tendance sur Twitter en Ouganda ».

Un espace pour rester positif

Le mouvement a également pris racine en Colombie. « Dès le début, il est apparu clairement que ResiliArt n'est pas un lieu où nous nous lamentons sur notre sort. C'est un espace pour partager des idées, rester positif et construire une solidarité », explique Johanna Mahuth Tafur Sequera lors d'une conférence téléphonique depuis Bogota. Elle fait partie d'un groupe interdisciplinaire dynamique appelé ArteCuida2020, un collectif artistique créé en réponse à l'impact de la pandémie sur les secteurs culturels d'Amérique latine. « Ce qui a commencé comme une idée sans aucun adepte est rapidement devenu une communauté. Le premier débat a attiré 300 spectateurs. Le second, plus de 1 000. » Et les adeptes continuaient de se multiplier au fur et à mesure que des débats étaient organisés, il y en a eu sept au total à la fin de l'année 2020. Chaque session rassemble des artistes

WORLD CULTURE DAY 2020
ResiliArt:
 Art, Culture and Crises:
 Opportunities and
 Challenges in Uganda

Thursday, 21st May
 13:00 - 15:00hrs Nairobi Time

MODERATOR
Emily DRANI
 Executive Director
 Cross Cultural Foundation
 of Uganda

KEYNOTE PRESENTER
Faisal KIWEWA
 Founder
 Bayimba Foundation

DISCUSSANT
Margret Awino KAFERO
 Counsellor, Cultural Diplomacy
 Embassy of Uganda
 Washington DC

LIVE WEBINAR
 Follow the conversation on
 fmgld

ORGANISED BY
 MINISTRY OF GENDER,
 LABOUR AND SOCIAL
 DEVELOPMENT

#RESILIART #SHARECULTURE #SHARECULTUREUG

Juliana Akoryo a été la première organisatrice de ResiliArt.

© Juliana Akoryo

émergents et établis de toute la Colombie et d'ailleurs. « Nous sélectionnons les membres du panel qui mènent actuellement des actions concrètes en réponse à la COVID-19. Nous trouvons qu'ils revigorent vraiment nos échanges. »

Ces défenseurs de ResiliArt sont en bonne compagnie. En 2020, plus de 240 débats ResiliArt ont été organisés dans plus de 110 pays. Afin d'identifier les tendances en matière de participation, la répartition régionale, les questions clés et les recommandations, l'UNESCO a mené une analyse approfondie de 181 débats en utilisant des enquêtes et des études sur les organisateurs. Le résultat montre que l'Amérique latine et les Caraïbes sont en tête de la représentation régionale avec 30 %, suivies par l'Afrique avec 22 %, l'Asie et le Pacifique avec 18 % et les États arabes avec 12 %. L'Europe et l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Est ont également accueilli des débats, contribuant respectivement à 5 % et 3 % des débats. Plus de 168 pays étaient représentés par un orateur ou un modérateur. La répartition régionale équilibrée montre que ResiliArt est devenu un mouvement véritablement mondial.

Le mouvement a également donné aux femmes dans le domaine des arts la possibilité de diriger des discussions mondiales, régionales et nationales. Avec 57 %, les modératrices étaient plus nombreuses que leurs homologues masculins. Cette tendance est particulièrement notable dans les États arabes (68 % de femmes modératrices) et en Amérique latine et aux Caraïbes (67 % de femmes modératrices). Dans l'ensemble, 49 % de l'ensemble des participants étaient des femmes. Les organisations de la société civile ont également brillé. Deux débats sur cinq ont été organisés ou co-organisés par des membres de la société civile. Plus de la moitié des débats ont été dirigés ou co-organisés par un acteur de la société civile dans les États arabes (52 %) et en Afrique (51 %). La nature ouverte et inclusive de ResiliArt a contribué à amplifier les voix de la culture qui sont souvent absentes des discussions générales.

Engagement du public

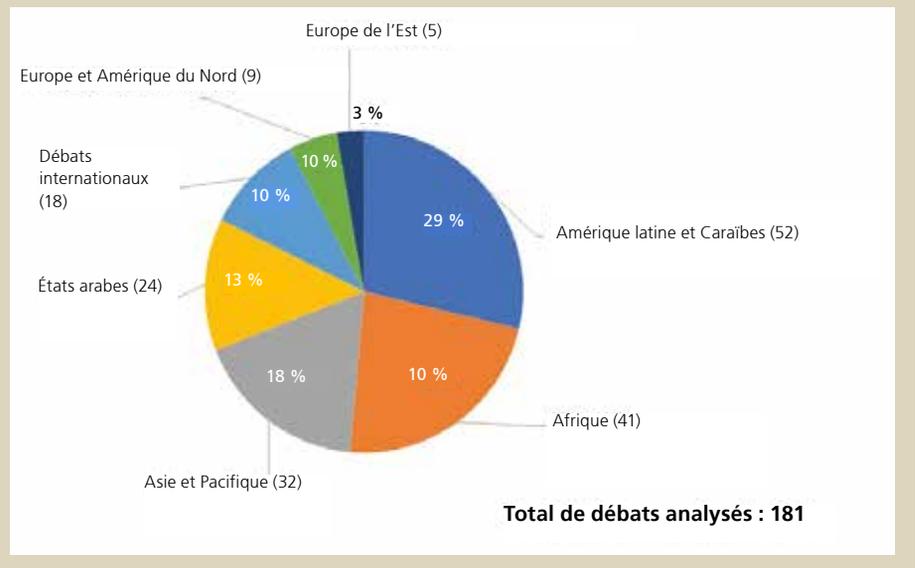
De nombreux organisateurs de ResiliArt estiment que les panélistes ne racontent que la moitié de l'histoire. « ArteCuida s'attache à faciliter les interactions dynamiques avec

le public. Les commentaires et les questions des participants sont intégrés au débat, créant ainsi un sentiment de discussion vraiment ouverte. Nous pensons que c'est notre attitude positive qui attire les gens. Notre succès reflète également à quel point notre communauté avait besoin d'une occasion de parler franchement », déclare Johanna. L'analyse montre l'engagement élevé des spectateurs de ResiliArt dans tous les domaines : le nombre total d'interactions sur les plateformes et les médias sociaux pour 181 débats a dépassé le million et continue de croître.

Certains débats sont conçus en fonction d'un public spécifique. « J'ai été très préoccupé par la "génération perdue" d'artistes et de professionnels de la création. Aujourd'hui, il semble que personne ne veuille être artiste. C'est compréhensible quand tout ce qu'ils voient, ce sont des artistes qui doivent se battre pour créer, vendre ce qu'ils créent et voyager », déclare Ben Hampe. « C'est pourquoi notre ResiliArt a été conçu pour être une source d'inspiration, pour sortir des sentiers battus. Nous voulions montrer que, si l'on veut se diriger vers une carrière créative, il existe toujours un chemin. Le format en ligne de ResiliArt était parfait pour attirer et inspirer l'immense public de jeunes natifs du numérique que nous avons ici à la Fondation ASEAN. La réponse des jeunes a été extraordinaire. En plus des créatifs en herbe, un grand nombre de jeunes spécialistes des relations internationales et de la politique publique se sont joints à nos discussions. Cela me donne de l'espoir, car ils sont la nouvelle génération qui apportera la perspective de la culture dans la gouvernance et le développement national. »

La liste des débats de ResiliArt est aussi longue que variée. Du ballet, du hip-hop et des marionnettes à la culture d'origine africaine, en passant par le patrimoine sous-marin et les festivals, chaque débat capture les préoccupations, les solutions innovantes et les recommandations propres à leur contexte. Les organisateurs résumant leurs discussions dans une enquête et en partagent les résultats avec l'UNESCO, rejoignant ainsi la banque mondiale des voix créatives résilientes. Ben estime que ces documents « serviront également d'archives mondiales pour "ce moment" de l'histoire. Il est si précieux d'enregistrer l'histoire, et

Répartition régionale des 181 débats analysés :



nous, dans le monde des arts, comprenons cette importance plus que quiconque. Cette collection d'idées sera une ressource inestimable pour notre communauté. »

Thèmes clés

De diverses discussions, quelques thèmes clés et universels ont commencé à émerger. Indépendamment des régions, les artistes craignaient que les filets de sécurité économique et sociale limités n'affectent leur bien-être. Une telle précarité, cependant, existait bien avant la pandémie et n'a fait qu'être exacerbée par la crise actuelle. Les panélistes de ResiliArt ont soulevé des questions qui avaient été reprises dans la recommandation de l'UNESCO de 1980 concernant le statut de l'artiste il y a quatre décennies : allocations de chômage, assurance maladie, congé parental, pension. Cela nous rappelle que beaucoup reste à faire pour assurer des conditions de travail et de vie dignes et élémentaires dans le secteur de la culture. Les membres du panel ResiliArt ont demandé l'égalité de traitement, et non un traitement spécial.

La menace qui pèse sur la diversité des expressions culturelles est une autre préoccupation majeure. Les artistes et les groupes qui dépendent des performances physiques pour leur subsistance et leur transmission sont menacés par la fermeture des salles et le report indéfini des événements. Les recherches de l'UNESCO-ICOM ont montré que plus de

12 % des musées du monde entier risquent de ne jamais rouvrir leurs portes. Sans interventions appropriées, de nombreux petits lieux artistiques, qui sont souvent le berceau d'arts divers et fusionnels, seront perdus à jamais. Sans les moyens de subvenir à leurs besoins, les créateurs seront contraints de trouver une autre carrière. La Convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles peut inciter les décideurs politiques à intégrer les mécanismes de sauvegarde dans les plans de relance et les mesures de sauvetage.

La transformation numérique et son impact sur la propriété intellectuelle est sans doute le sujet qui a fait le plus parler d'elle. « Je n'ai pas été surprise que la plateforme numérique et les droits d'auteur jouent un rôle central dans toutes les discussions. C'était un problème ressenti par les artistes bien avant la crise sanitaire. Il y a beaucoup de piratage et de duplication de DVD », déclare Juliana Akoryo. « Mais ResiliArt m'a confirmé que les Ougandais sont prêts pour la transformation numérique, en tant que créateurs et consommateurs ».

Penser au numérique

Nous avons besoin d'une plateforme cinématographique ougandaise qui rémunère équitablement les artistes et présente au public les talents locaux ; c'est ce qui a fait l'unanimité parmi les membres du panel de ResiliArt Ouganda. Juliana l'a pris à

cœur. « Lorsque nous avons lancé notre série ResiliArt, nous avons besoin d'aide pour les aspects techniques du débat en ligne. C'est ainsi que notre relation avec l'Autorité nationale des technologies de l'information a commencé. Bien que l'Autorité soit notre partenaire gouvernemental, nous pensions qu'elle ne travaillait que sur des projets à grande échelle. »

« De cette relation est née la toute première plateforme numérique dédiée au secteur cinématographique ougandais », poursuit Juliana. « Titre, réalisateur, bande-annonce, budget, durée, contrats, nombre de personnes qui ont travaillé sur la production... Toutes les informations essentielles pour comprendre l'ampleur de l'industrie cinématographique ougandaise seront enfin réunies en un seul endroit. Nous pouvons également générer des données sur le nombre de ventes réalisées et le type de contenu qui intéresse les gens. Auparavant, nous n'avions aucun moyen d'évaluer ces statistiques avec précision ».

En Ouganda, comme dans de nombreux autres pays, le coût prohibitif des données peut s'avérer un obstacle majeur pour les opérateurs et les utilisateurs de plateformes de contenu. Cela peut pousser le public à rechercher des options moins coûteuses et illégales. Selon Juliana, « ce qui change la donne sur notre plateforme, c'est le prix. Le coût des données pour télécharger un film reste très bas grâce à la subvention que nous avons pu obtenir. Je suis fière de dire que cette plateforme est un résultat direct du mouvement ResiliArt ».

En Asie, les technologies numériques transforment également le visage de la programmation culturelle. L'avenir des arts de l'ASEAN réside dans l'accessibilité », déclare Ben. « Avant la pandémie, le budget de la Fondation pour les programmes numériques était principalement consacré à l'éducation. Mais aujourd'hui, nous pensons que le numérique s'applique à tout. Des gens qui n'auraient pas assisté à nos expositions sont maintenant notre public. D'une certaine manière, la pandémie a repoussé les frontières physiques et a levé les limites des échanges interrégionaux. »

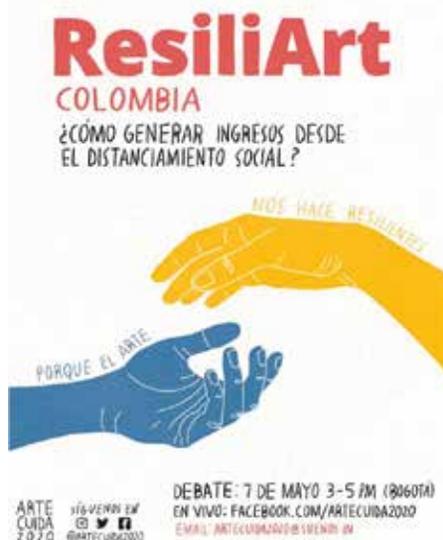
Une vision pour l'avenir

Le nombre croissant d'infections et le rétablissement du confinement ont remis en question la vision de 2021 comme



Kawita Vatanajankur – Knit (2018).

© Kawita Vatanajankur



ArteCuida2020, un collectif artistique créé en réponse à l'impact de la pandémie sur les secteurs culturels d'Amérique latine.

© ArteCuida2020

année de relance du secteur de la culture et de retour à la routine. Dans ce contexte, de nombreux acteurs du secteur culturel estiment que le mouvement ResiliArt reste pertinent et nécessaire.

ArteCuida2020 lance un appel simple mais convaincant à l'action : *El arte te cuida – Cuidemos el arte* (L'art prend soin de vous, prenons soin de l'art). Le collectif continuera à rechercher des moyens de défendre les arts. « Lors de nos débats sur ResiliArt, personne ne prétend avoir des réponses absolues. Nous pensons mieux en groupe, et aujourd'hui, nous avons plus que jamais

besoin d'une intelligence collective. Le but ultime est de faire prendre conscience aux Colombiens que les arts et la culture ont une valeur à la fois économique et sociale », explique Johanna.

Des débats ResiliArt sont en cours pour KONNECT ASEAN dans le but d'offrir un espace de réflexion commun aux artistes. « La capacité à être créatif et flexible face à l'adversité est le trait le plus important chez les artistes. Penser aux possibilités est le travail des artistes et des praticiens de la culture. Aujourd'hui, ce rôle n'a jamais été aussi vital. Nous devons soutenir et encourager les artistes à ouvrir la voie à un avenir meilleur », explique Ben.

Selon Juliana, l'effet d'entraînement de ResiliArt se poursuit en Ouganda. Après la conclusion de la série de débats, elle a pris contact avec les agences gouvernementales qui se consacrent aux relations avec le secteur privé. « ResiliArt nous a fait sortir de notre zone de confort et nous a permis de nouer de nouvelles relations. À l'origine, le secteur de la culture a été classé dans le groupe du tourisme, il était donc difficile pour les acteurs artistiques de bénéficier de ressources. Après des discussions productives, il a été décidé de créer un groupe autonome pour l'industrie de la culture et de la création. Grâce à cette nouvelle structure, il sera beaucoup plus facile pour les acteurs de la culture d'accéder aux possibilités de financement et de renforcement des capacités offertes par le secteur privé ».

Pour Juliana, ResiliArt est plus qu'une simple plateforme. « ResiliArt a donné aux artistes le sentiment que quelqu'un pensait à eux. Quand ils voient qu'un acteur des Nations Unies comme l'UNESCO les écoute, ils ont espoir de survivre à la crise. Il faut qu'il y ait de l'espoir », affirme-t-elle.

L'UNESCO invite toutes les parties intéressées à rejoindre le mouvement ResiliArt en organisant leurs propres débats. Le guide de participation est disponible sur le site de l'UNESCO (<https://fr.unesco.org/news/resiliart-artistes-creativite-au-dela-crise>). Tous les organisateurs sont priés de bien vouloir informer l'UNESCO avant le débat. Une enquête post-débat doit être soumise à des fins d'analyse et de plaidoyer. Pour plus d'informations, veuillez contacter resiliart@unesco.org

Parc national Plitvice

Le parc national le plus ancien et le plus grand de la République de Croatie a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1979. Près de 2 millions de visiteurs du monde entier le parcourent chaque année, principalement en raison de l'extraordinaire beauté de la région.

Le parc national Plitvice est la plus ancienne zone protégée de la République de Croatie, déclarée le 8 avril 1949. En 1979, le parc national Plitvice a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Sa valeur universelle exceptionnelle (VUE) a été reconnue dans l'extraordinaire beauté de la région et dans d'importants processus géologiques, biologiques et écologiques, dont le plus important est le processus de formation de tuf calcaire. L'interaction de l'eau, de l'air, des fondations géologiques et des organismes, associée à des conditions physico-chimiques et biologiques spécifiques, permet la formation de barrières de travertin qui ont créé une série de lacs et de chutes d'eau divisant ainsi la vallée de la rivière.

L'ensemble de la zone du parc est un site Natura 2000. La diversité biologique du parc se reflète dans sa flore abondante avec plus de 1 400 espèces vasculaires de plantes ainsi qu'une riche faune d'invertébrés et de vertébrés, dont trois grands carnivores européens : l'ours brun (*Ursus arctos*), le loup (*Canis lupus*) et le lynx (*Lynx lynx*). Il existe également divers types d'habitats dans les écosystèmes forestiers, de prairie et d'eau douce.

Les phénomènes d'eau les plus importants dans le parc national Plitvice sont des cascades de lacs de différentes tailles. Le système comprend 16 lacs de taille importante et un certain nombre de lacs de plus petite taille. D'après les derniers calculs, en utilisant un modèle numérique d'élévation et des prises de vue aériennes, il a été déterminé qu'il y a 90 lacs de différentes tailles au total ! Le système lacustre est divisé en lacs supérieurs et lacs inférieurs. Les lacs supérieurs se composent de 12 lacs dominants en espace et en volume, formés sur des dolomites, avec des rives plus larges et dentelées. Les quatre lacs restants forment les lacs inférieurs, situés dans un canyon calcaire aux rives abruptes.

Cette mosaïque de lacs est reliée par des chutes d'eau dans un système d'eau unique. La nature a joué ici avec l'eau et créé des cascades aux formes, hauteurs et formes les plus magnifiques. La cascade la plus haute du parc national Plitvice et de la République de Croatie est la Veliki Slap, haute de 87 m. De plus, il y a 6 chutes d'eau de plus de 20 m dans le système lacustre et 20 cascades de plus de 10 m.

Ce système de lacs est soumis à des changements constants, dans l'histoire et le temps présent, en grande partie grâce à la dynamique de croissance et d'érosion des barrières de travertin.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Parc national Plitvice
Inscrit sur la Liste du patrimoine mondial
en 1979

Nouvelles

Du 24 novembre au 12 décembre 2020, le parc national de la Pendjari et le parc national du W au Bénin ont réalisé la plus grande initiative régionale de pose de colliers satellites, sur un total de 25 éléphants et 14 antilopes de ce grand complexe transfrontalier. Cette initiative permettra d'accroître la capacité de surveillance et de contribuer à la protection de ces espèces dans les deux parcs nationaux, qui font partie du site du patrimoine mondial du complexe W-Arly-Pendjari (Bénin, Burkina Faso et Niger).

Voir page **68**

Préservation Page **68**

Sites en péril Page **71**

Promotion Page **72**

Complexe W-Arly-Pendjari (Bénin, Burkina Faso, Niger).

© DPNP

Soutien à la surveillance des animaux dans les Parcs nationaux de la Pendjari et du W (Bénin)

Entre le 24 novembre et le 8 décembre 2020, des colliers satellites ont été posés sur 25 éléphants et 14 antilopes dans le parc national de la Pendjari au Bénin et le parc national du W au Niger. Cette initiative permettra d'accroître la capacité de surveillance et de contribuer à la protection de ces espèces dans les deux parcs nationaux, qui font partie du site du patrimoine mondial du complexe W-Arly-Pendjari (Bénin, Burkina Faso et Niger). Visant à sauvegarder la valeur universelle

exceptionnelle du bien, cette opération de collier est à ce jour la plus grande initiative régionale de ce vaste complexe transfrontalier.

L'initiative fournira des informations plus précises sur la dynamique des populations de ces espèces et les différentes menaces qui pèsent sur elles, ce qui permettra de renforcer les efforts de conservation dans les parcs. Preuve de l'engagement des acteurs à revitaliser ces zones protégées, le projet est soutenu par l'UNESCO avec un financement de la Norvège, le Fonds pour la crise de l'éléphant dans le parc national du W au Bénin, la Fondation Wyss, la Fondation Wildcat, la Fondation des Savanes Ouest-Africaines (FSOA), la Société géographique nationale et le gouvernement du Bénin par l'intermédiaire du ministère du cadre de vie et du développement durable. Parmi les autres partenaires figurent le Centre national de gestion des réserves de faune (CENAGREF), l'Agence nationale

pour la promotion du patrimoine et le développement du tourisme (ANPT) et les collectivités locales.

Le complexe WAP abrite la plus grande population restante d'éléphants en Afrique de l'Ouest, en plus des seules populations viables de lion, de guépard et de topi. Il représente le plus important continuum d'écosystèmes terrestres, semi-aquatiques et aquatiques de la ceinture de savane ouest-africaine et abrite des espèces animales qui ont disparu ou sont extrêmement menacées dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Sa population d'éléphants a toutefois diminué au cours de plusieurs décennies en raison de la menace persistante du braconnage. Des colliers satellites permettront aux équipes de suivre les mouvements des animaux, fournissant ainsi des données précieuses qui contribueront à améliorer leur protection et à réduire les conflits entre l'homme et la faune.



Groupe d'éléphants dans le parc national de la Pendjari (Bénin).

© M & G Therin-Weise

Notification précoce de l'effondrement de la maison des Merveilles à Zanzibar

Apprenant l'effondrement partiel de la maison des Merveilles (Beit-al-Ajaib) à Stone Town, Zanzibar, le 25 décembre 2020, la directrice du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, Mechtild Rössler, s'est jointe aux habitants de Zanzibar et à tous les citoyens de la République-Unie de Tanzanie pour déplorer cette perte soudaine et importante.

La maison des Merveilles est l'un des monuments les plus remarquables de la ville de pierre de Zanzibar (République-Unie de Tanzanie), un bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis 2000. La section de la maison des Merveilles qui s'est effondrée était en cours de rénovation.

« Nous sommes en contact avec l'Autorité de conservation et de développement de la ville de pierre (STCDA), qui va bientôt commencer une évaluation préliminaire des dommages causés par l'effondrement », a déclaré Mme Rössler. « Nous sommes convaincus que les autorités mèneront les actions d'urgence et les évaluations nécessaires pour comprendre les causes de ces dommages et proposer des solutions pour la sauvegarde de ce monument, qui est une composante essentielle du site, contribuant à sa valeur universelle

exceptionnelle. L'UNESCO est prête à soutenir les efforts en cours, et nous sommes aux côtés de la République-Unie de Tanzanie pour faire face à cette catastrophe. »

La ville de pierre de Zanzibar est un exemple exceptionnel des villes commerciales côtières swahilies d'Afrique de l'Est. La Stone Town incarne la fusion culturelle et l'harmonisation des éléments disparates de la culture africaine avec ceux de la région arabe, de l'Inde et de l'Europe depuis plus d'un millénaire. La maison des Merveilles, un grand palais cérémoniel construit par le sultan Barghash d'Oman, est l'un des points de repère de la ville parmi d'autres bâtiments importants qui datent des XVIII^e et XIX^e siècles.



La maison des Merveilles avant son effondrement partiel, la ville de pierre de Zanzibar (République-Unie de Tanzanie).

© TravelingOtter



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

UNESCO

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

Courriel : publishing.promotion@unesco.org

L'Ingénierie au service du développement durable



■ Le rapport souligne le rôle crucial de l'ingénierie dans la réalisation de chacun des 17 ODD. Il montre combien l'égalité des chances pour tous est essentielle pour garantir une profession inclusive et équilibrée en termes de genre, qui puisse mieux répondre à la pénurie d'ingénieurs dans la mise en œuvre des ODD.

■ Il donne un aperçu des innovations en ingénierie qui façonnent notre monde, en particulier les technologies émergentes telles que les mégadonnées et l'IA, qui sont essentielles pour relever les défis urgents auxquels l'humanité et la planète sont confrontées. Il analyse la transformation de l'enseignement de l'ingénierie et le renforcement des capacités à l'aube de la 4^e révolution industrielle. Enfin, il souligne l'effort mondial nécessaire pour remédier aux disparités régionales, tout en résumant les tendances de l'ingénierie dans les différentes régions du monde.

Éditions UNESCO/ICEE/CCTP

ISBN 978-92-3-100437-7 (en anglais)

Résumé en français, 24 pages, 215 x 280 mm, PDF

Disponible sur unesdoc.unesco.org

L'UNESCO condamne la nouvelle attaque meurtrière au parc national des Virunga, en République démocratique du Congo

L'UNESCO exprime sa profonde préoccupation concernant l'attaque meurtrière perpétrée le matin du 10 janvier 2021 dans le parc national des Virunga, en République démocratique du Congo. Des gardes forestiers en patrouille dans le parc ont été pris en embuscade près de Kabuendo ; six hommes ont été tués et un autre blessé. L'UNESCO tient à leur

rendre hommage et à exprimer ses sincères condoléances à leurs familles et à leurs collègues.

Cette dernière tragédie rappelle les terribles attaques du 24 avril 2020 contre des civils et du 28 juillet 2020 contre les Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC), en plus de la multitude de celles contre les rangers, qui ont fait des dizaines de morts depuis le début du conflit dans cette région. C'est avec la plus grande fermeté que l'UNESCO condamne une fois de plus ces actes atroces qui visent des femmes et des hommes dévoués à la sauvegarde de notre patrimoine commun. L'UNESCO continuera à soutenir les efforts de la République démocratique du Congo pour renforcer la sécurité du personnel chargé de la protection de ses sites naturels.

Le Centre du patrimoine mondial s'emploie depuis deux décennies à accroître la protection des gardes et du personnel, à renforcer les infrastructures et à apporter un soutien, principalement financier, aux communautés touchées, grâce à la

Fondation pour les Nations Unies et aux gouvernements italien, belge et espagnol ainsi qu'au Fonds d'intervention d'urgence (RRF). Pour soutenir davantage les habitants locaux et lutter contre un enracinement inquiétant de la violence, l'UNESCO lance un nouveau projet, « Renforcement de la résilience des communautés du patrimoine mondial du parc national des Virunga par la régénération des activités génératrices de revenus », avec un financement de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (ALIPH).

Le parc national des Virunga a été le premier parc national à être créé en Afrique. Inscrit sur la liste du patrimoine mondial depuis 1979 en raison de son exceptionnelle biodiversité, il abrite de nombreuses espèces endémiques et rares comme le gorille de montagne. Les attaques armées contre le personnel de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et les soldats des FARDC opérant dans les parcs se sont multipliées ces dernières années.



Parc national des Virunga (République démocratique du Congo).

© Terese Hart

Cinq projets menés par des jeunes associent patrimoine et consolidation de la paix dans la région des États arabes

Trente-deux jeunes professionnels de 17 pays de la région des États arabes se sont réunis à Tunis, en Tunisie, du 2 au 6 décembre 2019 pour participer au Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial arabe.

Pour tirer parti du succès du Forum et renforcer leur engagement et leur objectif, cinq des jeunes professionnels ont mis en œuvre des projets de suivi dans la région, visant à rendre le patrimoine accessible à tous et à en faire une ressource pour la consolidation de la paix dans les communautés.

Le suivi du Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial arabe

« Le patrimoine est un témoin de l'histoire des plus fascinants. Il raconte de façon authentique les cultures et histoires locales dans un langage universel, et permet ainsi à tous les humains de dépasser leurs différences et de mieux se comprendre. »
- Nassima, Morocco

YOUTH PROFESSIONNELS FOR PEACE (YPPVE)

Co-funded by: Canada

a permis aux participants d'organiser des projets dirigés par des jeunes pour explorer et célébrer la relation entre le patrimoine et la consolidation de la paix, les aidant ainsi à devenir des modèles capables de mobiliser leurs pairs. Les participants ont mis en pratique les compétences acquises lors du Forum, en particulier les approches de communication, et ont fait avancer son plan d'action pour la région.

La diversité de la gamme, de l'échelle et de la géographie des projets est la preuve de l'étendue des connaissances acquises lors du Forum. Les projets offrent également une mesure qualitative de l'impact positif créé dans la région, grâce aux efforts combinés de l'UNESCO, de l'UNOCT, du gouvernement du Canada et des jeunes professionnels dévoués du patrimoine.



Les participants réfléchissent à l'approche d'emotion design lors du Forum arabe des jeunes professionnels du patrimoine mondial.

© UNESCO

Patrimoine mondial en Tunisie**Participant :** Mohamed Ali Midani**Organisation :** Digital Cultural Experience**Titre du projet :** Patrimoine mondial en Tunisie**Format :** Virtuel, application web et mobile**Zone géographique :** Tunisie**Contact :** midani@dcx.tn

Digital Cultural Experience a développé une application web et mobile intitulée « Sites du patrimoine mondial en Tunisie » comprenant une carte interactive, des guides audio et des images à 360°, pour promouvoir les 7 sites culturels du patrimoine mondial du pays auprès des jeunes en utilisant les nouvelles technologies.

Medina Stories**Participant :** Nassima Chahboun**Organisation :** Association de la Culture Numérique Libre - Clibre**Titre du projet :** Medina Stories**Format :** Virtuel, « edit-a-thon » en ligne, concours photos, application web et mobile**Zone géographique :** Région du Maghreb**Contact :** arch.nassimachahboun@gmail.com

Pour créer du matériel éducatif gratuit sur la paix, la coexistence et la diversité culturelle dans 10 médinas du Maghreb inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO, Clibre a lancé la campagne « Histoires de médinas ». Elle a organisé un edit-a-thon en ligne et un concours de photographie pour impliquer les jeunes de la région, et a créé une application numérique pour le web et le mobile permettant d'accéder au contenu généré par ces activités.

MediWander**Participant :** Yoldez Halleb**Organisation :** Association Sousse Demain**Titre du projet :** MediWander**Format :** Jeu virtuel ; application mobile**Zone géographique :** Tunisie**Contact :** yoldezhalleb@gmail.com

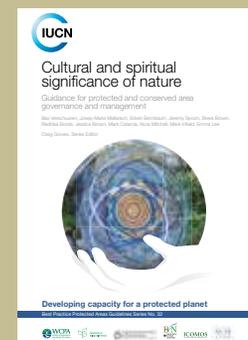
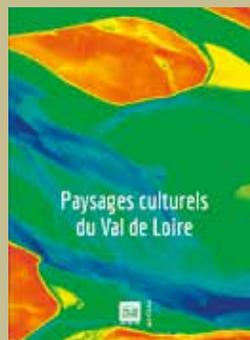
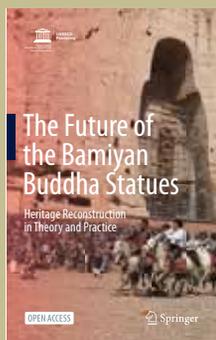
Le service de jeu mobile virtuel MediWander a été développé pour encourager les jeunes Tunisiens à découvrir la richesse de leur patrimoine. Le public doit suivre la carte pour identifier les 20 monuments autour de la médina, collecter des jetons virtuels et répondre à un quiz à la fin du jeu.

Heritage Buildings of Dhi Qar and Maysan in the South of Iraq:**Documenting the Deterioration and Threats****Participant :** Muntadher Aloda**Organisation :** Iraqi Development Association for Human Development**Titre du projet :** Heritage Buildings of Dhi Qar and Maysan in the South of Iraq: Documenting the Deterioration and Threats**Format :** base de données géographiques numériques, ateliers et formations sur site**Zone géographique :** Iraq**Contact :** ahmed.inna44@gmail.com

Le projet a permis de documenter et d'évaluer 40 bâtiments patrimoniaux situés dans les gouvernorats de Dhi Qar et de Maysan, dans le sud de l'Iraq, et réputés pour la diversité de leur patrimoine, ce qui a conduit à la création d'une base de données géographiques numériques.

Patrimoine éternel : de Palmyre à la Vieille ville de Sana'a**Participant :** Ilham Younes**Organisation :** Patrimoine d'Orient**Titre du projet :** Patrimoine éternel : de Palmyre à la Vieille ville de Sana'a**Format :** Édition papier et digital, vidéos promotionnelles**Zone géographique :** États arabes**Contact :** ilham.younes@yahoo.fr

Le projet a recueilli les témoignages des jeunes sur leur lien avec leur patrimoine, les compilant dans une publication présentant des sites emblématiques du Liban, de la Jordanie, de la Palestine, de la Syrie, de l'Iraq, de la Libye et du Yémen, accompagnés d'illustrations de jeunes artistes de la région.



L'avenir des statues de Bouddha de Bamiyan : la reconstruction du patrimoine en théorie et en pratique

Publié conjointement par le siège de l'UNESCO, le bureau de l'UNESCO à Kaboul et Springer Nature Suisse AG
Anglais uniquement
<https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-51316-0>

Cette publication gratuite explore l'éthique de la conservation du patrimoine après un conflit et fournit un important dossier historique sur les propositions de reconstruction éventuelle des statues de Bouddha de Bamiyan. Le site a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO en 2003 en tant que paysage culturel et vestiges archéologiques de la vallée de Bamiyan à la suite de la destruction des Bouddhas en mars 2001. Ce volume présente des recherches universitaires, des expériences et des observations sur la théorie de la conservation du patrimoine et la pratique de la reconstruction du patrimoine. Il aborde également la question dans le contexte de stratégies holistiques pour la protection des droits de l'homme et la promotion de la construction de la paix.

Mission Val de Loire : « Paysages culturels du Val de Loire »

Co-publié par les Éditions 303 et la Mission Val de Loire
Français uniquement
<https://www.editions303.com/le-catalogue/paysages-culturels-du-val-de-loire/>

La publication de *Paysages culturels du Val de Loire* marque les 20 ans de l'inscription du Val de Loire sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Rassemblant plus de 20 auteurs, ce livre anniversaire retrace l'évolution du site depuis son inscription. L'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO est importante, mais la publication aborde également des questions telles que : « Les raisons de l'inscription sont-elles bien comprises aujourd'hui ? Quels sont les changements importants qu'elle a entraînés ? Quelles sont les initiatives qui ont vu le jour ? Et comment réfléchir aux perspectives d'évolution et aux défis futurs de ce paysage fluvial vivant ? »

Patrimoine mondial, création de lieux et tourisme durable : vers des approches intégratives de la gestion du patrimoine

Publié par Studienverlag GmbH
Anglais uniquement
<https://www.studienverlag.at/produkt/6091/world-heritage-place-making-and-sustainable-tourism/>

La gestion des villes et des sites du patrimoine mondial est une tâche difficile. Maîtriser les flux de visiteurs et l'énorme trafic et mettre en œuvre des projets de développement urbain de manière à préserver l'intégrité et l'authenticité du patrimoine culturel sont des tâches qui requièrent un haut niveau d'expertise, soutenu par la société civile et le monde politique. Ce livre est le résultat de la conférence de 2018 de l'Organisation des villes du patrimoine mondial, sur le thème Patrimoine et tourisme : communautés locales et visiteurs – une responsabilité partagée. Les auteurs experts qui y ont contribué – d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Europe – s'appuient sur un éventail de disciplines pour offrir des perspectives plus larges sur le patrimoine, le tourisme durable et l'aménagement du territoire. Un chapitre actualisé offre des perspectives sur le tourisme durable après la pandémie COVID-19.

La carte du patrimoine mondial 2019-2020

Publié par l'UNESCO
Disponible en anglais, français et espagnol
<https://whc.unesco.org/en/map/>

Cette carte grand format en couleur présente les sites du patrimoine mondial et donne des explications concises sur la Convention du patrimoine mondial et les programmes de conservation du patrimoine mondial. Elle est disponible en anglais, en français et en espagnol, et comprend de superbes photos des sites du patrimoine mondial avec des légendes détaillées. La carte, de 78 cm sur 50 cm, peut être commandée sur le site web du patrimoine mondial.

Importance culturelle et spirituelle de la nature : guide pour la gouvernance et la gestion des zones protégées et conservées

Publié par l'UICN
Anglais uniquement
<https://portals.iucn.org/library/node/49268>

La signification culturelle et spirituelle de la nature a été définie comme les significations, valeurs, sentiments, idées et associations spirituelles, culturelles, inspirantes, esthétiques, historiques et sociales que les caractéristiques naturelles et la nature en général ont pour les générations passées, présentes et futures de personnes ; tant individuelles que collectives. Ces lignes directrices répondent à un besoin croissant de rendre la conservation plus inclusive, efficace et socialement juste en tenant compte des multiples visions du monde, en traitant le patrimoine naturel et culturel comme étant interconnecté et en suggérant des moyens d'impliquer et de responsabiliser tous les groupes et parties prenantes concernés dans la conception, la gouvernance et la gestion des zones protégées. Les lignes directrices aident également à créer un terrain d'entente, à résoudre les conflits et à mettre en œuvre des approches fondées sur les droits qui reconnaissent les droits de l'homme et le pluralisme juridique.

Modes traditionnels d'acquisition des connaissances pour la conservation et la gestion du patrimoine asiatique

Publié par l'ICCROM
Anglais uniquement
<https://www.icrom.org/sites/default/files/publications/2020-10/traditional-knowledge-systems.pdf>

Comment les modes traditionnels d'acquisition des connaissances peuvent-ils être appliqués et adaptés à la conservation et à la gestion contemporaines du patrimoine ? Cette question a été débattue lors du Forum international ICCROM-CHA, Cultural Heritage Administration (Administration Patrimoine Culturel), sur la conservation qui se tiendra en 2015. Les résultats sont maintenant disponibles dans cette nouvelle publication, qui examine des exemples de 14 pays d'Asie, dont des sites du patrimoine en Iran, au Népal, en Nouvelle-Zélande et en Thaïlande.

Le patrimoine culturel et l'avenir

Publié par Routledge
Anglais uniquement
<https://www.routledge.com/Cultural-Heritage-and-the-Future/Holtorf-Hogberg/p/book/9781138829015>

Le patrimoine culturel et l'avenir réunit un groupe international d'universitaires et d'experts pour examiner la relation entre le patrimoine culturel et l'avenir. S'appuyant sur des études de cas du monde entier, cette publication s'interroge sur le rôle du patrimoine dans la construction de l'avenir. Elle offre un équilibre entre le contenu théorique et empirique qui stimulera le débat multidisciplinaire dans le domaine en plein essor des études critiques sur le patrimoine. Elle est donc d'une grande pertinence pour les universitaires et les étudiants dans les domaines des études sur les musées et le patrimoine, de l'archéologie, de l'anthropologie, de l'architecture, des études de conservation, de la sociologie, de l'histoire et de la géographie, ainsi que pour ceux qui travaillent dans les professions du patrimoine.

Gestion du patrimoine mondial et droits humains

Publié par Routledge
Anglais uniquement
<https://www.routledge.com/World-Heritage-Management-and-Human-Rights/Ekern-Logan-Sauge-Sinding-Larsen/p/book/9780367738907>

Ce livre se concentre sur l'équilibre entre la protection des droits humains et la protection des sites du patrimoine mondial. Il explore l'idée que la gestion des biens du patrimoine mondial peut ne pas respecter de manière adéquate les droits traditionnels et les droits des individus et des communautés vivant dans ces espaces ou étant affectés par des changements dans leur utilisation. Il explore également le concept selon lequel le domaine du patrimoine international a une conscience et une conscience limitées de ce défi.



Pour commander :

Pour les livres et les publications édités par d'autres éditeurs que l'UNESCO, veuillez contacter l'éditeur directement ou passer votre commande dans une librairie.

Pour commander auprès des Éditions UNESCO, rendez-vous sur le site web (<http://publishing.unesco.org>), ou écrivez à l'adresse suivante :

Éditions UNESCO

UNESCO

7, place de Fontenoy

75352 Paris 07 SP

France

Fax : +33 1 4568 5737

E-mail:

publishing.promotion@unesco.org

Pour obtenir des copies des *Cahiers du patrimoine mondial*, contactez le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO par e-mail (wh-info@unesco.org) ou par courrier à l'adresse suivante :

Centre du patrimoine mondial

UNESCO

7, place de Fontenoy

75352 Paris 07 SP

France

<http://whc.unesco.org/>

Du 7 au 27 avril 2021

211^e session du Conseil exécutif de l'UNESCO

Siège de l'UNESCO et en ligne

Informations : <https://en.unesco.org/executiveboard>

Du 18 au 21 mai 2021

Conférence annuelle 2020 de International Association for Impact Assessment (IAIA)

Séville, Espagne

Informations : <https://conferences.iaia.org/2020/index.php>

Juin 2021 (dates à confirmer)

33^e session du Conseil international de coordination du Programme sur l'homme et la biosphère

En ligne

Informations : <https://en.unesco.org/mab>

Juin-juillet (date à confirmer)

44^e session élargie du Comité du patrimoine mondial

Informations : <https://whc.unesco.org/fr/sessions/44com/>

Du 3 au 10 septembre 2021

Congrès mondial de la nature de l'UICN Marseille, France

Marseille, France

Informations : <https://www.iucncongress2020.org/>

Du 27 au 29 septembre 2021

22^e session du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine ou leur restitution en cas d'appropriation illicite

Siège de l'UNESCO

Informations : <http://www.unesco.org>

Novembre 2021

14^e Session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention de Ramsar sur les zones humides (COP14)

Wuhan, Chine

Informations : <http://www.ramsar.org>

Date à déterminer

Convention sur la diversité biologique (COP 15)

Informations : <https://www.cbd.int/meetings/COP-15>



AASIVISSUIT – NIPISAT
WORLD HERITAGE



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



• Aasivissuit-Nipisat, Terres de chasse
inuites entre mer et glace
• Inscrites sur la Liste du
patrimoine mondial en 2018

Nunarsuarmioqatigiit kingornussassaat

Patrimoine mondial



AASIVISSUIT – NIPISAT

SERMERSUUP IMMALLU AKORNANNI INUIT PINIARFII
TERRES DE CHASSE INUITES ENTRE MER ET GLACE



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Convention
du patrimoine
mondial

Publishing For
Development

Bulletin d'abonnement

Chers amis du patrimoine mondial,

La revue *Patrimoine Mondial* est éditée conjointement par l'UNESCO et Publishing for Development, et est publiée quatre fois par an en anglais, français et espagnol. Un point sur l'actualité et des dossiers offrent aux lecteurs une information détaillée sur la préservation des sites naturels et culturels les plus importants au monde. La publication est conçue pour diffuser et mettre en valeur l'action et l'engagement de l'UNESCO en faveur du patrimoine mondial, notre héritage du passé, notre responsabilité pour le présent et notre devoir pour les générations futures.

En vous abonnant à *Patrimoine Mondial*, vous contribuez à la prise de conscience concernant la nécessité de préserver notre héritage commun.

BULLETIN D'ABONNEMENT PATRIMOINE MONDIAL

Formules d'abonnement :

Durée : 1 an (quatre numéros) 2 ans (huit numéros)
Édition : française anglaise espagnole

Le coût de l'abonnement annuel est de 27 € (54 € pour deux ans) pour l'Europe, et de 37 US\$ (74 US\$ pour deux ans) pour le reste du monde, frais d'envoi inclus.

Coordonnées :

Nom _____ Téléphone _____
Organisation _____ Fax _____
Adresse _____ E-mail _____
Code postal _____
Ville, province _____
Pays _____

Règlement :

Chèque (à l'ordre de DL SERVICES)

Virement bancaire

Titulaire bancaire : DL SERVICES
N° de compte : 001-4460599-33
Nom de la banque : FORTIS BNP
Code Swift : GEBABEBB
Code Iban : BE79 0014 4605 9933

Carte bancaire

Visa ou Mastercard N° de carte bancaire :/...../...../.....
Date de validité :/...../.....
Code de sécurité :

Date et signature :

Où retourner votre bulletin d'abonnement :

DL SERVICES sprl
Jean De Lannoy
c/o Entrepôts Michot
Bergense steenweg 77
B 1600 St Pieters Leeuw (Belgique)
Tél : +32 477 455 329
E-mail : subscriptions@dl-servi.com



Le paysage de l'oliveraie d'Andalousie

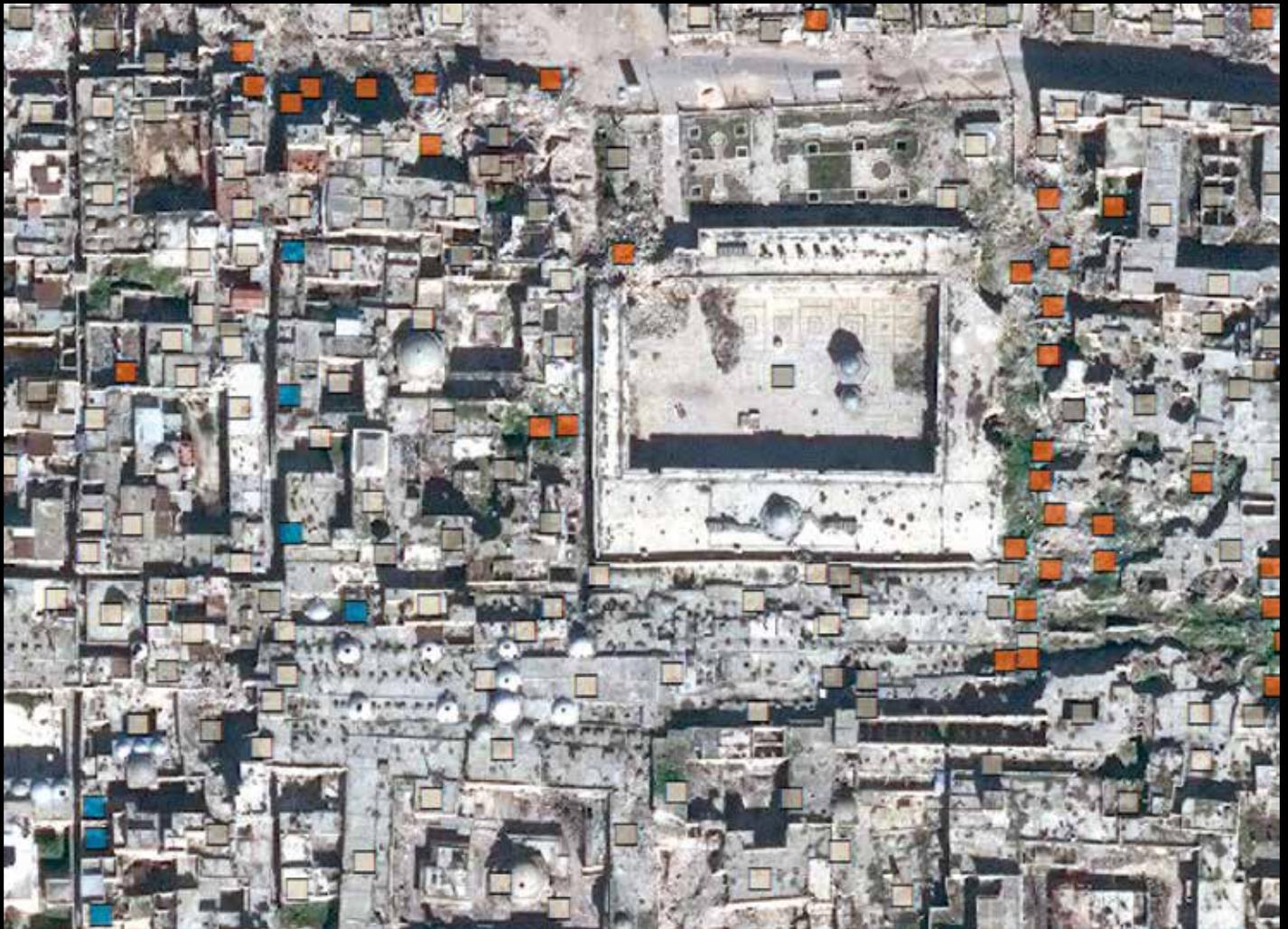
Le paysage de l'oliveraie d'Andalousie (Espagne) a été façonné au fil des siècles. Il est le résultat d'un long processus d'adaptation et de spécialisation agraire. En évolution permanente, ce paysage culturel exprime une relation millénaire et intime avec le travail humain qui a permis à cette culture de se répandre sur tout ce territoire jusqu'à devenir une mer exceptionnelle et diversifiée d'oliviers qui ne peut être vu que dans cette zone du sud de l'Espagne.

C'est un paysage d'une beauté sereine, composé d'innombrables rangées d'oliviers qui évoquent son immensité et qui en font quelque chose d'unique au monde. « Cortijos », fermes, moulins à huile, villes ou villages parsèment cet océan d'oliviers, avec différents motifs et textures qui se sont progressivement adaptés à la diversité de l'orographie andalouse, atteignant vallées et montagnes.

L'oliveraie marque l'identité culturelle et paysagère de l'Andalousie. L'histoire de sa spécialisation, de la diversité et de la richesse patrimoniale est expliquée dans ses différents domaines, échelles et contextes. Cela offre une pertinence extraordinaire non seulement au niveau du paysage, mais aussi au niveau patrimonial et social grâce à la coopération et à l'effort partagé, à la ténacité et au savoir-faire de l'oléiculteur.

Les valeurs de ce paysage offrent un témoignage vivant et exceptionnel des traditions agricoles de la culture de l'olivier et de leur évolution jusqu'à ce jour, un savoir-faire accumulé au fil des millénaires et qui a fait de l'Andalousie une grande référence pour la culture de l'oliveraie et sur le territoire où nous pensons que la meilleure huile d'olive du monde est extraite.





Ancienne ville d'Alep (République arabe syrienne), analyse des points de dommages cumulés 2013-2014.

© 2017 DigitalGlobe (Source U.S. Department of State, NextView License).

Dossier : suivi du patrimoine depuis l'espace

La télédétection, ou l'utilisation de la technologie pour recueillir des informations à distance sur une zone, est un moyen courant d'évaluer les dommages potentiels survenus sur les sites du patrimoine culturel ou d'évaluer les zones naturelles. L'analyse des images satellites en est une composante importante.

Dans ce numéro, nous verrons comment les collaborations avec des agences telles que le Centre international sur les technologies spatiales au service du patrimoine culturel et naturel (HIST), l'Agence spatiale européenne (ESA), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) permettent aux experts d'identifier les endroits où les sites ont été endommagés ou ont le plus besoin de protection. 🌐



Ancienne ville d'Alep (République arabe syrienne).

© Silvan Rehfeld



LA RESTAURATION DE LA CASA BATLLÓ

Propulser sa valeur universelle exceptionnelle



📍 Passeig de Gràcia, 43
08007 Barcelona
☎ +34 93 216 03 06

🌐 www.casabatlo.es
✉ info@casabatlo.cat
❤ #casabatlo



Casa Batlló a effectué une restauration minutieuse de cette œuvre d'**Antoni Gaudí**, inscrite sur la Liste du **Patrimoine Mondial** en 2005. Depuis 2018, le visiteur fait partie de ce moment historique qui continue à nous étonner et à nous inspirer aujourd'hui pour sa valeur universelle exceptionnelle. La campagne **Explore the restoration** nous a permis de mettre en marche la **stratégie 5C de l'UNESCO** alors que nous nous préparons à élaborer le plan de gestion 2020-25 et à mettre à jour notre contenu dans un nouveau projet de visite jamais vu auparavant.